

Réunion de l'instance de coordination et de suivi
«**L'OPPOSITION NE TRAVAILLE PAS DANS L'OMBRE**» P. 3

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

Réunion de «parrains»
à Paris, Esseradj à Alger

LA LIBYE, ENTRE PARASITAGES ET TUTEURS AUTOPROCLAMÉS

P. 2



Ph.: APS

Annulation
du rachat
d'El Khabar

**NESS
PROD FAIT
APPEL** P. 3



Apple, Bruxelles
et la malheureuse
souveraineté de l'Irlande



PAR YANIS
VAROUFAKIS

Ancien ministre des Finances
de la Grèce

La direction
européenne est en crise



PAR GUY
VERHOFSTADT

Ancien Premier ministre belge

Arrêter la guerre
contre les enfants



PAR KEVIN
WATKINS

PDG de Save the Children UK

Les évidences
du développement durable



PAR BJØRN
LOMBORG

Directeur du Copenhagen
Consensus Center

Le retour de
la politique budgétaire



PAR NOURIEL
ROUBINI

Président de Roubini Macro Associates

Internet haut débit

**Le câble
Oran-Valence
déployé avant
la fin du mois**

P. 4

Smartphones

**La 4G ouvre
un nouveau marché**

P. 4

Lancé aujourd'hui

**Onze banques
concernées par
le e-paiement**

P. 2

Réunion de «parrains» à Paris, Esseradj à Alger

La Libye, entre parasitages et tuteurs autoproclamés

Pendant que Paris réunit «les parrains régionaux» de la Libye, Alger reçoit, en visite officielle, le président du Conseil présidentiel du gouvernement libyen, Fayez Esseradj.



Ghania Oukazi

Il s'agit, bien sûr, pour l'Algérie et la Libye de (re) cadrer les priorités de la remise en ordre d'un pays qui a été fragmenté par l'effet des décisions des pays influents de l'OTAN sous les fortes pressions de la France. La mise en place du gouvernement d'entente nationale en est une, parce qu'une fois sa mise en place réussie, elle aura prouvé que les parties antagonistes auront dépassé leurs divergences, du moins les plus en vue, qui ont plongé la Libye dans le chaos. «L'avènement d'un gouvernement d'entente nationale doit bénéficier de l'aide et du soutien de la Communauté internationale pour faire face aux multiples défis politiques, sécuritaires et économiques qui se posent à la Libye», avaient souligné les ministres des Affaires étrangères des pays voisins de la Libye, lors de leur 7^{ème} réunion qui s'était tenue, à Alger, il y a près d'une année. Alger pense que la mise en place d'un gouvernement d'entente nationale permettra aux Libyens d'adopter une constitution et d'aller vers des élections pour mettre en place des institutions légitimes.

Ce ne sont pas, cependant, les réunions qui ont manqué à ce sujet. Les puissants de ce monde ont même tenu à ce que le dialogue inter-libyen soit tenu, ici et là, et partagé à travers plusieurs villes de pays étrangers. Aujourd'hui, les choses ne sont toujours pas claires parce que l'équation libyenne est à multiples variables, les unes plus complexes que les autres. La réunion, tenue hier à Paris, a regroupé les pays qui se sont érigés en tutelle de la Libye, à savoir : la France, l'Italie, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne et ceux qui ont toute latitude de mettre en œuvre des feuilles de route, pas forcément conformes, à ce que veulent les Libyens, pour retrouver leur stabilité, leur sécurité, leur unité et celle de leurs territoires. Il s'agit du Qatar, de la Turquie, de l'Egypte et des Emirats arabes unis, qui, eux aussi se positionnent en tuteurs des Libyens. Paris les appellent «les parrains régionaux de la Libye.»

ALGER REFUSE D'ÊTRE UN PAYS TUTEUR

L'Algérie n'est pas comptée dans ce lot, non pas parce que Paris ne veut pas l'y intégrer mais c'est parce qu'elle-même refuse de se considérer comme tutrice d'un pays qui a besoin de reconstruire sa souveraineté, son unité, son intégrité territoriale et sa cohésion nationale. Ceci, pour peu que les deux catégories des pays, cités plus haut, ne forcent pas la main aux parties en conflit pour mettre en œuvre, chacun pour sa part, l'agenda qui les agré. Il est connu qu'il existe des pays qui jouent double jeu et campent des rôles à travers des velléités de fédérer tous les efforts déployés en Libye pour restaurer la paix et la réconciliation entre les parties ennemies. D'autres -et la Communauté internationale le sait- achètent le pétrole libyen des groupes armés et fournissent des armes en violation de toutes les conventions internationales. Dans tous les cas, Alger dénonce «les parasitages» des uns et des autres «tuteurs» et appelle à «l'unification des positions» autour des priorités de la Libye. Si beaucoup d'observateurs pensent que la réunion de Paris est une réunion inutile, l'Algérie espère, en toute évidence, qu'elle permette d'unifier les agendas. L'Algérie n'a pas hésité à réclamer des sanctions contre tous les pays qui violent les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, en premier celle des livraisons d'armes aux parties en conflit en Libye. Abdelkader Messahel l'a dit, clairement, en septembre dernier, en présence de l'envoyé spécial des Nations unies pour la Libye, Martin Kobler. Le ministre des Affaires étrangères maghrébines, de la Ligue arabe et de l'Union africaine a demandé à ce que l'embargo sur les armes, imposé par l'ONU à la Libye -qui n'a jamais été respecté- soit levé pour permettre au gouvernement de l'entente nationale d'avoir les moyens de se défendre et de lutter contre le terrorisme. «Vous ne pouvez pas demander à quelqu'un de faire quelque chose si vous ne lui donnez pas les

Lancé aujourd'hui Onze banques concernées par le e-paiement

Onze banques vont assurer à leur clientèle le service de paiement électronique (e-paiement) qui sera officiellement lancé aujourd'hui, a indiqué hier à l'APS le ministre délégué chargé de l'économie numérique et de la modernisation des systèmes financiers, Mouatasssem Boudiaf. «Il s'agit des six banques publiques ainsi que cinq banques privées», a précisé M. Boudiaf dont le département a assuré la mise en œuvre et le lancement du e-paiement en coordination avec la Banque d'Algérie. Le ministre délégué a également précisé que son département avait mis en place «des canaux d'interaction en vue d'instaurer la confiance dans l'usage de la carte de paiement électronique». Ces canaux portent sur la mise en service d'un portail web qui permet aux clients de commander leurs cartes et mots de passe, situer les terminaux de paiement, les DAB (distributeurs



automatiques de billets) et les cybermarchands concernés et expliquer les règles d'un bon usage sécurisé des cartes de paiement électronique. De même, des numéros d'appel verts gratuits (quatre chiffres) seront mis en place au service de la clientèle. Ces canaux comptent aussi une campagne publicitaire de sensibilisation sur les chaînes de télévision et aussi les chaînes radio (ara-

be, amazigh, français). M. Boudiaf avait annoncé fin juin dernier que le service e-paiement pour les grandes entreprises serait lancé avant fin 2016, rappelle-t-on. La cérémonie de lancement officiel de ce service sera organisée par l'Association des banques et établissements financiers (Abef) en présence du M. Boudiaf, et du gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Les dessous d'une visite

Le président du Conseil présidentiel du gouvernement d'entente nationale de Libye effectuée depuis hier une visite officielle de deux jours en Algérie après s'être rendu à Paris où après sa rencontre à l'Elysée avec le président François Hollande, le porte-parole du gouvernement français Stéphane Le Foll a annoncé qu'il va se tenir à Paris la semaine prochaine une réunion sur la Libye pour «œuvrer» à l'unité de ce pays qui regroupera les parties libyennes en conflit et les représentants de la France, de l'Egypte, du Qatar, des Emirats arabes unis et de la Turquie.

La venue de Faiz Seradj à Alger après son séjour parisien et l'annonce qui s'en est suivie autorise à penser qu'il a programmé sa visite pour s'enquérir de ce que les autorités algériennes, qui ne lui ont pas ménagé leur soutien dans sa démarche de formation du gouvernement d'entente qu'il préside, pensent de l'initiative française à laquelle il a apparemment souscrit. Il lui revient en effet de justifier et d'expliquer à ces autorités algériennes pourquoi leur pays dont à son arrivée à Alger il a salué avec une insistance appuyée «le rôle et le soutien constant à la Libye», a été écarté de la participation à la réunion de Paris, voire même pas consulté sur elle par ses promoteurs français et le gouvernement libyen qu'il dirige.

Il ne pouvait échapper à Faiz Seradj que l'accueil fait à Alger à l'annonce d'une réunion sur la Libye à laquelle l'Algérie n'est pas associée alors que le sont le Qatar, les Emirats arabes unis et la Turquie étrangement qualifiés de «pays de la région», ne pouvait être que méfiant du fait que les autorités algériennes leur vision sur la crise libyenne et les solutions qu'ils prônent pour sa résolution. L'on ne sait ce que Hollande a fait valoir à Seradj qui

prétend que l'Algérie est son «deuxième pays» pour lui faire accepter que ce pays autrement plus directement concerné par la crise libyenne dont les développements induisent de sérieuses menaces pour sa stabilité et sa sécurité nationale soit tenu à l'écart de la rencontre de Paris.

L'on peut dès lors supposer que sa visite à Alger ne répond pas comme officiellement présentée à une invitation faite par son homologue algérien Abdelmalek Sellal, mais qu'elle lui aurait été suggérée par le président français qui se doute bien que les autorités algériennes n'apprécient guère son initiative libyenne que lui a inspiré sa conviction qu'il n'y a pas de convergence franco-algérienne sur la question libyenne que Paris veut traiter au mieux des intérêts géopolitiques et économiques français quitte au détriment de ceux des «pays du voisinage» dont l'Algérie principalement qui s'oppose avec efficacité à cette présomption française.

Le Premier ministre Faiz Seradj qui il y a peu dénonçait l'hypocrisie de la France dans la crise que vit son pays consistant à reconnaître son gouvernement comme seule autorité libyenne légale et dans le même temps à fournir une aide militaire à ses contestataires a dû décevoir les autorités algériennes qui se sont dépensées en sa faveur et ont déployé toutes les ressources de leur diplomatie pour tenter de faire accepter son autorité par les factions qui se sont déclarées contre l'exécutif formé par lui. Il lui sera difficile d'arracher son acquiescement à l'Algérie pour une réunion qui a manifestement entre autres buts de faire pièce à l'engagement algérien sur le dossier libyen auquel les Etats participants voudraient mettre un terme pour avoir la voie libre à réaliser leur dessein libyen.

moyens qu'il faut», avait lancé le ministre. La mise en place d'une armée libyenne, formée et structurée est aussi une priorité pour ce pays. Il est attendu qu'une fois créée, cette armée pourra accueillir les membres des milices «mais à titre individuel» pensent les observateurs.

ESSERADJ FAIT LE POINT À ALGER

Bien qu'elle a abrité plusieurs rounds du dialogue inter-libyen, l'Algérie fait de la prudence une vertu vis-à-vis de tout ce qui est entrepris à partir de l'extérieur pour régler une crise interne qui opposent les Libyens entre eux. Divisée entre le militaire Haftar qui détient, aujourd'hui, près de 60% de la production de pétrole en Libye, les groupes islamistes (EI) qui sévissent à l'est de Syrte et qui règnent, eux aussi, sur des puits de pétrole,

Ansar Chariaa, et autres les opposants de Tobrouk, la Libye risque une partition tribale qui fera le bonheur de beaucoup de pays. Ceci même si l'accord de Skhret, du 17 septembre dernier, n'a pas laissé indifférent. C'est un peu comme au Mali qui, même si ses belligérants ont signé un accord «historique», le risque de la partition de ses territoires reste entier. Les deux grands conflits, alignés à la situation sécuritaire précaire qui prévaut en Tunisie, aux gros trafics de drogues qui minent les frontières ouest, en plus des «infiltrations» de ressortissants de pays voisins qui veulent transiter pour aller en Libye, placent l'Algérie au centre d'un cercle de feu qui ne finit pas d'être attisé par les interventions étrangères de tout ordre. Consciente des difficultés par lesquelles elle a été entourée, l'Algérie fait de la vigilance de ses services de sécurité une exigence de premier

ordre. Elle pense même qu'elle vit «un isolement positif» qui lui permet de consolider son front interne pour les besoins de sa sécurité et de sa stabilité. Sur les 1001 km qu'elle partage avec la Libye, l'Algérie voit les choses mal évoluer sous «l'effet hirondelle» que Messahel dénonce, à chaque fois que des frappes militaires étrangères sont menées sur ce pays. D'autant que les 6 millions de Libyens sont pris en otage par des groupes armés, détenant 26 millions d'armes (chiffre donné à Alger par Kobler.) Alger dit être un partenaire «très présent et très actif» de la Libye pour l'aider à réussir sa réconciliation nationale ceci, «même -et c'est un peu notre culture, si nous sommes très discrets», avait dit Messahel. Après sa visite en France, Fayez Esseradj est arrivé, hier, en Algérie, pour a-t-il déclaré «continuer le dialogue et évaluer les efforts déployés pour régler la crise libyenne.»

Tirage du N° 6647
119.037 exemp.

Le Quotidien D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021.64.96.39 - Fax : 021.61.71.57
Pub Tél. : 021.64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion: Ouest: SEDOR Tél. : 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Réunion de l'instance de coordination
et de suivi

«L'opposition ne travaille pas dans l'ombre»

Z Mehdaoui

L'opposition algérienne ne croit pas à des élections transparentes. En dépit de toutes les mesures décidées dans la nouvelle constitution, le système va, encore une fois, procéder au rapt de la volonté populaire. C'est ce qu'a indiqué hier, le président de Talai El Houriat, Ali Benflis, à l'occasion de l'ouverture de la réunion de l'instance de coordination et de suivi de l'opposition (ICSO), à Alger.

Selon Benflis, il ne faut se faire d'illusions. Les prochaines échéances électorales, de 2017, seront comme toutes les précédentes, à savoir entachées de fraude. Le système n'a jamais eu l'intention, comme il le prétend, d'instaurer une nouvelle culture dont le socle est le respect de la loi, estime encore Ali Benflis, qui souligne que les «changements radicaux» opérés dans la loi fondamentale et dont parle le système, comme d'un trophée, n'est, en fait, qu'un habit et une vitrine pour tromper l'opinion.

La «haute instance indépendante de surveillance des élections n'est autre qu'une ruse de plus, une tergiversation pour maintenir le système en place», dira Ali Benflis qui note que l'administration va, encore une fois, être instrumentalisée aux dépens du droit et de la liberté.

Il faut rappeler que l'article 194 de la Constitution révisée stipule que la Haute instance est composée à parité: de magistrats proposés par le Conseil supérieur de la Magistrature, nommés par le président de la République, et de compétences indépendantes choisies parmi la société civile, nommées par le président de la République. Quant au prési-

dent de la Haute instance, il «sera choisi à l'issue de consultations avec les partis politiques». Cette instance disposera de l'autonomie administrative et financière et sera articulée autour d'un Président, d'un Conseil plénier et d'un Comité permanent de dix membres élus par le Conseil plénier, à parité entre magistrats et représentants de la société civile. Pour Ali Benflis, toutes ses mesures ne servent à rien.

«Entre ce qui est décidé et ce que nous vivons sur le terrain, il y a une grande différence» tonne le président de Talai El Houriat qui a tenu, par ailleurs, à rappeler, à l'adresse des détracteurs de l'ICSO que l'opposition est pacifique, n'a jamais pris les armes et ne travaille pas dans l'ombre. «Notre nationalisme, notre patriotisme ne souffrent d'aucune ambiguïté» a ajouté Benflis qui reste convaincu que la survie du système dépend de la fraude.

«En 2016, on se demande, encore, si on va participer ou non aux élections ?» ironise Ali Benflis, dont le parti semble trancher, en faveur du boycott des prochaines échéances électorales qui seront organisées, en 2017.

A noter que la réunion de l'ICSO organisée, au siège de Talai El Houriat, à Ben Aknoun (Alger) devait évoquer justement cette question de la participation ou non aux élections.

Les membres de l'ICSO se sont concertés, hier à huis clos, et devaient sortir avec une «décision commune» pour préserver la cohésion de tout le groupe, même si des divergences existent entre plusieurs partis politiques qui siègent au sein de cette instance, sur cette question de la participation à la prochaine élection.

Réfugiés sahraouis Les Agences de l'ONU tirent la sonnette d'alarme

R. N.

Le Programme alimentaire mondial (PAM), avec l'Agence des Nations unies pour les Réfugiés (HCR) et le Fonds des Nations unies pour l'Enfance (UNICEF), appellent les donateurs à soutenir les besoins alimentaires des réfugiés du Sahara Occidental, vivant en Algérie, face à la baisse imminente des rations alimentaires de base, en raison de l'insuffisance du financement. Selon un communiqué conjoint des Agences des Nations unies, en Algérie, depuis 1975, les réfugiés sahraouis vivent dans cinq camps proches de la ville de Tindouf, dans des conditions difficiles dans un environnement désertique, extrêmement dur. Après plus de quarante ans, pour survivre, la population reste fortement dépendante de l'aide humanitaire extérieure. Le PAM est la source de nourriture la plus importante dans les camps et toute réduction ou arrêt de l'assistance alimentaire du PAM aura un grave impact sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des réfugiés. L'impact sera, en particulier, sur les jeunes enfants, les femmes enceintes et allaitantes, les personnes âgées et les malades. «A la Déclaration de New York, récemment adoptée, les États se sont engagés à fournir un financement et un développement de soutien humanitaire supplémentaire et prévisible pour les réfugiés», a déclaré le représentant du HCR, en Algérie, M. Hamdi Bukhari. «Nous en avons besoin urgemment, pour les activités humanitaires pour les Sahraouis. Le sous-financement chronique a affecté la réponse dans le secteur de la santé, l'eau, le logement et

la nourriture. En juin de l'an dernier, nos trois agences ont mis en garde sur le manque de financement pour la nourriture, et aujourd'hui nous le réitérons, à nouveau, puisque l'aide alimentaire est essentielle».

Le PAM fait face à un déficit de financement de près de 11 millions de dollars, jusqu'à la fin de 2016, et jusqu'à présent, aucun financement n'est disponible pour 2017. À partir d'octobre, le PAM sera forcé de suspendre une partie de son aide alimentaire. Le PAM a déjà épuisé ses stocks d'urgence pour couvrir les derniers mois et fait face à des pauses de la chaîne d'approvisionnement pour au moins trois produits (farine de blé, sucre et riz). «Les mesures de réduction des coûts ont permis au PAM d'étendre les ressources pour couvrir une partie de 2016», a déclaré le représentant du PAM, M. Romain Sirois, qui a ajouté «à moins que de nouveaux fonds seront disponibles bientôt, la réduction de la ration alimentaire pour les prochains mois est inévitable, ce qui aura un impact sur la situation nutritionnelle des réfugiés». Ce communiqué de presse est publié, parallèlement, à un appel préparé, conjointement par le PAM, le HCR, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), ainsi que des ONG, afin de recueillir des fonds pour la nourriture, le logement, la santé et l'éducation dans les camps. L'appel a été présenté aux donateurs, en Algérie, le 19 septembre, et sera présenté, lors d'une réunion des donateurs à Genève, prévue pour la fin octobre. Depuis 1986, le PAM soutient les réfugiés du Sahara Occidental, en Algérie, à répondre à leurs besoins alimentaires de base.

Annulation du rachat d'El Khabar Ness Prod fait appel



Moncef Wafi

Ness Prod aurait introduit un appel auprès du Conseil d'État contre le ministère de la Communication et les actionnaires d'El Khabar, rapporte le site d'informations électronique TSA, pour contester le jugement prononcé par le tribunal administratif de Bir Mourad Rais annulant le rachat du groupe de presse El Khabar par la filiale de Cevital appartenant au groupe d'Issad Rebrab. L'information a été communiquée par Me Nadjib Bitam, un des avocats du ministère de la Communication qui a précisé que l'appel a été déposé le 14 septembre dernier. «Nous allons répliquer le 4 octobre. Les actionnaires d'El Khabar n'ont pas encore répliqué», affirmant toutefois que la requête de Ness Prod n'aura aucune conséquence sur le jugement qui a déjà été exécuté par les différentes parties.

«Il s'agit d'un appel qui ne concerne que le jugement sur le fond», explique-t-il, indiquant au passage que la procédure pourrait prendre quelques mois. L'assemblée générale extraordinaire tenue, en juillet dernier, par le groupe de presse El Khabar en réaction à la décision de justice du 13 juillet dernier annulant la ces-

sion de ses actions au profit de Ness Prod n'avait pas abordé les conséquences commerciales de cette décision de justice. Cette question concerne en premier lieu le remboursement du montant de la transaction par les actionnaires d'El Khabar. Me Bitam avait indiqué auparavant que le ministère de la Communication ne peut pas intervenir, estimant que le remboursement aura lieu soit à l'amiable, soit par voie de justice. Pour rappel, les actionnaires du groupe avaient décidé de se conformer à la décision du tribunal administratif de Bir Mourad Rais.

Parmi les décisions de l'AG, la réactivation du conseil d'administration conformément au règlement de l'entreprise et la reconduite de Kamel Djouzi et Ali Djerri à la tête, respectivement, du journal El Khabar et de la chaîne KBC. Par ailleurs, le communiqué de la SPA El Khabar met en garde toute partie parlant en son nom et s'immisçant dans la mise en application de la décision de la justice. Une mise en garde qui vise certainement les avocats du ministère de la Communication qui ont indiqué, après l'invalidation de la transaction commerciale, que le journal El Khabar est tenu de régulariser sa situation juridique. «Dès la notifi-

cation de la grosse de la décision d'annulation de la transaction par voie d'huissier aux actionnaires du groupe El Khabar et de la société Ness Prod et au notaire qui a établi le contrat, le journal El Khabar se trouvera dans une situation de vide juridique et ne pourra paraître avant sa régularisation juridique», avait averti Me Bitam lors d'une conférence de presse. Pour le ministère, El Khabar n'aura plus de gestionnaire une fois la décision appliquée.

Et c'est dans cette optique que la SPA a tenu à régulariser sa situation administrative pour ne pas souffrir de cette situation. «Si la décision est appliquée aujourd'hui, El Khabar ne peut pas paraître demain», avait encore affirmé l'avocat qui précisera par ailleurs qu'en cas de non-respect de cette obligation juridique et judiciaire, faisant certainement référence à l'agrément du titre, «les responsables du journal assumeront les conséquences», lesquelles, selon lui, peuvent les conduire «à des poursuites pénales car toutes les clauses du contrat sont nulles». Pourtant, et devant ces menaces, le ministre de la Communication avait affirmé, quelques heures plus tard, que «l'Etat n'a pas l'intention de fermer le groupe El Khabar».

Raïna Raïkoun Abdelkrim Zerzouri

Vote des morts et voix mortes

Les tombes sont scellées et plus aucun mort ne s'en échappera pour aller jouer des tours à l'urne. Par petites touches, en effet, on tente de figurer un environnement électif exempt de tout soupçon de fraude. Bien sûr, chat échaudé... Les partis restent très prudents, voire réticents, face à ce nouvel ordonnancement du cadre réglementant les élections, y trouvant toujours quelque chose à redire sur la probabilité forte de la fraude, mais toujours est-il, le problème du «vote des morts» et le «vote des électeurs fictifs» est réglé d'une manière radicale. Les candidats aux élections passées, qui ont toujours dénoncé cet aspect sur le chapitre de la fraude, soit l'inscription des morts sur les listes électorales ainsi que des personnes fictives ou qui n'existent pas sur les registres de l'état civil, et qu'on fait voter, devraient être rassurés à présent avec cette nouvelle donne qui exige de joindre le numéro de l'acte de naissance devant chaque électeur (opération en cours depuis le 1er octobre). Avec ces numéros des actes de naissance, biométriques s'il vous plaît, joints à la liste des électeurs, on est sûr que l'électeur existe bel et bien et qu'il est bien vivant, la garantie qu'il peut, donc, voter dans le réel. Les morts peuvent ainsi reposer en paix et les candidats aux prochaines élections n'en seront que plus tranquilles. Un gage de transparence pour les prochaines joutes électorales, les listes des électeurs seront assainies des intrus, morts ou fictifs. C'est fait, on a la garantie que les morts ne voteront plus. Mais, il y en a de ces «voix mortes» que personne ne tente de réveiller, ou

qu'on laisse sciemment endormies. Les abstentionnistes qui, selon une règle statistique établie depuis des années, constituant au moins la moitié du corps électoral, ne semblent pas faire le débat ni du côté des pouvoirs publics, ni de celui des formations politiques. Pourtant, le problème des abstentionnistes est bien plus important, et plus insidieux, que le vote des morts. A quoi cela sert-il d'avoir un nom sur la liste des électeurs, un numéro de l'acte de naissance collé dessus, si la case reste blanche, sans signature, ou si quelqu'un d'autre s'amuserait à y apposer la sienne ? La nature ayant horreur du vide, l'abstentionniste offre une facilité déconcertante aux fraudeurs pour prendre sa place et voter en son nom. Lui, il est vivant, son numéro d'acte de naissance faisant foi, mais sa «voix» est morte. On peut aisément continuer, en empruntant une voie détournée, à faire voter des voix mortes. Comme on peut le voir, le vote des morts n'est rien, n'est pas tant préjudiciable aux candidats, à côté du vote des voix mortes. Les élections resteront ce qu'elles sont, tant que l'abstention restera la hantise. Toute cette agitation autour de l'arrangement des textes qui plaident pour la transparence des élections sera vaine lorsque le jour J, la moitié du corps électoral tournera le dos à l'urne. Sans tourner autour du pot, la problématique essentielle des élections reste ce taux trop élevé des abstentionnistes, qu'on n'a pas pu réduire et qui, pis encore, se creuse davantage au fil des ans et des expériences amères avec ces élus qui pensent plus à se servir qu'à servir leurs électeurs.

Internet haut débit

Le câble Oran-Valence déployé avant la fin du mois

Houari Saaïdia

Le cadre de la visite qu'aura à effectuer, jeudi à Oran, la ministre des PTIC, Imane-Houda Feraoun, ne se limite pas au secteur local. Un projet national stratégique est à l'ordre du jour, celui de la liaison sous-marine en fibre optique Oran-Valence. En clair, il est question des derniers actes à accomplir pour mener à bout, avant fin-octobre, ce câble de 560 km, 120 Gbit/s de capacité.

L'ancien CT-8 (pour s'en tenir au jargon de l'ex PTT), en l'occurrence le centre téléphonique de Bouisseville (Ain El-Turck) désaffecté, est le point saillant de cette connexion sous-marine, en fibre optique et du programme de la visite ministérielle, à la fois. Et pour cause, c'est ce CT rénové, réadapté et spécifiquement réaménagé et rééquipé qui tiendra lieu de « centre d'atterrissage » du câble dit 'Orval' (Oran-Valence, duquel axe d'ailleurs bifurquera la branche Alval qui desservira la capitale, en ADSL haut débit, formant ainsi une configuration de câble sous-marin en Y). C'est le point de branchement, ou le terminal, en termes plus simples.

Ayant démarré, en novembre 2015, les travaux de déploiement du système Orval, via câble sous-marin en fibre optique assurant la liaison entre l'Algérie et l'Espagne, exécutés par le groupe français Alcatel-Lucent, spécialiste des réseaux IP, devront aboutir avec une petite avance, par rapport au délai contractuel, 14 mois. Il ne reste, pratiquement, que l'opération qui consiste à raccorder, au moyen de manœuvres techniques qui seront effectuées par un bateau spécialisé d'Alcatel-Lucent, le câble posé sur le fond marin au centre d'atterrissage, acte prévu dans les tout prochains jours.

La directrice de wilaya d'Oran Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication (PTIC), Meriem Seddiki, qui suit de très près l'évolution de ce projet conformément, aux directives de sa tutelle, met l'accent sur « le grand apport qu'aura cette liaison, en matière d'amélioration de livraison des services de haut débit, non seulement à l'échelle de l'Oranie, mais sur le plan national tout entier », tout en soulignant que « le réseau Orval représente un investissement technologique stratégique, qui viendra renforcer l'accès aux services réseau de qualité élevée ». Avec un déploiement prévu, avant la fin du mois en cours, ce système à 120 Gbit/s est conçu pour offrir une capacité maximale de 20 Tbit/s.

A l'origine, ce projet inscrit, en 2004, pour une autorisation allouée de 2,2 milliards de DA, avait été conçu dans le cadre du plan ORSEC, suite aux deux catastrophes naturelles ayant causé l'isolement de l'Algérie du reste du monde, à savoir ; l'inondation de Bab-El-Oued survenue le 10 novembre 2001 et le séisme de Boumerdès qui s'est produit le 21 mai 2003, ayant provoqué la coupure des deux câbles sous-marins ALPAL2 et SMW2, au départ d'Alger.

FINIE L'ÈRE DE LA DÉPENDANCE À UN SEUL CÂBLE

Deux autres faits majeurs sont venus conforter cette décision, à savoir : le retrait, en janvier 2006, de l'exploitation commerciale du câble SMW2, à la faveur de la mise en service du câble SMW4, à partir de Annaba, et la coupure, en mars 2009, du câble SMW4 ayant entraîné une congestion du trafic voies et données (Internet). L'objectif, initialement assigné à ce projet de réalisation d'une liaison à fibres optiques sous-marine Oran-Valence, système intégré aux réseaux de télécommunications sous-

marins et terrestres, était donc de « doubler et protéger efficacement ALPAL2 et SMW4 ».

Ce câble, devant contenir six fibres optiques de haute technologie et s'étendant sur une longueur estimée à 500 km, figure parmi les actions concrètes inscrites au registre de la coopération entre l'Algérie et l'Espagne, dans le domaine des TIC. Ce câble contenant six fibres optiques de haute technologie de ligne est en fait constitué de deux types de câbles sous-marins et terrestres (2 paires et 4 paires de fibre optique). La nécessité, voire l'urgence, de la mise en place de ce câble s'est avérée, de manière très évidente, après l'incident survenu, en octobre 2015, qui a effectué la liaison en fibre optique Annaba-Marseille, ayant enfoncé l'Algérie dans un black-out de six jours, avec comme pertes sèches de 100 millions de DA par jour, sans parler des dommages collatéraux. La ministre des PTIC, Imane-Houda Feraoun, avait plaidé, au lendemain de cet épisode, pour le déploiement de nouveaux câbles comme seule et impérative solution pour éviter que ce genre de situation ne se reproduise, annonçant dans la foulée le début de réalisation, le mois suivant (novembre 2015), de nouveaux câbles en fibre-optique sous-marin Oran-Valence et Alger-Valence, pour 36 millions d'euros (26 millions pour le projet Oran-Valence et 10 millions pour celui d'Alger-Valence).

La ministre avait alors évoqué une « simple coïncidence » entre ces projets et l'incident ayant touché le câble SMWE4 Marseille-Annaba, d'octobre 2015 (faut-il le préciser car il y'en a eu d'autres avant et après, notamment celui survenu en mars 2016, où le câble avait été détérioré au niveau de la plage de Sidi Salem sous l'effet des intempéries). Un an plus tard, la ministre fera, donc, jeudi à Oran, le point de situation sur le câble, en fin de chantier, Oran-Valence, lequel est l'axe principal d'où dérivera le segment desservant Alger.

LE TECHNOPARC D'ORAN PRÊT À DÉMARRER

Un autre important projet, celui de la réalisation d'un Technoparc à Oran, est également inscrit sur la feuille de route de la ministre de PTIC, pour sa mission d'Oran. Longtemps resté dans les tiroirs, au point qu'il a failli être classé pour de bon, ce dossier doit sa résurrection à Mme Imane-Houda Feraoun, qui l'a complètement relancé, selon les aveux de la responsable locale du secteur. En clair, la ministre des PTIC, qui sera accompagnée par le DG de l'Agence nationale de promotion et de développement des Parcs technologiques (ANPT), se déplacera, au site réservé, par la wilaya, à cette structure, une assiette de plus de 32 ha, située au pôle de Belgaid, pour « s'enquérir des dernières retouches, avant le lancement imminent de ce projet ». Tout est prêt, en effet, selon la même source, pour entamer la réalisation du parc technologique, les pouvoirs publics ayant opté pour l'accélération des procédures de passation de marché, souligne-t-on. Appelé à développer la création de start-up de la région et à créer un certain nombre d'activités dédiées aux sociétés de TIC, ce Technoparc d'Oran sera doté d'un incubateur de recherche et d'un multi-locateur pour start-up. Il servira, également, de catalyseur en assurant des prestations de services (TIC) au profit d'entreprises économiques et industrielles de la région-ouest. Cette infrastructure sera directement, connectée par fibre optique, au système Orval via câble sous-main et aura pour particularité de disposer d'une liaison autonome au réseau international pour servir de liaison de secours.

Smartphones

La 4G ouvre un nouveau marché

Yazid Alilat

Enfin ! La téléphonie mobile de 4e génération, la 4G, est là. La ministre de la Poste et des TIC, Imène Houda Feraoun, l'a annoncé officiellement samedi. Une annonce qui donne le coup d'envoi d'une course contre la montre entre les trois opérateurs de téléphonie mobile, Mobilis, Ooredoo et Djezzy, pour la mise en place de leurs réseaux de vente des puces et des smartphones compatibles avec la 4G. Car derrière les assurances de ces trois opérateurs pour une bonne prise en charge de la couverture réseau dans les trois wilayas du début du déploiement de la 4G avant sa généralisation progressive aux autres wilayas du pays jusqu'en 2021, il y a la guerre commerciale qui se profile entre ces opérateurs. Et plus particulièrement pour la vente de leurs terminaux, les smartphones, dont les sud-coréens Samsung/LG et le japonais Sony, et en outsider le chinois Huawei ou l'algérien Condor. L'introduction de la téléphonie de 4e génération va en fait bouleverser le marché algérien des terminaux mobiles, avec des demandes potentielles, ainsi que le segment des tablettes 3G/4G. Ce qui va se traduire par une croissance à deux chiffres des ventes et de la commercialisation des tablettes et terminaux mobiles compatibles avec la téléphonie de 4e génération. Certaines marques, dont l'algérien Condor, et, également Iris, qui se positionnent comme un véritable concurrent des grands groupes multimédias mondiaux, devraient profiter du marché local et de leurs prix low cost pour se frayer un chemin dans la jungle des terminaux mobiles de 3e et 4e géné-

ration, avec en permanence des nouveautés sur leurs produits phares. Outre Samsung, Huawei et Sony, il y a également l'arrivée sur le marché algérien des smartphones de nouveaux venus, comme le chinois OPPO, partenaire du FC Barcelone, des américains Energizer et français Wiko, qui meublent depuis un peu plus de trois ans le panorama local des smartphones haut de gamme et low cost. La dynamique du marché algérien des terminaux mobiles, sa forte croissance et ses capacités de développement avec la création d'un ensemble de PME et de sites Web locaux a pratiquement fait exploser les ventes de terminaux mobiles de 3G, ce qui, dans le cas de la 4G, va donner un nouveau souffle à ce marché. D'autant que beaucoup de terminaux actuellement sur le marché ne sont pas compatibles avec la technologie 4G, ce qui va fatalement pousser des millions d'utilisateurs de la 3G à migrer vers la 4G. L'effort sera mis également par les équipementiers, qui doivent mettre rapidement sur le marché des terminaux de quatrième génération, pour ne pas rater le début de la commercialisation des puces 4G mobiles. Ce segment de la téléphonie mobile, qui compte pour le moment un peu plus de 45 millions d'abonnés pour une population de 35 millions d'habitants, et quelque 8 millions de clients en post et prépayés de l'Internet mobile, devra connaître un second essor avec l'introduction de la 4G, qui va sur un autre plan soutenir un développement de la filière, avec des emplois directs et indirects, la mise en place de start-up et de sous-traitants dans l'ensemble de la filière.

Bouira

3.000 faux euros saisis, 3 arrestations

Les services de la Brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de la ville de Bouira ont démantelé, dimanche, un réseau de faux monnayeurs, en leur possession près de 3.000 euros, en billets contrefaits, a-t-on appris, hier, de source sécuritaire. Ce réseau est composé de 3 jeunes individus résidant à la cité '140 logements' située à la sortie nord-

ouest de la ville de Bouira. Agés entre 21 et 27 ans, ces trafiquants de fausse monnaie étrangère ont été arrêtés par les services de la BMPJ, avec en leur possession une somme de près de 3000 euros en fausses coupures de 100 euros, a précisé la même source à l'APS.

« Les éléments de la BMPJ ont agi sur renseignements avant de mener leur travail d'investigation

et lancer leur opération d'arrestation qui a permis, durant le même jour, la saisie de 1 kg de kif et l'arrestation d'un trafiquant de drogue », a-t-elle ajouté.

Selon la même source, les 3 faux monnayeurs ont été placés sous mandat de dépôt après leur présentation devant le procureur de la République près le Tribunal de Bouira.

El-Tarf

32 personnes victimes d'une intoxication

A. Ouelaa

Branle-bas de combat, dimanche en fin d'après midi, dans la localité de Aïn Khiair distante de cinq kilomètres du chef-lieu de commune d'El-Tarf, 32 personnes

ont été évacuées vers l'EPH Hadi Bendjédid, suite à une intoxication. Elles présentaient des signes évidents d'intoxication comme les vomissements, maux d'estomac et fièvre. Les moyens nécessaires ont été mobilisés par la direction

Maghnia

Un père dénonce son fils, plus de 165 kg de kif saisis

Cheikh Guetbi

Les services de la Sûreté de la wilaya de Tlemcen ont traité 2 affaires de trafic de stupéfiant. La première est singulière du fait que c'est le père qui a dénoncé son fils chez qui plus 165 kg de kif ont été saisis.

Selon un communiqué de presse de la Sûreté de wilaya, un septuagénaire s'est présenté à la Sûreté de la daïra de Maghnia pour affirmer que son fils, âgé de 31 ans, a introduit dans le domicile fami-

lial une marchandise douteuse qu'il soupçonne être du kif. Les éléments de la police judiciaire se sont aussitôt déplacés, en compagnie du père, au domicile indiqué, où ils ont trouvé 4 colis contenant du kif dissimulés dans une armoire du salon.

La seconde affaire a été traitée par les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya. Le communiqué précise que suite à une information faisant état de la préparation par des trafiquants d'une opération de transport de kif

de la frontière vers différentes wilayas, les policiers ont lancé des investigations qui ont permis de déterminer que 4 morceaux de kif d'un poids de 29 kg ont été déposés, au milieu des ordures en plein centre de la ville de Maghnia et qu'un membre d'un réseau de trafiquants a récupérés et comptait les livrer à Oran.

Celui-ci a été pisté jusqu'à Ain El Beida, à Oran, où le kif a été livré. Un homme âgé de 48 ans a été arrêté alors qu'un autre demeure en fuite.

Diagnostic amer d'un système éducatif algérien mis en échec

Par Hakem Bachir*

Nous avons assisté pendant cette période au démantèlement de l'enseignement technique, à une montée de violence jamais atteinte auparavant allant jusqu'aux agressions mortelles, à une très grande montée de la tricherie à tous les niveaux, à une corruption directe ou indirecte (directe «par les moyens ordinaires» ou indirecte à travers les cours particuliers), à l'atteinte à la crédibilité des examens à cause des tricheries ou fuites de sujets, à la sortie de diplômés ne savant ni lire ni écrire, à des programmes lourds impossibles à terminer, à une improvisation des décisions prises sans consultation des hommes du terrain ni expérimentation sur un échantillon du monde de l'éducation avant sa généralisation, à une importation d'une réforme ayant échoué dans d'autres pays pour l'appliquer chez nous, à un marché des cours particuliers incontrôlable, pratiqué même par des médecins et dépassant tout le monde avec la complicité de tous y compris la tutelle et les parents d'élèves, à une précarité du métier d'enseignant par le début de la généralisation de la contractualisation, le tout couronné par le dictat d'interventions politico-idéologiques de personnes incompétentes et n'ayant aucun rapport avec l'éducation et souvent par des personnes n'ayant pas de diplômes, complexant toute décision ou réforme.

70% des problèmes de l'éducation relève des maux de la société car l'école n'est qu'un reflet de notre société surtout au niveau de la violence, de la corruption, de la tricherie ainsi que la complicité des parents d'élèves pour le succès de leurs enfants quels que soient les moyens.

Personne à ce jour n'a osé dire: assez, sauvons notre école ! à part certains syndicats connus et non entendus pour des raisons inconcues. On écoute ceux qui applaudissent les décisions et les cautionnent et non ceux qui les contredisent. Même les médias sont complices et n'invitent sur leurs plateaux que les mêmes personnes qui, comme tout le monde sait, ne rapporteront que ce qu'on leur dicte.

Mais l'histoire est en train de rattraper tout le monde et tous les diagnostics qu'on pourrait faire donneront le même verdict : échec total de l'éducation. Les inégalités scolaires se creusent de plus en plus depuis une dizaine d'années car le système algérien est un système élitiste.

Le commencement flagrant de l'échec s'est bien amorcé depuis longtemps mais s'est accentué à partir de 2003. Et malgré l'euphorie financière de l'époque, nous annonçâmes une réforme de l'éducation préparée en 2000 lors de la conférence de Dakar de l'UNESCO pour une mondialisation du système éducatif par le FMI et la Banque Mondiale, dictée par les multinationales. Les réformes annoncées avaient beaucoup plus un objectif financier qu'un but éducatif.

Treize ans après la réforme, le diagnostic qu'on peut dresser sur l'école algérienne relève d'un échec total.

De là commença l'improvisation algérienne, de cette réforme mondiale sans tenir compte de la réalité sociale et régionale de chaque pays. Et comme d'habitude, c'est sous l'ère Benbouzid que l'on a assisté aux premières grandes grèves dans l'éducation et aux premières grandes rebellions des enseignants surtout dans l'enseignement secondaire. Profitant de ces premières revendications sociales, la réforme fut plus au moins acceptée par une grande partie de la famille de l'éducation beaucoup plus occupée par une augmentation de salaire, une retraite à 25 ans, et par l'élaboration d'un nouveau statut des travailleurs qu'à arrêter le massacre qui se préparer dans le monde de l'éducation. Le premier massacre fut le démantèlement de l'enseignement technique, accepté par la majorité des mouvements de l'époque sauf par le CLA (Conseil des lycées d'Alger) et la CNLTT. La décision fut prise et des laboratoires techniques importés ou bien en voie d'importation ou fraîchement installés dans les lycées techniques furent délaissés ou oubliés ou perdus. Donc plusieurs millions de dollars partirent en miettes sans le moindre regret. Ces lycées techniques faisaient la fierté de l'Algérie et produisaient depuis toujours des futurs ingénieurs ou des ouvriers qualifiés. Donc, au lieu de les encourager en augmentant le nombre de spécialités suivant la demande ou en créant d'autres enseignements dans le secondaire telle que l'agriculture ou la pêche, la décision fut de les démanteler. Et nous assistâmes impuissants à ce massacre. Le résultat ne se fit pas attendre, car quelques années plus tard, la dépendance de l'Algérie vers l'étranger augmenta. Aujourd'hui nous importons des ouvriers qualifiés puisque leur formation ne se fait plus ici à cause de ce démantèlement. Et de là, nous comprîmes le rôle des multinationales dans le démantèlement de l'enseignement technique.

Le constat d'échec a été déjà constaté dans d'autres pays :

Le Canada est l'un des premiers pays à avoir appliqué la réforme de l'éducation en 1997 par la ministre de l'époque Pauline Marois. Selon un rapport, des chercheurs de l'Université Laval en venait à un constat que les enseignants font depuis des années : la réforme (renouveau pédagogique) serait un échec. Ces enseignants vivent le même désarroi qu'on vit chez nous et se sont posés les mêmes questions pour avoir les mêmes réponses. Selon eux, d'après un article de Tania Longpré, « cette réforme de l'éducation intitulée « Prendre le virage du succès » visait trois objectifs : le succès, la qualité et l'efficacité. Pourtant, depuis son installation, on dirait que la réforme ce n'est que ça, de l'improvisation. Est-ce que nos élèves ont été mis au centre de nos décisions et de nos priorités ? Non. Est-ce que le succès est davantage au rendez-

vous ? Non. A-t-on une meilleure qualité d'enseignement ? Non plus. Est-ce que les nouveaux finissants du secondaire sont plus efficaces ? Non plus. Trois objectifs, trois échecs ». Et toujours selon eux, « depuis des années, voire depuis que celle-ci a été annoncée, des enseignants, les syndicats d'enseignement et plusieurs figures publiques, ont dénoncé cette réforme à tout vent. Pourtant, encore ces dernières heures, et après la parution de l'étude, le nouveau ministre de l'Éducation, Yves Bolduc, en entrevue avec Paul Arcand, niait pratiquement les problématiques des écoles du Québec et ne souhaitait pas apporter de changements majeurs. Comme s'il vivait dans une bulle. Il mentionnait qu'il visitait des écoles. Je me suis esclaffé dans ma voiture. C'est clair que si le ministre annonce une visite dans une école, tout le monde va se mettre sur son 36. On ne mettra pas l'accent sur les problématiques, mais plutôt sur le protocolaire... »

Pourtant, malgré ce que semble croire le docteur Bolduc, notre système d'éducation a besoin d'un remède de cheval, d'une réforme majeure : nous avons besoin d'un retour à l'enseignement systématique et l'abandon de méthodes pédagogiques souvent abracadabrantes qu'on suggère jusque dans les facultés d'éducation. Évidemment, certains s'époumoneraient en disant qu'on « retourne en arrière », mais parfois, il faut avouer l'évidence : la recette d'origine était meilleure que la nouvelle version. Il faut parfois que certains bonzes ministériels avouent leur erreur et cessent de faire en sorte que des cohortes d'élèves soient pratiquement des cobayes.

Pourtant, l'enseignement systématique n'est pas négatif ! Égide Royer a utilisé un excellent exemple cette semaine au micro de Paul Arcand en disant que « lorsqu'on apprend à quelqu'un à tenir un bâton de hockey, on ne lance pas les bâtons sur la patinoire en disant : allez-y, apprenez à le tenir ! » C'est aussi le cas en grammaire : c'est certain qu'on peut écrire « le veuf sportif rencontra une veuve sportive » et demander à l'élève : que remarques-tu ? Qu'arrive-t-il aux mots qui se terminent en f lorsqu'ils sont au féminin ? Mais on peut aussi enseigner la règle sans demander aux apprenants de les déduire et par la suite demander aux étudiants s'ils voient la règle dans la phrase, et non l'inverse. Enseigner, c'est ça : c'est transmettre une connaissance. Certains semblent souvent l'oublier ».

À la lecture de ce rapport et de cet article paru au Canada, nous assistons chez nous en Algérie à la même problématique avec la même réaction des ministres et des responsables. Et Égide Royer a bien résumé en un exemple la réforme actuelle et l'enseignement qu'on a simplement uti-

lisé pendant des décennies et qui a toujours réussi et facilité la compréhension.

Ce constat d'échec de la réforme est aussi constaté dans tous les pays où elle a été appliquée mais tous s'entêtent à continuer à l'appliquer car son intérêt financier pour les multinationales est très important. Aucun pays ne pourra faire marche arrière ou avouer son échec sans passer par le FMI et la Banque Mondiale.

Les conséquences de cet échec, la plupart des pays le vivent aussi, particulièrement chez nous en Algérie :

- 1) Cette réforme oblige à affecter le deuxième budget de l'Etat à l'école. Et ce sont plusieurs centaines de milliards de dinars algériens qui seront consacrés à l'instruction chaque année pour un constat d'échec et de formation de grands diplômés sans vrai diplôme.
- 2) Fin de l'enseignement technique et dépendance de plus en plus grande de l'étranger dans ce domaine en moyens humains importés aujourd'hui alors qu'auparavant ils étaient produits par les lycées techniques.
- 3) Un niveau de plus en plus bas avec un taux de réussite beaucoup plus élevé chez les filles que chez les garçons, des diplômes sans valeur et déperdition de plus de 50% d'élèves.
- 4) Montée grave de la violence avec des agressions mortelles et de combats de bandes à l'intérieur des établissements scolaires, ce qui nous pousse à dire est-ce que c'est l'école qui est le reflet de la société ou bien l'inverse ? car la violence constatée dans les stades est le fruit surtout de mineurs.
- 5) La pratique des cours particuliers, nouvelle mode où près de 95% d'élèves dès le primaire sont concernés. Ces cours particuliers ne sont pas uniquement pratiqués par des enseignants mais aussi par d'autres, tels que médecins ou professeurs universitaires ou simples diplômés car le marché est énorme, cela concerne plus de 8 millions d'élèves. Certains professeurs prennent leur retraite précoce pour pouvoir rejoindre les deux bouts car malgré les augmentations constatées depuis 2003 dans ce secteur leur pouvoir d'achat a diminué de près de 60% et les voilà revenus à la case départ de 2003. Sans oublier la complicité des parents d'élèves qui encouragent ces pratiques au lieu d'obliger leurs enfants à suivre les cours dispensés dans l'école sans tenir compte du niveau de l'enseignant.
- 6) La corruption a fait son apparition comme partout dans la société, alors que l'éducation est un lieu sacré. C'est l'endroit où l'enfant doit apprendre les valeurs qu'il pratiquera dans la société. Mais ce phénomène n'est pas propre à l'école. Il concerne plus de la moitié de la société comme tout le monde le sait. Notre école n'a pas été épargnée. Les parents ne sont plus préoccupés par l'éducation ni du niveau de leurs enfants, seule la réussite de ces derniers les concerne et quel que soit le prix à payer.
- 7) La précarité du métier d'ensei-

gnant ne fait qu'augmenter. Là aussi le problème financier et la mondialisation, ainsi que les directives du FMI et de la Banque Mondiale pour diminuer le nombre de fonctionnaires de la Fonction publique font que l'Etat a fait recours à la contractualisation à grande échelle même dans l'éducation. Le nombre de contractuels dans l'éducation ne cesse d'augmenter et les besoins de cette année 2016-2017 de postes budgétaires est de plus de 60.000 alors que seuls 28.000 postes ont été ouverts. Seuls 50% d'enseignants parmi les 28.000 ont rejoint leur poste pour diverses raisons que tout le monde connaît (lieu de résidence, pénibilité du métier, emploi du temps, affectation...) Aujourd'hui, nous avons réellement besoin de 50.000 nouveaux enseignants si on veut vraiment commencer à sauver l'éducation et arrêter la contractualisation du métier d'enseignant.

8) Manque d'encadrement et de compétence administrative dans l'éducation. Dans la plupart des établissements, le manque d'adjoints d'éducation est énorme et les élèves sont livrés à eux-mêmes. Il ne faut donc pas s'étonner de la montée de la violence dans ces établissements. Le manque de compétence dans l'éducation à tous les niveaux est l'autre mal qui ronge notre secteur et qui malheureusement n'a aucun remède.

9) Les programmes scolaires sont très longs, l'élève a trop de matières à étudier. Il sort le matin à 8h pour ne rentrer que vers 20h, avec les cours particuliers dans toutes les matières. Dans le primaire, l'élève n'a pas assez de temps pour jouer, son programme est chargé et de plus cet enseignement a été amputé d'une année. Ce qui s'est répercuté sur son niveau, son rendement et sa façon de se tenir en classe dans l'enseignement moyen et secondaire.

10) Le problème politico-idéologique, nous empoisonne la vie dans l'éducation car à chaque fois qu'une lueur de changement dans les programmes ou dans les matières enseignées apparaît et au lieu d'en discuter nous sommes emmenés dans un débat qui n'a aucun rapport avec l'intérêt de l'élève ni avec celui de l'éducation. Souvent ce n'est pas les gens du terrain qui posent ces entraves mais des gens qui n'ont aucun rapport avec l'éducation ou bien c'est des gens sans diplômes, analphabètes, qui ne savent que parler ou critiquer sans proposer de solution. L'éducation algérienne aujourd'hui crie au secours et a besoin d'une volonté et d'un grand courage pour la sauver.

Alors arrêtons nos divergences politiques ou idéologiques et mettons-nous ensemble à une même table, prenons le temps qu'il faut, parlons la langue qu'on maîtrise le mieux pour faire passer le message nécessaire, ne nous insultons pas, ne faisons plus de fausses accusations, ne parlons plus de clanisme ni de régionalisme, parlons algérien, parlons d'éducation et de l'avenir des générations ! Ainsi, ensemble nous trouverons le remède adéquat aux maux de l'école, car impossible n'est pas algérien.

*Professeur de mathématiques au lycée Colonel Lotfi d'Oran

Communication politique : nouvelles du front !

Suite et fin



● Toujours avec son franc-parler, dans un entretien à un quotidien italien, Gérard Depardieu se considère comme un citoyen du monde et, pour lui, «la France risque de devenir un Disneyland pour les étrangers, peuple d'imbéciles qui font du vin et du fromage qui pue pour les touristes. Il n'y a plus de liberté,

les gens sont manipulés». L'Italie garde un peu de grâce à ses yeux : «En Italie, heureusement, vous n'avez pas perdu votre culture et votre identité. Parce que vous êtes un pays jeune, né avec Garibaldi. Contrairement à la moitié de l'Europe qui, avec la peur des migrants, est devenue un peu fasciste.»

● Les médias partenaires du consortium international des journalistes d'investigation (icij) ont eu accès à de nouveaux documents confidentiels sur les paradis fiscaux. Les Bahamas Leaks concernent 175.000 sociétés offshore enregistrées entre 1959 et 2016 dans ce pays des Caraïbes.

Les informations proviennent du registre des entreprises des Bahamas. Elles dressent l'équivalent d'un registre de commerce du paradis fiscal opaque que sont les Bahamas. En plus d'obtenir le nom des sociétés, fiducies et fondations, il est possible d'y découvrir le nom des administrateurs de certaines d'entre elles, jusqu'ici anonymes. Déjà, des noms (connus) commencent à circuler un peu partout dans le monde. Aura-t-on, une fois de plus, l'insigne déshonneur d'y figurer ? wait and see.

● Deux journaux algériens en l'occurrence El Watan et El Khabar auraient réalisé pour l'exercice de l'année 2015 un chiffre d'affaires en hausse et évidemment des bénéfices en rapport avec cette bonne santé financière

Le journal El Khabar a réalisé un bénéfice de 38 milliards de centimes alors qu'El Watan en a fait plus de 9 milliards selon des comptes rendus publics sur twitter. Info ? Intox ?

Ces chiffres positifs sont certainement consécutifs d'un bon tirage et par conséquent de bonnes ventes qui maintiennent ces deux titres dans leurs positions respectives de leaders dans la presse de langues arabe et française.

Par contre, le journal Echourouk serait quant à lui dans la tourmente puisque sa dette vis-à-vis de l'imprimerie d'Etat (Alger /sia) est estimée à plusieurs dizaines de milliards de centimes, ne pouvant plus honorer ses engagements financiers depuis 6 mois à cause des lourdes charges imputées à ses trois chaînes de télévision.

Celles-ci ont d'ailleurs cessé d'émettre depuis samedi 17, depuis que Globcast, l'opérateur satellitaire français a (?) coupé le signal à Echourouktv, Echourouk News et Echourouk Bena, pour non paiement de dettes estimées à 1,3 million d'euros (?).

La baisse des cours des hydrocarbures a eu des conséquences désastreuses sur les finances publiques, ce qui a amené les pouvoirs publics à serrer la ceinture sur le plan des investissements. Les entreprises économiques, ont de leur côté réduit considérablement leurs budgets de publicité et cette situation a fortement impacté les entreprises de presse dont certaines n'arrivent plus à payer leurs personnels et envisagent une fermeture qui s'annonce inéluctable.

● Entretien accordé par l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles, Amar Belani, au mensuel Afrique Asie. Extrait:

Question: selon la presse officielle marocaine, l'ambassadeur du Maroc, Omar Hilale, a «croisé le fer et recadré fermement» de hauts responsables algériens lors du sommet des non-alignés. Qu'en est-il réellement ?

Réponse : écoutez, les sorties burlesques de ce monsieur sont une parfaite illustration de la fable de la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf, une plaisante allégorie sur le ridicule de la vanité narcissique. Il tente désespérément, à coups de pseudo «faits d'armes» dérisoires, de faire accroire à une bilatéralisation de la question du Sahara occidental, alors que pour l'ensemble de la communauté internationale, il s'agit bien d'une question de décolonisation qui doit être menée à son terme conformément à la légalité internationale. Vous imaginez bien que les hauts responsables algériens ont mieux à faire que d'accorder ne serait-ce qu'une once d'attention à de vaines gesticulations nourries de rhétorique inepte.

Avec le «coup de gueule» de Lamamra à l'ONU qui a souligné à New York (AG/ONU) l'urgence de régler le conflit au Sahara occidental, et les précisions de Mes-sahel sur l'expérience partagée de l'Algérie avec tous ceux qui luttent contre le fléau terroriste, voilà ce que l'on pourrait appeler de la diplomatie active (ou offensive) qui ne mâche pas ses mots et qui va droit au but. Assez longtemps, pour ne pas dire trop longtemps, nos diplomates ont été «forcés» ou se sont sentis «obligés» d'être «soft» dans leurs réponses publiques... ce qui a laissé les portes ouvertes à toutes les «sorties burlesques» de ceux d'«en face»... et de tous les «amis qui nous veulent toujours du bien».

● L'Algérie se dirige-t-elle vers des restrictions quant à l'utilisation des réseaux sociaux... des voix s'élevant (entre autres au vénérable Académie de la

nation) contre l'utilisation détournée des espaces du web... «pour détruire les Etats». Il y a même une ministre (celle chargée de la poste et des tic) qui, indirectement, propose aux députés (réponse à une question orale) d'aménager la législation pour pouvoir «interdire» certains sites «immoraux». décidément, on ne se sortira jamais de cette manie politique (et politicienne) de voir le mal partout, en prenant pour exemples les extrémismes, et de désigner des coupables en un «ailleurs» toujours criminel. En fait, c'est le défaut ou l'étroitesse des libertés (individuelles) qui crée des frustrations, des désirs inassouvis, la recherche de voies plus aérées... et, hélas, bien des perversions. Pour l'instant, ce qui fait le plus de mal à la société, ce ne sont pas les sites «porno», mais bien plus les sites d'information religieuse et djihadistes, de recrutement de terroristes, racistes, discriminatoires...



● Dans la nuit du 22 au 23 septembre 1997, la terreur islamiste s'abat sur un petit bourg du sud de la wilaya d'Alger, Bentalha. La scène qui se produit dans la nuit du 22 au 23 septembre 1997 à Bentalha -similaire à celle qui s'est produite à Rais, un mois plus tôt-, a

tout d'un huis clos. selon les rescapés, entre une cinquantaine et une centaine d'islamistes armés entrent dans les quartiers périphériques de Bentalha, à hai Boudoumi et hai Djillali. Tandis que certains s'installent à table pour se faire offrir le dîner avant de tuer leurs hôtes, d'autres pénètrent dans les maisons en défonçant les portes au moyen d'explosifs artisanaux. Entre 19h et 4h du matin, les exécutions se succèdent à un rythme sauvage. on décapite, on mutilé, on égorge. Ni les enfants et les femmes ne sont épargnés. Plus de 400 personnes trouvent la mort cette nuit-là.

A noter que les populations du village étaient soupçonnées de sympathies avec les islamistes. En effet, Bentalha faisait partie de ce qu'on appelait la ceinture verte autour d'Alger. Les votes du scrutin de 1991 y avaient été à une très grande majorité en faveur des islamistes du fis. Selon une thèse plausible, certains habitants avaient accepté de servir de «blanchisseurs» de l'argent du pillage et du racket terroriste... les terroristes n'auraient rien vu venir en retour et auraient perdu patience. D'où la vengeance terrible. Les nombreuses interrogations des habitants de Bentalha et de la presse de l'époque (dont celle étrangère avec le fameux «qui tue qui ?») ont nourri le doute sur l'identité du groupe armé qui avait perpétré le massacre. GIA ? AIS ? Des branches armées islamistes autonomes ?

Quoi qu'il en soit, faute de revendications, et même si le doute plane encore aujourd'hui sur les auteurs du massacre. Le 13 janvier 2000, la promulgation de l'amnistie générale dans la loi de la Concorde civile enterrera l'espoir d'établir un jour l'identité exacte des coupables des tragiques événements de la nuit du 22 septembre 1997... et Bentalha a (peut-être !) déjà oublié



● Le prochain épisode de la série télévisée américaine «madam secretary» concernera l'Algérie... «au bord de la guerre civile».

La série relate les aventures politiques d'une secrétaire d'Etat des Etats-Unis, pressentie pour le poste de vice-présidente. Dans le cadre de ces fonctions, elle s'occupe de la diplomatie américaine et se retrouve confrontée à une situation troublée en Afrique du Nord.

Le synopsis du prochain épisode, dont la sortie est prévue en octobre, est clair : «avec l'Algérie au bord de la guerre civile, la secrétaire d'Etat négocie délicatement un changement de régime. Mais son plan tourne mal lorsque Roy Curtis [personnage, ndlr], homme de confiance et ambassadeur us en Algérie, meurt de manière inattendue. Dans le même temps, Henry [autre personnage, ndlr] se bat pour sauver des antiquités religieuses en Algérie, lorsqu'il découvre que Hizb al Shahid les détruit (...). Les scénarios inquiétants, nous y sommes habitués. Mais, c'est le choix même de l'Algérie qui interpelle. Les productions américaines ont, le plus souvent, recours à des pays fictifs ou imaginaires et rarement à un pays réel. Pourquoi donc l'Algérie, en lieu et place de la Libye, ou de la Syrie. A moins qu'il y ait du lobbying soft dans les coulisses des studios. Suivez mon regard !

● Les «exportations invisibles d'êtres humains» : c'est ainsi qu'un ancien ministre du gouvernement de M. Hamrouche caractérisait la fuite des cerveaux en Algérie. Dans un article publié sur le site de libre-Algérie (FFS), il évalue l'impact financier du départ de 500.000 cadres algériens vers l'étranger depuis une trentaine d'années. Le coût indirect de ce phénomène, à travers le manque à gagner pour l'Algérie, s'élève à 105 milliards de dollars sur la période en question, affirme l'économiste. Tout un calcul !

Ce n'est pas tout. En plus du coût financier, le départ de ces cadres implique d'autres conséquences, rappelle l'ancien ministre : «que dire de la perte

Au fil...
des jours



Par Belkacem
Ahcene-
Djaballah

Mardi
04
Octobre
2016

d'expérience que cela a occasionné pour le pays, de la diminution de la capacité d'innovation, de l'absence de capacités techniques, organisationnelles et culturelles, du manque d'effet de transmission et d'entraînement pour les générations futures ?» un coût inestimable.

Enfin, parlant de «cadeau royal» aux pays étrangers, il rappelle que ces derniers bénéficient de la création de richesse de nos cadres. En effet, avec une moyenne de 20.000 dollars par an de richesse créée, les 500.000 cadres algériens installés à travers le monde ont contribué à la création de 300 milliards de dollars de richesse. Bigre !

A dire vrai, nos «cadres-penseurs» nous ont habitués à ces calculs en apparence réalistes mais dans le fond théoriques et sans fondements scientifiques. Une gymnastique intellectuelle qui ne satisfait que celui qui la pratique, ceux qui la soutiennent et ceux qui cherchent à remplacer l'actuel système par le leur. On se souvient des «histoires» des «24 milliards de dollars de dette extérieure», du «détournement de 24 milliards de dollars» calculé par «Brahim la science», à la fin des années 80... une phrase de Hamrouche (conférence-débat) qui se dit «partisan d'une politique économique et non pas d'une économie politique» : «j'ai toujours été contre les experts économiques qui se trompent souvent et je cite, ici, le cas de la période où ces mêmes experts venaient nous proposer leurs solutions face au FMI, sur le rééchelonnement de la dette... qui toutes s'avéraient fausses».



● Hamid Grine, ministre de la Communication dément tout cafoillage au sein du gouvernement. «Il y a une discipline, une cohésion et une solidarité au sein du gouvernement qui travaille sous la direction du premier ministre M. Abdelmalek Sellal dans le cadre de l'application

rigoureuse du programme de monsieur le président de la république Abdelaziz Bouteflika», a-t-il répondu en marge d'une conférence sur le journalisme mobile (ensjsi/Alger-ben Aknoun). On le croit.

Mais, les dernières sorties de ministres sur Dounia Parc, sur les dépassements d'un importateur qui a menacé le ministère du Commerce ainsi que sur l'affaire de l'importation des voitures de moins de trois ans - «annoncée» puis «annulée» - ont suscité bien des interrogations sur le fonctionnement de l'exécutif. Il me semble bien que les «couacs» et les «chahuts» enregistrés dans la com gouvernementale viennent du fait que nos responsables ne sont pas assez «coachs» et tombent facilement dans le piège des «points de presse» de dernière minute, ou en «marges» (c'est à la mode), donc toujours à la va-vite et toujours face à une flopée de «journalistes», de micros, de caméras et de iPhones...une quantité qui impressionne... attire... et fait tomber la garde, ce qui donne une impression d'anarchie. Toujours dans la même registre, on a noté, lors de l'accident ferroviaire survenu récemment à Boudouaou, que la communication institutionnelle a totalement «raté le coche», et une journaliste d'expérience, Khedidja Baba-Ahmed, parlera de «communication de crise ratée» (le soir d'Algérie).

● Lu dans Liberté Economie, la chronique de Smail Seghir intitulée «leaders, osez l'humilité !»... pour ne pas tomber dans le narcissisme. Le manque d'humilité peut facilement conduire à devenir paranoïaque, voire tyrannique. Donc accepter les voix critiques, être suffisamment conscient des forces de l'adversité et de l'environnement, et sortir de sa «tour d'ivoire» pour ne pas être coupé du monde (pour ne pas perdre le sens des réalités).

Il est vrai que c'est pas une mince affaire que de pratiquer l'écoute active et d'avouer ses limites, de reconnaître ses erreurs et d'être capables de féliciter ceux qui réussissent...



● Une étude, de l'écrivain et chercheur israélien Adir Cohen, sur 1.700 livres scolaires pour enfants publiés édités en Israël après 1967, a découvert que 520 de ces livres contenaient des descriptions négatives et humiliantes des Palestiniens. 70% des 520 livres font référence aux Arabes comme violents, 52% comme méchants, 37% comme menteurs, 31% comme cupides, 28% comme double-faces, 27 % comme traîtres... l'objectif est clair et même avoué : préparer les lecteurs les plus jeunes à traiter les Arabes «comme il se doit». Il est vrai que chez nous, la monnaie de la pièce leur est «bien rendue».



● Lu quelque part : «Hollande n'a pas le mensonge franc... contrairement à Sarkozy, pourvoyeur généreux d'intox». Hollande a le verbe prudent, le chiffre pesé et les formules souvent assez floues... mais on a la nette impression qu'à l'approche

de l'élection présidentielle, face à la montée en force de concurrents qui ne s'embarassent pas de précautions langagières pour gagner des voix, surtout à droite, le président français (et ses conseillers) font de la surenchère. Si Sarkozy, le Magyar devenu président grâce à l'argent de Kadhafi (6,5 millions de dollars versés au clan), a d'abord parlé de ses «ancêtres les Gaulois»... puis, pour rattraper sa «bourde», d'un «roman national» dont les héros sont «des soldats de la légion étrangère qui se battaient à Camerone... et les troupes coloniales mortes au chemin des dames lors de la Première Guerre mondiale, et les tirailleurs musulmans morts à Monte Cassino» (ps : il n'a pas évoqué avec précision les Nord-Africains), Hollande, lui, en rajoute une couche, après s'être tu, lors d'une cérémonie officielle, face à un président d'association (petit neveu d'un général des paras putschistes en avril 1961) qui avait fait le parallèle douteux des attentats terroristes actuels avec les actions de combat des militants du FLN durant la guerre de libération nationale contre l'occupation étrangère : après sa reconnaissance du mal cause par la France aux harkis partis en France (on s'en fout... l'affaire étant franco-française), voilà qu'il ressort toute cette histoire de «massacres», en Algérie, des harkis alors «abandonnés» par leur mère patrie, après l'indépendance du pays. Une formulation pas si innocente et si floue que ça, d'autant que les harkis de France ne lui en demandaient pas tant ! dans ces conditions, il vaut mieux les «mensonges francs et massifs» de Sarkozy et même des Le Pen que les «mensonges hypocrites» de l'autre. Il est vrai que les socialistes français ont habitué notre histoire, passée et contemporaine, a bien des infidélités et à des trahisons idéelles. Pour bien comprendre une très large partie du pourquoi du comment, ils devraient (re-) lire, sur les harkis, le livre de Pierre Daum (koukou éditions, Alger 2016) et... sur les pieds noirs et l'OAS, celui de Alain Ruscio (Hibr éditions, Alger 2016)... ou, alors prendre comme conseiller le politologue et universitaire français le cour Grandmaison. Ainsi, Benjamin Stora ne se sentira plus seul !



● Préparation d'un face-à-face politique en direct et télévisé... à l'américaine (campagne présidentielle) : Hillary Clinton, 68 ans, la démocrate, a passé le week-end à simuler de faux débats avec ses proches collaborateurs. Objectif : savoir comment répondre à toutes les facettes

de Donald Trump. Elle s'est donc préparée à affronter un Trump discipliné, un Trump offensif ou un Trump irrespectueux. Pour le faire sortir de ses gonds, Hillary Clinton va appeler son rival «Donald» tout au long du débat et évoquer sa fortune. Elle s'est aussi entraînée à interrompre sans apparaître trop cassante. Cela fait des semaines que Hillary Clinton se prépare. Fin août, la «bonne élève» expliquait déjà penser à leur future confrontation sur le plateau d'une émission. D'après le New York Times, la candidate a étudié Donald Trump à l'aide d'un «dossier épais» constitué après des mois de recherches de son équipe de campagne. Elle s'est entourée d'experts psychologues pour mieux cerner la personnalité de son rival et montrer qu'il n'a pas le tempérament pour devenir président des Etats-Unis. Pour dresser le portrait du républicain, elle a aussi su s'entourer. Le Washington Post raconte que Tony Schwartz, le biographe (et critique) de Donald Trump, a ainsi participé à certaines réunions. Donald Trump, le républicain, n'est pas un candidat conventionnel. Sa méthode de travail non plus. A en croire la presse américaine, le milliardaire aurait préparé le débat de manière bien plus légère que sa rivale. Il ne porterait qu'une attention minimale à la documentation préparée pour lui et aurait refusé d'utiliser un pupitre pour simuler le débat, selon le New York Times. Donald Trump aurait surtout visionné des vidéos de débats d'Hillary Clinton pour identifier ses points faibles, explique le quotidien américain. Ses équipes auraient même préparé un «profil psychologique» de la démocrate, notamment de son langage corporel et de ses tics, rapporte Politico. Selon le site, le but est de permettre à Donald Trump d'identifier les expressions ou les gestes utilisés quand elle n'est pas sûre d'une réponse ou qu'elle tente d'esquiver une question, afin de s'engouffrer dans la brèche. Pas question de trop le coacher, explique l'un de ses conseillers, Newt Gingrich, à l'agence associated press : «il a remporté tous les débats [des primaires républicaines] en disant des choses que personne d'autre n'osait dire». En tenant un tel discours, ses équipes tentent surtout de diminuer les attentes du public et des analystes vis-à-vis de sa performance, estime Vanity Fair. D'après Politico, une simple maîtrise de soi serait suffisante pour permettre à Donald Trump de s'attirer une couverture positive.

Résultat final de la première confrontation de 90 mn de lundi soir, à travers un premier sondage CNN sur le gagnant du débat : 62% en faveur de Hillary (impassible, refusant tout pugilat, droite et souriante) et 27% en faveur de Donald (discipliné mais agité et véhément)... mais, la campagne ne fait que commencer puisqu'il y a encore d'autres autres rencontres.

BLIDA «Le Hadj 2016 a été positif» selon Mohamed Aïssa

Tahar Mansour

Le ministre des Affaires religieuses et du Wakf, M. Mohamed Aïssa, accompagné du wali de Blida, M. Abdelkader Boughazghi et du P/APW, Dr Abdelhak-Mohamed Zitouni, a procédé dimanche au lancement de l'année culturelle 2016/2017 à partir de la Ville des Roses. Lors de son allocution, le ministre a annoncé qu'un programme national a été mis en place au cours duquel prennent part des ulémas, des universitaires et tous ceux qui sont versés dans les sciences islamiques. Des conférences et des manifestations seront organisées à travers tous les centres culturels du territoire national afin de retrouver la référence religieuse nationale, nos traditions culturelles et préparer l'Algérien à la modernisation en le prémunissant contre l'extrémisme et les idées rétrogrades.

Dans ce cadre, M. Mohamed Aïssa a tenu à honorer Cheikh Tahar Aït Aldjet qui a œuvré, sa vie durant, avant l'indépendance et à ce jour, à asseoir les vertus de l'islam chez les Algériens.

En marge de la visite, le ministre a estimé que le bilan primaire du

Hadj 2016 est positif car «les hadjis algériens ont eu un comportement exemplaire en Terre Sainte et ont représenté dignement leur pays, l'Algérie. Ils ont levé haut l'emblème national qu'on voyait d'ailleurs là où ils se trouvaient», explique-t-il. Il rappelle aussi que les hadjis algériens ont évité tout recours auprès d'inconnus pour les fatwas «ils se sont plutôt dirigés vers les ulémas délégués par l'Algérie pour leur demander leur avis sur tout ce qui a trait au Hadj et aux pratiques de l'islam», a précisé M. Aïssa. Il déclara aussi que les tentes qui les ont abrités lors de leur séjour à Arafat étaient celles des VIP, très confortables, avec toutes les commodités nécessaires. Il ne manqua pas non plus d'annoncer que le programme élaboré par son département ministériel permettra aux futurs hadjis d'accomplir leur devoir sacré dans la dignité. Concernant les 47 hadjis privés d'accomplir les rites sacrés, le ministre affirme qu'une enquête est menée actuellement en Algérie et que les résultats seront connus plus tard ainsi que les actions entreprises. En outre, un cahier des charges pour la Omra a été élaboré par le minis-

tère des Affaires religieuses et le ministre annonce qu'il a été retiré par les agences de voyages intéressées mais elles devront offrir au hadji tous les services nécessaires: «il y a plusieurs agences de voyages qui promettent monts et merveilles à leurs clients mais qui n'honorent pas leurs promesses, laissant les pèlerins se débattre dans des difficultés insurmontables et sans aucun soutien», a-t-il déclaré. Parmi les nouveautés contenues dans ce cahier des charges, nous retrouvons la possibilité qu'a le pèlerin pour ester en justice l'agence qui n'aura pas honoré ses engagements. Quant à l'association qui a présenté ses condoléances après la mort de Shimon Pérès, M. Mohamed Aïssa a rappelé que cette affaire ne concerne pas le ministère des Affaires religieuses seulement, mais toute la société algérienne.

Il déclare que l'Algérie est contre tous les extrémismes quels qu'ils soient et que les Israéliens ont spolié les Palestiniens de leurs terres et de tous leurs droits, c'est une constance de l'Algérie d'être avec eux et ceux qui sortent de ce cadre national devront répondre de leurs actes.

BOUIRA

Chute mortelle d'un adolescent

A la cité des 346 logements de Lakhdaria, un adolescent de 16 ans est tombé avant-hier du quatrième étage d'un immeuble. Suite à ce violent choc la victime a rendu l'âme. Sa dépouille a été

évacuée à la morgue du centre hospitalier de Lakhdaria. Une enquête a été ouverte par les services compétents afin de déterminer les causes exactes de cette chute mortelle.

Un transformateur électrique prend feu

Un feu s'est déclaré dans la nuit d'avant-hier dans un transformateur électrique se trouvant à la cité des 120 logements du village de Raffour. Selon des informations, l'origine de cet incendie serait un court-cir-

cuit qui a provoqué une explosion et une coupure d'électricité dans le quartier en question.

Les hommes de la Protection civile sont intervenus pour éteindre le feu. **Farid Haddouche**

SÉTIF Festival «El Fouara Show»: c'est parti !

Les spectacles présentés dimanche soir à l'ouverture de la 4^{ème} édition du Festival national du one-man-show, El Fouara Show, de Sétif ont regalé le public nombreux de la maison de la culture Houari-Boumediene. Des fous rires et des acclamations ont accompagné la présentation des premiers spectacles de cette nouvelle édition qui a drainé une assistance nombreuse. Le la a été donné par le petit Amine Moussaoui, issu de l'atelier du théâtre de la maison de la culture Houari-Boumediene, avec son sketch «Al Ounf» (la violence). Dans un cadre loufoque, le petit artiste avec ses délicieuses métaphores, a malicieusement égratigné la société et la violence verbale et physique exercée contre les enfants dans la rue, à l'école et à la maison. Les planches ont été cédées au specta-

cle « Les sables mouvants» produit par le Centre des arts dramatiques de la ville tunisienne Mednine, où les spectateurs ont été embarqués avec l'artiste El Habib Ghorabi dans un show «spécial» alliant des tableaux artistiques, morceaux musicaux et scènes vidéo dans une expérience nouvelle du réalisateur Ali Yahiaoui. De Constantine, l'artiste aux besoins spécifiques Saber Ayeche aborde avec entrain et beaucoup d'humour, mais sans le moindre complexe, le vécu souvent difficile des personnes souffrant d'un handicap. Il a dépeint des situations quotidiennes des personnes handicapées confrontées à une société «insensible» et a réussi à «arracher» des fou-rires tout au long du show. Organisée par l'Office communal de la culture et du tourisme, la 4^{ème}

édition du Festival national one-man-show, dédiée au regretté écrivain, poète et homme de théâtre, Omar Chaïllal, décédé en mai dernier, a été entamée avec des déclamations poétiques des poètes Tayeb Kettal et Abdelmalek Boussahel. Le Festival se poursuivra jusqu'au 6 du mois en cours. Cinquante spectacles sont en lice : «Saouli Show» de Mourad Saouli, «H'na Hakda» de Toufik Mezaàche, «Sayeche» d'Abdelmalek Boussahel, «Daletna» de Farid Merimeche.

Des conférences sont également programmées au cours de cette nouvelle édition évoquant entre autres «les défis des théâtres» qui sera animée par Mohamed Zetili, la problématique de l'adaptation dans le théâtre qui sera animée par Abdesselem Yekhlief.

EL-TARF Opération «coup-de-poing», des arrestations et des saisies

A.Ouelaa

Les services de la Sûreté de la wilaya d'El-Tarf ont mobilisé plus de 250 policiers dans la nuit de samedi à dimanche dans les villes d'El-Kala, Boutheldja, Ben M'Hidi et Dréan. Des barrages ont été dressés aux entrées et sorties de chaque ville et ont permis de vérifier les documents de dizaines de véhicules. Ces contrôles ont permis d'arrêter trois personnes pour conduite en état d'ébriété et de

mettre en fourrière deux voitures et une moto. Les descentes dans les zones malfamées ont permis d'arrêter une quinzaine de personnes en possession de stupéfiants, et de saisir 150 bouteilles de bière, des armes blanches.

Un repris de justice, objet d'un mandat d'amener pour agression avec arme blanche, a été arrêté. Enfin, le communiqué la Sûreté a précisé que ce genre d'opération va se poursuivre et touchera tous le secteur de leur compétence.

EL-OUED Plus de 3.000 cas de cancer en 2016

Plus de 3.000 cas de cancer ont été recensés en 2016 dans la wilaya d'El-Oued par le bureau régional de l'association El-Fedjr d'aide aux cancéreux, a-t-on appris lundi auprès de l'association. Un total de 1.500 patients, en majorité issus des couches sociales vulnérables, est pris en charge médicalement par l'association notamment en matière de chimio- et radiothérapie, a précisé le président de l'association, Mohamed Zeghdi. Quelque 900 autres cas bénéficient de traitement au service d'oncologie et de chimiothérapie créé dernièrement dans l'établissement public hospitalier Benamar-Djillani à El-Oued, tandis que le reste, soit plus de 600 cancéreux, sont traités dans les centres anticancéreux régionaux, a-t-il signalé.

Cinq types de cancer prévalent dans la région d'El-Oued, à savoir le cancer du sein et du col de l'utérus chez les femmes, le cancer du poumon et le cancer colorectal chez les hommes et la leucémie chez les enfants, selon le même responsable qui précise que 80% des personnes atteintes sont des femmes. Plus de 15 nouveaux cas de can-

cer et sept décès des suites de cette maladie sont déplorés chaque mois dans la wilaya d'El-Oued, selon les données fournies par l'association. El-Fedjr tire la sonnette d'alarme afin d'attirer l'attention des responsables de la santé sur la situation et mettre en place des mécanismes à même de freiner la recrudescence de cette maladie. M. Zeghdi a expliqué cette hausse du nombre de décès par le diagnostic tardif de la maladie, en phase de métastase, des cas rendant difficile tout traitement chimiothérapique et radiothérapique et nécessitant le placement en soins intensifs. L'association, indique-t-il, entend lancer un programme de sensibilisation portant sur l'organisation de campagnes de vulgarisation pour l'ancrage de la culture du dépistage précoce pour éviter le traitement tardif de la pathologie.

M. Zeghdi rappelle l'ouverture prochaine du Centre régional anticancéreux (140 lits) d'El-Oued, susceptible d'épargner aux malades, notamment ceux des milieux défavorisés, les déplacements vers les structures médicales spécialisées dans d'autres wilayas.

TÉBESSA 3 morts et 10 blessés sur la route

Ali Chabana

Trois morts et une dizaine de blessés; c'est le bilan de deux accidents de la route survenus ces derniers jours. Dans la nuit de samedi à dimanche, une collision entre un véhicule de tourisme et un minibus circulant sur le CW Bir El Ater-Cheria, a fait un mort, le passager de la voiture et 10 blessés parmi les voyageurs du minibus. Deux jours auparavant, deux jeunes hommes ont péri au

cours du renversement de leur voiture sur le tronçon routier de la RN 16, entre Bir El Ater et Saf Saf Ouesra, dans le sud de la wilaya de Tébessa. L'une des victimes a succombé sur le coup, tandis que son compagnon décéda dans une clinique privée en Tunisie, dès son évacuation. A signaler que comme d'usage, les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête afin de déterminer les circonstances de ces drames de la route.

ILLIZI Des renforts pour l'encadrement des lieux de culte

Pour combler le déficit accusé en matière d'encadrement des lieux de culte dans la wilaya d'Illizi, le secteur a bénéficié de 710 postes dans différents grades, a-t-on appris dimanche auprès de la direction des Affaires religieuses et des Wakfs. On compte 40 kayyim et 30 muezzins, a précisé le directeur, Abdelakder Bakhou, en signalant que 158 candidatures ont été déposées pour le concours d'accès à ces postes, organisé dernièrement à l'Institut national spécialisé du corps des affaires religieuses à Illizi.

Ces nouveaux postes seront répartis entre les six communes de la wilaya d'Illizi, y compris dans les zones reculées, en fonction des

BISKRA Une production de 4,35 millions de quintaux de dattes attendue

La production de dattes devrait atteindre cette année les 4,35 millions de quintaux, soit quelque 60.000 quintaux de plus comparativement à l'an dernier, a indiqué le directeur de la DSA, Aïssa Derbali. La cueillette de la variété la plus prisée de ce fruit, en l'occurrence Deglet Nour, atteindra les trois millions de quintaux, a précisé à l'APS le même responsable soulignant que 1,35 million de quintaux d'autres variétés, comme Degla Beïda et El Ghars seront également récoltés au titre de la campagne en cours. Les services agricoles sont décidés cette année à gagner la bataille de la qua-

lité, a affirmé M. Derbali, soulignant qu'on s'appuie pour cela sur l'application des mesures préventives contre les différentes maladies et parasites qui peuvent affecter les palmiers dattiers. Le DSA a également précisé que les producteurs locaux ont suivi avec intérêt les campagnes de sensibilisation relatives à la bonne irrigation. Le patrimoine phénicien de la wilaya de Biskra est riche de 4,4 millions de palmiers, in-

ventoriés essentiellement dans les oasis de Tolga, de Bordj Benazzouz, de Foughala, de Leghrouss et de Doucen, a-t-il rappelé.

Dans l'optique d'accompagner les agriculteurs dans la commercialisation des dattes, le DSA a révélé que ses services réfléchissent à organiser, avec le concours des différents partenaires, deux manifestations promotionnelles, au chef-lieu de wilaya et dans la ville de Tolga.

Horaires des prières pour Alger et ses environs				
02 moharram 1438				
El Fedjr 05h19	Dohr 12h37	Assar 15h056	Maghreb 18h31	Icha 19h49



Marché Bettou Les commerçants font de la résistance

A. Mallem

Les 21 commerçants du marché Bettou touchés par des décisions de résiliation de bail de location les liant à la commune, font de la résistance, en promettant qu'ils ne resteront pas les mains croisées et qu'ils réagiront face à cette décision qu'ils qualifient d'«inique». Ils disent aussi qu'ils ont été réconfortés par la position du syndicat des commerçants qui leur a promis son soutien. Toutefois, dans une déclaration qu'il nous a faite hier, le coordinateur du bureau local de l'UGCAA, M. Bouhenguel Laid, a nuancé sa position en affirmant que son organisation ne conteste pas les décisions prises par les autorités locales. «Notre organisation n'accepte pas que les locataires procèdent à des sous-location au profit de tierces personnes, mais il faut savoir que beaucoup de ces stands ont été loués à des femmes de chahid, des moudjahidine qui sont maintenant assez âgés et qui ne peuvent s'occuper personnellement de leur commerce. C'est pourquoi ils ont mis des gestionnaires à leur place. Nous à l'UGCAA, termina M. Bouhenguel, nous pensons qu'il faut étudier cette question sensible au cas par cas». Mais en ce qui concerne l'augmen-

tation des loyers à hauteur de 600%, notre interlocuteur a affirmé clairement que son organisation conteste vivement le bien fondé de cette décision. «Nous demandons aux élus qui l'ont prise de descendre sur le terrain pour voir que le taux de l'augmentation est, dans la plupart des cas, inopérant. Economiquement et socialement parlant». Et de signaler les protestations provoqués par les décisions de l'APC chez les commerçants de tous les marchés de la ville. Par exemple, a-t-il signalé, des tailleurs établis dans les fondouks de Rahbet-Lejmal n'ont pas admis que leur loyer soit augmenté d'un coup de 2 000 dinars à 1,5 millions de centimes par mois. «Une somme tout à fait au dessus de leurs moyens», juge notre interlocuteur. M. Bouhenguel pense que procéder de la sorte c'est mettre les gens au pied du mur. «Ils menacent de sortir dans la rue pour protester contre de telles décisions». Lors de notre tournée dans cette place marchande, nous avons interrogé quelques-uns d'entre les commerçants visés par la décision de la mairie et ils nous ont répondu que des élus de l'APC sont venus les voir et leur ont demandé de faire des recours auprès des services de la commune, sans leur fixer de délai pour cette formalité.

Ceci dit, les décideurs s'attachent à appliquer à la lettre les instructions pressantes du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales relatives à la revalorisation des loyers du patrimoine des collectivités locales. Le délai d'une semaine accordé verbalement par le wali à l'APC de Constantine pour récupérer les 21 locaux et stands se trouvant au marché Bettou dont les contrats ont été résiliés avec les propriétaires, a expiré hier lundi. Mais la situation n'a nullement changé comme nous l'avons constaté de visu. Les commerçants en question continuent à exercer leurs activités le plus normalement du monde. Pour rappel, c'est au cours de la réunion du conseil de wilaya du mardi 27 septembre que M. Hocine Ouadah, exprimant son vif mécontentement en apprenant que les décisions de résiliation remises par huissier aux commerçants concernés n'ont pas été suivies d'effet par l'évacuation des locaux en question et leur récupération pour les mettre aux enchères publiques, avait ordonné aux représentants de l'APC d'exécuter «immédiatement» cette procédure. Et il avait donné un délai d'une semaine pour récupérer les locaux. De ce fait, les commerçants appréhendent avec anxiété la suite des événements.

Zighoud-Youcef L'hôpital «se vide» de ses spécialistes

A. Mallem

Des membres des organisations de la société civile de Zighoud-Youcef affirment que l'hôpital Ahmed-Aroua de la ville est en train de se vider de ses médecins spécialistes, comptant parmi les plus indispensables, à l'instar des gynécologues, au profit du Centre hospitalier universitaire de Constantine (Chuc), mettant à mal des prestations vitales pour la santé des citoyens de cette ville qui compte maintenant 47.000 habitants. «Le dernier départ en date, affirment nos interlocuteurs, est celui du médecin chef du service gynécologie obstétrique, une

dame, qui a été muté au Chu de Constantine en date du 15 septembre dernier». «Cette spécialiste a été déjà rappelée en janvier 2015 pour exercer dans le même établissement hospitalier du chef-lieu de wilaya, mais nous avons protesté et réclamé son retour», relèvent nos interlocuteurs. «Conséquence, des parturientes ont failli mourir dernièrement en accouchant dans ce service dépourvu de médecin spécialiste», ont-ils affirmé. Ces derniers signalent aussi la situation ainsi faite aux malades des zones reculées de la daïra, qui sont obligés de faire encore les 15 kilomètres qui séparent Zighoud-Youcef de Cons-

tantine pour se faire soigner à l'hôpital de la cité El-Bir. «C'est injuste de mettre ainsi la vie de ces citoyens en danger», ont considéré les membres de la société civile de Zighoud-Youcef.

Nos interlocuteurs font état d'une lettre-pétition adressée, le 1^{er} octobre en cours, au ministre de la Santé, lui relatant la situation critique dans laquelle se trouve cette structure sanitaire et lui rappelant que le sous-encadrement dont il souffre a été porté à sa connaissance par lettre en date du 1^{er} janvier 2015. Les membres de la société civile de Zighoud-Youcef demandent au ministre d'intervenir pour remédier à la situation.

Hygiène Le «volontariat» pour nettoyer la place Emir Abdelkader

A. El Abci

Les habitants de la place Emir Abdelkader, ex-place Bugeaud, qui ont souffert durant plusieurs mois d'amoncellement d'ordures ménagères et de détritus divers déversés anarchiquement sur les espaces publics, ont pris l'initiative de nettoyer les lieux à travers une action de volontariat, de même qu'ils ont pris attache avec le délégué communal de Bab El Kantara pour les aider en moyen d'enlèvement des déchets solides. Selon leur représentant, M. Hassouna, la place Emir Abdelkader est devenue durant plusieurs mois une grande décharge, d'où se dégageaient de mauvaises odeurs difficilement supportables pour les riverains. A l'origine de cette situation lamentable, indiquera-t-il, les éboueurs ne procédaient qu'à

l'enlèvement des ordures dans les bacs, laissant en l'état les déchets qui en débordaient. Déchets ménagers, mais aussi ceux générés par les constructions et le hic en la matière, ajoutera-t-il, c'est que les trois bacs installés au niveau de la place, sont vite remplis et les ordures qui en débordaient constituaient la partie la plus importante. Dans ces conditions des jeunes de la place, ont pris sur eux de pallier au refus d'enlèvement des éboueurs, en mettant à contribution les riverains des rues Boumaaza, Kéchide, Abad Youcef, le chemin forestier, qui n'ayant pas de poubelles ou bacs ont toujours utilisé ceux installés à la place Emir Abdelkader. L'opération a été lancée il y a près d'une semaine pour nettoyer les lieux à grande eau. Le délégué du secteur a répondu présent et a envoyé un tracteur et des

agents, pour le transport des déchets solides (planches, ciment, ferraille, etc.) Si bien que la place a pris des couleurs et a été complètement relookée, a-t-on pu constater de visu, hier. La place Emir Abdelkader est désormais plus fréquentée à présent, alors qu'elle a été désertée par les habitants. Et dans ce sillage, même les commerçants ont retrouvé leur clientèle qui les fuyait. Les consignes «pas de jet anarchiques d'ordures» sont plus respectées maintenant, de même pour sortir les poubelles au moment du passage des éboueurs, avec qui un accord sur un calendrier a été établi avec l'aide du délégué communal.

Ce dernier «a promis de nous fournir 10 grandes poubelles ou bacs, pour les installer dans les rues qui en sont dépourvues», conclura notre interlocuteur.

Mercuriale La sardine à 250 DA le kg



Cette semaine, dans les marchés populaires de Constantine, les amateurs de poissons s'en sont donné à cœur joie devant les étals des marchands, se bousculant presque pour faire provision de sardine proposée au prix modique de 250 dinars le kilo. «Et dire qu'il y a une semaine elle se vendait à 600 dinars. Il faut vite en profiter !», dit un client rencontré au marché Boumezzou du centre-ville. Et le marchand qui servait les clients en grosses quantités, lui rétorque que la baisse du prix découle tout à fait normalement de l'abondance de l'offre. «Oui, l'offre est abondante ces derniers temps parce que cette époque de l'année est propice à la pêche de la sardine. Et les pêcheurs en ont ramené en quantités. Avez-vous entendu que dans les marchés de la ville côtière de Jijel son prix s'est effondré et elle est vendue à 100 dinars le kilo ?», dira le marchand qui était en train de vider complètement les cageots de sardine mis à la vente. Cette explication semble être plausible au regard des prix des autres poissons proposés aux amateurs. Du thon à 400 dinars jusqu'au rouget à 600 dinars le kilo, tous les tarifs ont été revus à la baisse. Et ce sont les mêmes

raisons, à savoir une offre abondante, qui ont été invoquées.

Quant aux fruits et légumes, nous avons constaté que la mercuriale est aussi clémentine de ce côté-ci où le prix des poires retirées des armoires frigorifique et vendues à 300 dinars le kilo fait désordre. Les poires locales elles, petites mais succulentes, sont vendues à 150 dinars le kilo. C'est le même tarif pour le raisin de table, le raisin blanc. Pour les légumes, le prix de la pomme de terre est descendu d'un cran pour se proposer à 40 dinars le kilo.

La tomate de bonne qualité est à 60 dinars, les haricots verts provenant des vergers de Hamma-Bouziane, de Collo ou bien de la région de Jijel, très prisés par les consommateurs constantinois, se vendaient hier à 170 dinars le kilo, les courgettes à 120 dinars et la salade verte à 80 dinars. Et les étals sont bien achalandés. Du côté des viandes rouges, notons une légère augmentation du prix de la viande bovine qui est monté à 900 dinars le kilo.

D'autre part, il semble que le passage de l'Aid-El-Adha n'a produit aucun effet sur le prix de la viande ovine, toujours à 1.350 dinars le kilo. **A. M.**

Forêt de Chettaba 10 hectares ravagés par les flammes

A. E. A.

Un incendie s'est déclaré avant-hier en fin d'après-midi dans la forêt de «Chettaba», réduisant en cendre 10 hectares d'arbres, de Broussailles et de chaume, selon la protection civile. L'incendie s'est déclenché vers 16 heures 02 minutes dans la forêt de «Chattaba», du côté de la commune d'Ibn Ziad. Les flammes ont pris dans des champs de chaume et de broussailles se trou-

vant à la lisière de la forêt proprement dite et gagner finalement cette dernière pour s'étendre aux arbres (chênes verts), ravageant ainsi une surface globale de pas moins de 10 hectares. Toujours selon la même source, l'intervention rapide des éléments de la protection civile, qui a mobilisé d'importants moyens, a permis de circonscrire le feu, mais également d'éviter qu'il ne s'étende aux constructions et habitations qui se trouvent à proximité.

Un homme chute d'un balcon

A. E. A.

Un quadragénaire a fait une chute, avant-hier, depuis une hauteur de cinq mètres à la cité «Bidi Louisa», à Constantine, qui lui a occasionné des blessures notamment à la tête, apprend-on auprès de la protection civile.

Selon le chargé de communication des sapeurs pompiers, l'homme âgé de 42 ans est tom-

bé des étages supérieurs de la maison où il habite, au niveau de la cité de «Bidi Louisa.» Cité composée surtout d'habitations précaires et située dans la commune de Constantine. La victime s'en sort avec des blessures à la tête et au dos. Après avoir reçu les premiers soins sur place, le quadragénaire a été évacué au centre hospitalier universitaire (CHU) Benbadis pour des soins complémentaires.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

02 moharram 1438

El Fedjr
05h05

Dohr
12h23

Assar
15h42

Maghreb
18h17

Icha
19h35



Douanes Seuls 10 opérateurs du commerce extérieur agréés

Sofiane M.

Sur plus de 700 opérateurs du commerce extérieur, seule une dizaine a obtenu le statut d'opérateurs économiques agréés (OEA) à Oran, a-t-on appris de sources autorisées. En dépit de toutes les facilitations dans la procédure de dédouanement accordées par les services des Douanes aux opérateurs agréés, les importateurs ne se bousculent pas à Oran pour adhérer à cette opération lancée début 2016. La wilaya d'Oran ne fait pas l'exception, selon nos sources qui précisent que seulement 250 opérateurs du commerce extérieur sont agréés au niveau national, soit moins 1% du nombre total des opérateurs intervenant dans

le commerce extérieur. Les services des Douanes ont lancé une campagne de sensibilisation pour convaincre les opérateurs récalcitrants mais, selon les mêmes sources, la quasi-totalité des importateurs et des exportateurs ne semble aucunement intéressée par cette option.

«Nous avons pour objectif d'atteindre 400 opérateurs économiques agréés d'ici 2017 au niveau national. Les opérateurs économiques agréés bénéficieront de facilitation pour toutes les opérations d'importation et d'exportation. Ils passeront par le circuit vert et auront droit à plusieurs facilitations (déclaration simplifiée de transit par route (DSTR) pour les cas de transfert de marchandises en dehors de la circonscription régionale; la

dispense de la pesée, y compris pour les cargaisons homogènes, à enlever sous palans, sous réserve du traitement particulier réservé à ces dernières, en cas de litige, la marchandise ne sera pas bloquée et le litige sera traité après finalisation des opérations d'exportation, etc.). Cependant pour profiter de toutes ces facilitations, l'opérateur du commerce extérieur doit avoir une comptabilité saine», confient nos sources. L'opérateur qui espère bénéficier du statut OEA doit être «clean», c'est-à-dire au-dessus de tout reproche (fiscalité saine, aucune surfacturation ni de prête-noms...). La durée de validité de l'agrément est de trois ans. Elle peut être reconduite pour la même durée, sur demande de l'OAE, sous réserve d'un audit de suivi.

Journée internationale de la santé mentale Près de 19.000 cas de troubles mentaux chaque année

J. Boukraa

Tous les pays du monde s'apprêtent à célébrer la Journée internationale de la santé mentale qui coïncide avec le 10 octobre de chaque année. En Algérie, particulièrement dans les grandes villes comme Oran, tout semble dire que la santé mentale constitue un véritable danger. Aucun quartier n'est épargné, les malades mentaux déambulent librement dans les rues de la ville, constituant ainsi un danger tant pour les habitants que pour eux-mêmes. Ce qui est plus grave encore, c'est que certains d'entre eux sont munis de pierres ou de marteaux, parfois même de couteaux et peuvent agresser les passants à n'importe quel moment. Des scénarios qui se répètent souvent dans d'autres communes et wilayas accentuant ainsi la crainte des habitants. Les citoyens lancent un véritable appel aux instances concernées afin de mettre fin à l'errance de ces malades mentaux et garantir une certaine sécurité.

Selon les services de la direction de l'Action sociale et de la Solidarité (DAS), la plupart des malades mentaux à Oran, sont originaires d'autres wilayas. En attendant l'ouverture du nouvel hôpital psychiatrique (720 lits) de Oued Tlelat, la région ouest ne compte qu'une seule structure de prise en charge des personnes souffrant de troubles psychiatriques, l'EHS de psychiatrie de Sidi-Chahmi, alors que les spécialistes affirment que dix nouveaux cas sont enregistrés quotidiennement aux dispensaires d'hygiène mentale d'Oran et du service de psychiatrie du CHU d'Oran (pavillon 35), sans compter les cas pris en charge dans des cliniques privées. La majorité des cas est traitée en ambulatoire, les autres sont pris en charge par l'EHS de Sidi-Chahmi. Le nombre de personnes atteintes de troubles comportementaux et mentaux ne cesse d'augmenter. Ces troubles sont fréquents aussi bien chez les hommes, les femmes que chez les enfants.

Près de 19.000 cas de troubles men-

taux sont enregistrés chaque année à Oran, ont annoncé des spécialistes lors d'une journée dédiée à la santé mentale. Les cas de schizophrénie viennent en tête du classement, suivie par les troubles du comportement. La majorité des malades hospitalisés ou consultés aux urgences sont atteints de cette affection. Une maladie dite poly-étiologique, terme savant qui désigne les facteurs multiples de vulnérabilité et responsables de la manifestation maladie où se mêlent hérédité et contraintes environnementales et sociales. L'Etat a déployé des efforts en matière de prise en charge et de promotion de la santé mentale en créant des centres intermédiaires pour mieux traiter les malades psychiques et mentaux. A Oran cinq centres sont ouverts, Aïn El-Turck, Arzew, Sédikia, Miramar et Yaghmoracen. Mais ce nombre reste insuffisant.

Selon les spécialistes, le rôle de ces centres est insignifiant tant que leur activité reste limitée à la consultation. La mission des centres intermédiaires de santé mentale se limite à l'aspect préventif, à donner des orientations et des conseils à travers des séances d'écoute, outre l'accueil de cas critiques qui sont réorientés vers le centre anti-toxicomanie de l'hôpital de Sidi-Chahmi.

LA CONSOMMATION DES PSYCHOTROPES MISE À L'INDEX

Avec ses trois services, d'une capacité totale de 470 lits dont 50% sont occupés de façon permanente, l'EHS ne parvient plus à répondre à une demande croissante. «Il y a des malades qui sont à l'établissement depuis plus de 20 ans. Il s'agit notamment de cas sociaux et d'étrangers abandonnés par leurs proches», affirme une source ajoutant que l'établissement est saturé. «Il nous arrive de ne pas trouver de place pour des cas urgents». Cette situation a fait qu'un important nombre de malades mentaux errent dans les rues d'Oran, avec tous les dangers qu'ils engendrent pour eux-mêmes et pour les autres. En effet, la prise en

charge des malades mentaux pose plus que jamais problème. La consommation de stupéfiants et autres substances recherchées pour leurs effets euphorisants, enivrants, excitants ou hallucinogènes, connaît une progression inquiétante dans la wilaya d'Oran où le nombre de toxicomanes est en augmentation. Le toxicomane est un malade qui nécessite prise en charge et insertion socioprofessionnelle. L'EHS Sidi-Chahmi reste insuffisant pour une grande wilaya comme Oran qui reçoit également les jeunes des autres wilayas.

Selon un médecin généraliste exerçant dans un centre intermédiaire, «il existe un lien entre les troubles de santé mentale et l'abus de certaines substances et psychotropes, cela ne fait aucun doute. Prendre conscience de cette relation complexe peut aider les professionnels en santé mentale et en toxicomanie à cerner, à prévenir et à traiter les troubles concomitants de santé mentale et d'abus de drogue.

Le rôle des professions de santé est particulièrement important car elles sont directement concernées par tous ces aspects, en particulier dans le domaine du contrôle du marché licite et de lutte contre l'usage abusif, voire délictueux de certains médicaments.

Les détournements thérapeutiques constituent en effet une source importante de toxicomanies; la réglementation, la prescription, la dispensation doivent en tenir compte». «La prévention des toxicomanies passe par l'information et la sensibilisation des jeunes, ainsi que par la formation et l'information des professionnels et de bénévoles. Peu de choses ont été faites dans ce domaine». Notre interlocuteur ajoute que «l'anxiété constitue actuellement le principal problème en matière de santé mentale. Un tiers de la population en serait affecté. Cependant, un très grand nombre de ces personnes ne sont pas traitées. Il convient donc de bien distinguer l'anxiété normale de l'anxiété dite pathologique ou encore de faire la nuance entre anxiété, peur, phobie et stress».

Bousfer 5,5 milliards de centimes pour la réalisation d'une Sûreté urbaine

Rachid Boutlélis

Un projet de réalisation d'une Sûreté urbaine de proximité dans la municipalité de Bousfer vient d'être lancé. Un apport d'un montant de 5,5 milliards a été alloué pour financer les travaux de réalisation, qui ont été entamés, apprend-on d'une source proche de ce dossier. Il importe de noter que la nouvelle Sûreté urbaine de Bousfer viendra s'ajouter aux 4 autres, qui sont opérationnelles depuis plusieurs années,

dans la municipalité de Mers El Kébir, dans la localité de Trouville, celle de Bousfer-Plage et dans le lieu-it 'lBahia' à mi-chemin du village de Cap Falcon. Il y a lieu de signaler, dans ce même contexte, que, lancés quelques mois auparavant, les travaux de réalisation de la nouvelle Sûreté de daïra, qui est située juste en face du jardin public de la localité de Claire-Fontaine, sont estimés à un taux d'avancement d'environ 70% selon notre source.

Un apport d'un montant de 10 mil-

liards de centimes a été dégagé pour financer les travaux de cette nouvelle Sûreté de daïra, indique, encore, notre source. Notons également que, les réalisations de ces deux nouvelles sûretés de police, ont été décidées dans le cadre du déploiement du corps de police et sa modernisation ainsi que son rapprochement du citoyen, dans la daïra côtière d'Aïn El Turck, qui accueille chaque été des millions d'estivants venus de différentes régions du pays et de l'étranger.

Cap Falcon La réception du quai d'accostage l'été prochain

Rachid Boutlélis

Le grand projet de réalisation d'un quai d'accostage (embarcadère) à hauteur de la plage Les Dunes, à mi-chemin du village de Cap Falcon, dans la commune d'Aïn El Turck, sera achevé avant la prochaine saison estivale, apprend-on d'une source proche de la daïra. Il y a lieu de noter que cet ouvrage a nécessité un apport de 47 milliards pour financer les travaux de réalisation ainsi que d'une enveloppe de 8 millions de dinars pour son étude, qui a été confiée à la société étatique Méditram. Les travaux de réalisation de ce projet ont été confiés à une entreprise chinoise, indique notre source.

Il importe de noter qu'il s'agit d'une liaison maritime reliant le port d'Oran à partir du quai Béni Saf, qui fait l'objet d'aménagement pour ce besoin, et la plage des Dunes, près de Cap Falcon, d'une cadence de 10 rotations par jour. Celle-ci sera opérationnelle dès l'entame de l'été prochain, a encore ajouté notre source. Notons également que cette navette maritime sera assurée par des bateaux pouvant transporter jusqu'à 300 personnes. Notons également dans ce registre que le transport des voyageurs de cette liaison maritime sera assuré à travers la mise à dispo-

sition de bus qui assureront la navette entre cet embarcadère et le centre de la commune d'Aïn El Turck.

Cette louable initiative a été décidée, d'une part, dans le cadre de la promotion du secteur du tourisme dans la contrée côtière d'Aïn El Turck et d'une autre part pour tenter, un tant soit peu, de désengorger la circulation automobile sur son réseau routier extrêmement saturé durant la saison estivale et ce, en raison du considérable rush de véhicules des millions de vacanciers de différentes régions du pays, dont le nombre a nettement augmenté au cours de la dernière saison estivale pour atteindre les 20 millions d'estivants qui ont convergé vers les plages de cette côte.

Ce volet a pesé sur la décision de la réalisation d'un embarcadère dans cette contrée, qui était prévu dans un premier temps quatre années auparavant au niveau de la petite crique de la localité La Madrague à quelques encablures du village de Cap Falcon.

L'étude de faisabilité qui a été effectuée à cette époque par une société étatique n'aurait finalement pas eu son aval pour la réalisation de cet ouvrage en ce lieu en raison des difficultés d'accès ayant été relevées sur le terrain accidenté dans cette crique.

Ouverture du Salon de la femme à Medina Djedida

Une centaine d'exposants et des promotions

J. Boukraa

Une centaine d'exposants participent depuis samedi dernier au Salon de la femme qui se tient au Palais des Expositions de Medina Djedida. Cette manifestation économique dédiée à la femme se tient du 1^{er} au 6 du mois d'octobre en cours. Selon les organisateurs «le salon est dédié exclusivement à la femme, sa beauté, son bien-être, nutrition, confort et à la mode. Les exposants représentent cinq spécialités, la mode et le style, la beauté et le bien-être et la cuisine.

Le but est de mettre en avant les producteurs et prestataires et de les encourager». Le visiteur pourra ainsi découvrir et comparer différentes offres de produits dermo-cosmétiques, huiles essentielles, produits capillaires, crèmes di-

verses, baumes, shampooings, déodorants, compléments alimentaires, soins et médecine esthétique, instituts de beauté et salons de coiffure, stylisme, bijoux, fantaisie, habillement, prêt-à-porter, tenues traditionnelles, ameublement, électroménager, chaussures et décoration. Des démonstrations et des promotions allant jusqu'à 50% sont offertes au public.

En plus des stands réservés au secteur de la formation spécialisée dans les métiers de la Forme et de la Beauté, un riche programme d'animation est au menu, comme les cours de cuisine, les défilés de mode et les ateliers de soins de beauté. Les visiteurs auront droit à des démonstrations de soins, à la distribution d'échantillons et des ventes promotionnelles. Les intéressées pourront découvrir les derniers produits en vogue.

Corniche oranaise Un accident de moto coûte la vie à une jeune fille

Un accident de moto survenu dimanche en début de soirée sur la corniche oranaise a coûté la vie à une jeune fille, alors que son compagnon qui conduisait, a été grièvement blessé, a-t-on appris des services de la Protection civile d'Oran. L'accident est survenu au moment où un véhicule, tentant de se garer sur l'un des balcons de la corniche, a barré la route à la moto qui roulait à grande vitesse.

La fille sans casque a été violemment projetée à plusieurs

mètres, ajoute-t-on de même source. Les deux jeunes gens, la fille de 23 ans et son compagnon de 25 ans, ont été évacués dans un état grave vers l'hôpital Medjbet Tami d'Aïn El-Turck, où la jeune fille a succombé à ses blessures, a affirmé le chargé de la communication de la direction de la Protection civile de la wilaya d'Oran, le lieutenant Mahieddine Benthabet. Le jeune homme, quant à lui, a été transféré inconscient au CHU d'Oran, ajoutent des sources sanitaires.

La première a été saturée au bout de 3 années Une deuxième décharge de déchets inertes opérationnelle à Ain El Beida

D. B.

Une nouvelle décharge de déchets inertes a été récemment ouverte, à Ain El Beida, pour prendre en charge les déchets du groupement centre d'Oran, après la saturation de la 1^{re} décharge localisée, dans la même commune, apprend-on de sources proches de la commune. Notre interlocuteur signale que cette nouvelle décharge, qui s'étend sur une superficie de 3 ha, prendra en charge les mêmes communes du groupement centre d'Oran, à savoir : Oran, Es-sénia, Sidi Chahmi et Bir El Djir.

La 1^{re} décharge, d'une superficie de 8 ha, a été saturée au bout de 3 années. Le terrain récupéré devra revenir à sa vocation initiale, dans le domaine de l'Agriculture.

Le nouveau centre devra atténuer

le phénomène de dépôt anarchique des déblais sur les bords des routes et dans les forêts urbaines, dans le groupement-centre qui connaît une accentuation du problème, en raison de l'importance des projets de construction. Régulé au groupement-centre, le problème reste posé aux parties-est et ouest qui n'ont pas encore leurs décharges pour les déchets inertes. A ce titre le directeur de l'Environnement avait annoncé, dernièrement, que sa direction est en prospection dans le groupement-ouest pour ériger un CET pour déchet inertes. Signalons que la 2^{ème} décharge de Ain El Beida va accueillir les déchets inertes qui proviendront, principalement, des chantiers des travaux publics, du génie civil et du bâtiment. Les déchets sont générés, lors de la construction, de la rénovation, maintenance ou réhabilitation de ces

ouvrages et bâtiments, puis lors de leurs démolitions.

La wilaya d'Oran a bénéficié, ces dernières années, de l'inscription de nombreux projets (BTP, routes, infrastructures...). Ces méga-chantiers, en cours ou en voie d'achèvement, produisent de grandes quantités de détrit (en béton, ciment, des enrobés bitumineux...) qui représentent un casse-tête pour les autorités locales. Auparavant, les déchets inertes et autres déblais étaient acheminés vers la décharge d'El-Kerma.

Les déchets inertes sont des déchets minéraux non souillés dont le caractère polluant et la nature évolutive sont très faibles. Le programme euro-méditerranéen pour l'Environnement avait recommandé, dès l'année 2006, la création d'une nouvelle décharge pour les déchets inertes dans la wilaya d'Oran.

Démantèlement d'un réseau de trafiquants Des armes à feu, de la drogue et des objets d'art interceptés

K. Assia

Un dangereux réseau spécialisé dans le trafic de drogue, d'armes à feu et d'objets d'art vient de tomber dans les filets des services de la Sûreté de la wilaya d'Oran. Deux individus âgés de 29 et 33 ans, dont un repris de justice, ont été arrêtés après plusieurs jours d'investigations approfondies, dans la partie-est d'Oran. Les mis en cause s'adonnaient à la vente et à la commercialisation des stupéfiants et au trafic d'armes.

Ainsi les enquêteurs ont saisi lors de leur arrestation 2 armes à feu dont un pistolet artisanal de calibre 9 mm avec chargeur, un autre pistolet de calibre 16 mm,

un fusil de chasse, des cartouches, 63 colis de kif traité totalisant un poids global de 34 kg, des armes blanches notamment 4 couteaux dont 2 de bouchers, des objets d'art dont 4 statuettes en cuivre, 12 pièces de monnaie en cuivre, en plus d'une somme d'argent de l'ordre de 300 millions de centimes et 500 euros.

Les premiers éléments de l'enquête ont révélé que les mis en cause activaient à l'intérieur et même à l'étranger et ce, à partir de l'est du pays. Les policiers ont, également, saisi 4 véhicules de luxe pouvant rouler à 300 km/h et échapper aux services de sécurité. Parmi les véhicules saisis, une Dodge, 1 Mercedes et 2 Ibiza. L'enquête suit son cours.

Oued Tlelat Des portables et des accessoires de contrebande saisis

K. Assia

Un lot de portables et d'accessoires de contrebande a été saisi avant-hier, par les éléments de la brigade mobile des douanes Oran extérieur, selon des sources à la direction régionale des Douanes d'Oran. C'est au cours d'une embuscade tendue sur l'autoroute Est-Ouest, précisément à hauteur de la localité de Oued Tlelat, que les douaniers ont intercepté un véhicule de marque 'Peugeot Expert' avec à son bord trois personnes. Celui-ci en provenance d'Alger a été soumis à une vaste fouille qui a donné ses fruits. Les douaniers ont découvert 190 portables, 190 chargeurs, 175 kits mains libres, 80 pochettes et 190 batteries de différentes marques. En effet, les occupants n'avaient aucune facture attestant l'achat de cette marchandise ce qui vient renforcer les soupçons des douaniers. Il s'agit bel et bien de produits de contrebande et dont la valeur dépasse les 46 millions de centimes,

celle du véhicule est de 150 millions de centimes. Ainsi et en application de l'ordonnance 05-06 les douaniers ont saisi les portables et le véhicule. La loi prévoit une amende égale à 10 fois la valeur de la marchandise saisie. Ces produits sont souvent confisqués lors de contrôles effectués, au port d'Oran et à l'aéroport d'Es-Sénia. Les voyageurs dissimulent le plus souvent ces portables dans leurs bagages et refusent de les déclarer lors des formalités d'usage, d'où le recours à l'application de la réglementation douanière, explique-t-on. Celle-ci prévoit la saisie de toute la marchandise. Ces marchandises saisies sont à caractère commercial et par conséquent l'importation de ces portables est soumise à une réglementation exigeant une autorisation délivrée par les services compétents. Le code des douanes précise, en effet, le seuil autorisé à l'importation pour le cas du voyageur. Passé ce seuil, des droits de douane sont perçus sur la marchandise importée.

IGCMO Grève à la faculté de Génie mécanique

J. Boukraa

Une grève est annoncée, à partir d'aujourd'hui, à la faculté de Génie mécanique de l'Université des sciences et de la Technologie d'Oran 'Mohamed Boudiaf' IGCMO, a-t-on appris par le biais d'un communiqué émanant de l'Union nationale des étudiants algériens (UNEA) Selon les rédacteurs du communiqué, le recours à la protestation est motivé par l'accumulation de problèmes d'ordre pédagogique, et ce, à quelque jours de la rentrée universitaire. « allant du retard dans l'annonce des résultats des délibérations finales de l'année universitaire 2015/2016, au non-respect de la procédures du système LMD, retard dans l'affichage des listes des spécialités de Master en Génie maritime,

afin de permettre aux licenciés de s'inscrire, notamment ceux de la filière 'Technologies des pipelines' du Département des mines et métallurgie, absence de communication entre les étudiants et l'administration... ». Les responsables de l'UNEA, énumèrent une série de problèmes qui sont à l'origine d'un ras-le-bol des étudiants.

Dans son communiqué, l'UNEA relève aussi « le problème des travaux pratiques dispensés dans l'université centrale (USTO), le manque d'hygiène et d'équipement. En plus du problème du bassin d'expérience qui n'a, toujours, pas été équipé ». Pour conclure, les rédacteurs du communiqué affirment que cette grève illimitée sera maintenue jusqu'à satisfaction des revendications des étudiants.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Alouche Med, 68 ans, Mediouni
Touati Kheira, 83 ans, Ain Beida
Zabouje Badra, 51 ans, Maraval
Raouhane Nawel, 32 ans, Oued Tlelat

Horaires des prières pour Oran et ses environs

02 moharram 1438
El Fedjr 05h35 Dohr 12h52 Assar 16h11 Maghreb 18h46 Icha 20h03



Cité «Mouloud Feraoun» (Ex Perret) Une décharge à ciel ouvert !

Houari Barti

Des tonnes et des tonnes de détritus offrent le désolant spectacle de la plus grande décharge à ciel ouvert de la ville d'Oran, voire de toute la wilaya. L'endroit est bien connu pourtant de tous : la cité 'Mouloud Feraoun' (ex Perret), à peine, à quelque encablures du siège de la wilaya. Un spectacle qui résume, à lui seul, l'insoutenable paradoxe d'une ville qui peine à gérer ses ordures, en dépit des moyens colossaux dont elle dispose. En dépit, aussi, de son statut de nouveau pôle national en matière de respect de l'Environnement acquis avec son association avec l'ONG R20. L'incivisme des habitants de la cité y est, également, pour beaucoup dans ce « chaos sanitaire » qui ne semble émouvoir personne. Dix ailes, dont 9 de 16 étages, abritant 927 logements, soit presque 7.000 âmes. Une petite ville concentrée dans une cité. Pour faire face à cette forte concentration, et pour des considérations d'ordre pratique, les concepteurs de cette cité qui date de 1956, avaient prévu toutes un système pour la collecte des ordures ménagères.

Des vide-ordures, dans chaque appartement, donnant sur de grands bacs situés aux sous-sols de la cité. Mais depuis, les vide-ordures ont été obstrués et les sous-sols squattés. Résultat, les ordures empruntent, désormais, la voie aérienne profitant de la pénombre de la nuit et de la loi de la gravité. Les sachets de détritus, mais aussi d'autres objets, tout à fait improbables sont lancés à partir des balcons et finissent par constituer des montagnes d'ordures qui attirent insectes et rongeurs nuisibles de toutes sortes. Ce spectacle de désolation est complété par la crasse formant une épaisse couche sédimentée sur le parterre du grand passage, les eaux usées qui dégoulinent de partout, l'humidité qui rend mal à l'aise, les sous-sols inondés, vivier de maladies, de rats et de moustiques.

Les familles habitant les niveaux inférieurs, notamment, celles ayant squatté les anciens locaux de Souk El Fellah, sont les premières à être exposées à cette catastrophe sanitaire. Pour avoir une idée de l'ampleur de ces ordures qui peuvent être accumulées, en 2008, une opération de vo-



lontariat menée par une association locale avait permis l'enlèvement de 800 tonnes de détritus. A rappeler que cette gigantesque construction, datant de l'ère coloniale, est passée après l'indépendance, sous la main des biens-vacants, où des ailes ont été affectées aux agents de l'ex-RTA, dont le siège et les antennes de transmission diffusaient à partir de ces tours et d'autres ailes à la défunte DNC. Il y avait même des coopérants techniques étrangers qui y habitaient.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Fatha



savent pas ou feignent de ne pas savoir que la représentativité est la douloureuse charge de servir les autres et que la responsabilité de faire la courte échelle à une population tout entière nécessite la hauteur d'âme des anges et l'humilité des prophètes pour que l'histoire soit reconnaissante des services et des bienfaits rendus.

Tous et tout le monde faisaient tout et disaient tout sur les impératifs de changement, et chacun priait les bras tendus vers le ciel, affinant le « amiiiiine » bourré d'arrière-pensées. Mais une chose est cependant certaine: nul n'était bien dans sa peau et l'emportement excessif de chacun, qui tend à devenir notre caractéristique dominante, est un des symptômes de notre déchirure individuelle et collective. Pauvres de nous, artificiels et vulnérables, à l'image des prix du pétrole et des «embraboussades» qui changent de look !

Il y avait là le commerçant qui croit dur comme fer que commercer c'est surtout transformer sa bonne conscience en attestation de mœurs de bonne honorabilité, à l'afficher sur sa djellaba blanche, pour que les tiroirs-caisses résonnent au rythme des magouilles de l'arrière-boutique où l'on peut vendre n'importe quoi et à n'importe quel prix. Ou acheter n'importe quel contrôleur. Il y avait ici encore l'artiste beau parleur qui pense mordicus que la phraséologie est cette langue-épée aiguisée qui planifie les parcours sur les mers pour ouvrir la voie du bonheur et de la satiété grâce au madih politique. Au soutien critique. A la langue de bois taillée comme des pipes sur bois d'ébène, «d'ébène-ammi», bien entendu. Il y avait les faiseurs d'opinion, colporteurs de rumeurs. Les peintres blanchisseurs d'argent. Il y avait là, enfin, les représentants d'eux-mêmes qui ne

RELIZANE

Les directeurs des collèges mécontents

Mahi Ahmed

Le Comité de wilaya des directeurs de collèges présidé par Bouchiba Menaouer n'a, semble-t-il pas, apprécié les conditions dans lesquelles s'est effectuée la rentrée scolaire 2016/2017. L'instance des DEM a dressé un tableau peu reluisant de cette reprise, en évoquant pas mal de carences, ayant perturbé le climat général de cette rentrée. Le communiqué rendu public indique un mouvement continu du personnel, particulièrement, celui des enseignants, les transferts abusifs accordés sans le consentement des directeurs. Ces derniers reprochent aux responsables de la direction de l'Education

les prises de position unilatérales et l'ignorance des différents rapports sans compter les obstacles dressés pour limiter leur champ d'action et surtout l'ingérence dans leurs prérogatives dans la gestion de leurs établissements respectifs.

Le Comité des directeurs des CEM se dit favorable à la stabilité des établissements afin de créer le climat propice permettant aux élèves une scolarité exemplaire, sans entraves. Et l'on fait appel, d'autre part, à plus de dynamique dans les différents services de l'Académie, à la révision de la carte pédagogique et à combler le déficit en matière d'adjoints d'Education et d'ouvriers professionnels pour assurer le bon fonctionnement

des collèges, notamment les cantines scolaires dont certaines servent des repas froids à cause d'un manque criard de travailleurs qualifiés.

Par ailleurs, les DEM demandent à la directrice de l'Education l'application stricte de l'arrêté ministériel 122/2000 relatif aux logements de fonction. Sur un autre registre, une source d'information, digne de foi, indique que le lycée Benadda Benaouda, premier lycée de la wilaya qui a ouvert ses portes au début des années 70, manque d'ouvriers professionnels. Deux femmes de ménage seulement activent pour le nettoyage de 20 classes pédagogiques, les laboratoires, la salle des professeurs, deux cours et les sanitaires.

ZEMMOURA

Sidi Lazreg et Kenanda réclament plus de commodités

Les habitants de la commune de Sidi Lazreg et ceux de l'agglomération de Kenanda relevant de la daïra de Zemmoura dans la wilaya de Relizane dénoncent avec vigueur l'absence de l'éclairage public, ce qui a favorisé les actes de criminalité, les agressions, les vols et d'autres fléaux qui nuisent à la quiétude des citoyens notamment les débits de boissons d'où les veillées arrosées et la consommation de la drogue sous toutes ses formes. Les riverains réclament plus de commodités pour améliorer leur cadre de vie à l'instar des routes

devenues dégradées, du raccordement au réseau du gaz de ville, des lieux de loisirs, des espaces verts, un réseau d'internet et le transport scolaire. Selon une source d'information municipale, une enveloppe financière de l'ordre de 800 millions de centimes partagée équitablement entre la commune de Sidi Lazreg et le groupement d'habitants de Kenanda et réservée à l'électrification rurale attend l'accord des autorités de la wilaya pour être effective et utilisable pour un projet dans ce sens. Pour le transport scolaire, notre source d'in-

formation ajoutera que deux bus mis à la disposition des lycéens des deux localités restent insuffisants pour les transporter au lycée de la ville voisine de Mendès. Les autorités compétentes sont interpellées dans ce contexte afin d'améliorer la situation. Le cas de l'état des routes demeure posé en dépit de quelques opérations d'aménagement ayant touché quelques-unes d'entre elles. L'on indique enfin que le projet de raccordement de la population au réseau du gaz naturel vient d'être relancé après des mois d'arrêt des travaux. **M. A.**

AÏN TÉMOUCHENT

La pêche de l'espadon fermée pendant deux mois

Mohamed Bensafi

La pêche à l'espadon est interdite de la période allant du 01 octobre au 30 novembre. Publié au JO n°31 du 16 juin 2013, l'arrêté du 10 Rajab 1434 correspondant au 20 mai 2013, modifiant l'arrêté du 23 Chaoual 1432 correspondant au 21 septembre 2011, fixant la période de fermeture de la pêche à l'espadon dans les eaux sous juridiction nationale, chaque année, pendant la période du 15 février au 15 mars et la période allant du 1er octobre au 30 novembre. Cette décision répond au respect de la période biologique de cette espèce de poisson pour lui permettre de se reproduire, en protégeant les œufs et faire respecter la taille marchande de l'animal capturé. L'espadon est protégé, et toute infraction sera sanctionnée. Car, la surexploitation des ressources halieutiques risque de détruire cette richesse naturelle dont jouit le littoral national.

L'espadon, poisson ovipare, atteint sa maturité sexuelle entre 5 et 6 ans. Sa reproduction s'effectue sur une période allant de mars à juillet, quand la température de l'eau atteint les 22 °C. Les



engins de pêche utilisés pour la pêche à l'espadon sont interdits durant cette période au niveau de tous les ports, plages et abris de pêche. Des campagnes de sensibilisation sont organisées régulièrement par la direction de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya d'Aïn Témouchent pour le respect de cette période d'interdiction de cette espèce. A Aïn Témouchent aussi, toutes les antennes de pêche des ports de pêche de la wilaya sont tenues à refuser toute autorisation de commercialisation de ce type d'espèce.

L'adhésion de l'Algérie à la Commission internationale de conservation du thon (ICCAT) relative à la protection des grands migrateurs halieutiques (GMH) la pousse davantage à protéger ses espèces halieutiques pour leur permettre un repos biologique en appliquant au mieux la réglementation de la pêche, notamment celle relative au thon rouge et à l'espadon, qui est soumise au dispositif de gestion de cette organisation. Ainsi, l'espadon aura tout le temps de se reproduire et de devenir plus grand.

Un cadavre découvert dans un appartement

M. B.

Avant-hier, un cadavre à l'état squelettique a été découvert à l'intérieur d'un appartement situé au 4^{ème} étage d'un bâtiment de la cité des 1.000 logements à Aïn-Temouchent, a indiqué

notre source. Il s'agit d'un homme, la soixante, retraité de son état, habitant seul et qui n'aurait pas donné signe de vie depuis environ deux années. L'état de décomposition révèle que la mort remonte à plusieurs mois. Selon notre source encore, la victime était envelop-

pée d'une couverture, ce qui laisserait supposer que la victime est décédée en plein sommeil probablement aussi en période hibernale. Les services de la Police judiciaire ont été chargés de mener une enquête sur cette affaire qui a secoué toute la cité.

SIG

Un présumé auteur d'un crime arrêté

Mohamed Belkecir

Les enquêteurs de la Brigade de police judiciaire relevant de la Sûreté de daïra de Sig sont parvenus, en ce début du mois, à arrêter un individu, âgé de 23 ans, impliqué dans un homicide dont a été victime une jeune âgée de 19 ans. Les faits remontent à la fin de la semaine, lorsque la permanence de ce commissariat a enregistré un appel d'admission au service d'urgences médicales de l'Etablissement hospita-

lier d'une personne blessée à la cuisine. Les éléments de la police se sont alors rendus sur les lieux où il s'est avéré que la victime venait de rendre l'âme. Une enquête a alors été ouverte par les inspecteurs de la Sûreté de daïra pour élucider l'affaire. Ils ont ainsi réussi, en un temps record, à arrêter le suspect qui a été soumis à la fouille au corps, ce qui a permis de mettre la main sur l'arme du crime qui se trouvait en sa possession à savoir une arme blanche. Le mis en cause a alors été conduit dans les

locaux de la police pour enquête. Il s'est avéré que les faits ont eu lieu, suite à une dispute entre l'auteur et sa victime. Le mis en cause avait une arme blanche (couteau) en sa possession, à l'aide de laquelle il a asséné des coups à la victime sur toute la jambe. Ce dernier a été transféré à l'hôpital où il a succombé des suites de ses blessures graves. Une procédure judiciaire a été instruite contre le suspect qui a été présenté devant le parquet du tribunal de Sig qui l'a placé en détention.

EL-BAYADH

5.518 appels au numéro vert de la police en un semestre

Hadj Mostefaoui

Les éléments de la police relevant de la brigade judiciaire et ceux chargés de la voie publique ne sont pas restés les bras croisés au cours du semestre écoulé puisque ils ont gardé tout au long de cette période l'œil vif et alerte et le bilan semestriel de l'exercice 2016, dressé récemment par M. Mouloud Mehailia, commissaire divisionnaire, chef de la sûreté de wilaya, lors d'une récente rencontre avec les représentants locaux de la presse écrite et parlée, est plus que convaincant. Selon notre interlocuteur, pas moins de 410 comprimés et 1,490 kg de cannabis ont été saisis sur des individus impliqués dans une trentaine d'affaires traitées dans le cadre de lutte contre les stupéfiants contre 5 kg de ce même produit prohibé et la saisie d'une quantité de 50.618 bouteilles de vin, selon le bilan établi à la fin de l'année 2015. D'autre part, au cours de cette période, 4 fusils de chasse, un pistolet automatique et 30 coupures en faux billets de 2.000 DA ont été saisis lors d'une série de perquisitions effectuées en différents endroits et locaux commerciaux suspects de la ville à la suite d'informations fiables recueillies. Parmi les affaires les plus saillantes qui ont connu un dénouement heureux, signalons l'arrestation d'un corbeau qui menaçait un père de famille de l'enlèvement de son fils contre la remise d'une importante rançon de 50 millions de

cts. A l'issue d'une longue et minutieuse enquête, ce sinistre individu qui a été pris dans son propre piège a été neutralisé et mis hors d'état de nuire par les policiers. Le numéro vert n'est pas resté inactif, d'autant plus qu'il a pu recueillir 5518 appels. En matière de sécurité publique, les éléments chargés de la voie publique ont saisi 3,5 quintaux de viandes rouges, impropres à la consommation et non estampillées par les services vétérinaires, fruit de 6 affaires traitées portant sur l'abattage clandestin d'ovins. De véreux bouchers et éleveurs de la région ont trouvé l'astuce qui consiste à faire de cette activité frauduleuse une activité nocturne, loin des regards indiscrets ne sachant pas que les policiers et brigades mobiles mécanisées ratissaient sans répit toutes les rues de la ville jusqu'à l'aube. Au cours de ces six mois précédents, on a enregistré 116 accidents de la circulation en milieu urbain qui se sont soldés par 111 personnes blessées et 2 décès ainsi que 2.227 affaires liées aux infractions au code de la route, soit une légère baisse dans la moyenne semestrielle.

De son côté, la police de l'environnement a pu noter 15 autres affaires concernant des entorses à la législation en matière d'urbanisme pour défaut de détention d'autorisation d'ouverture de chantier de construction en milieu urbain, de dépôt de gravats sur la voie publique et de décharges sauvages sur les espaces publics.

TLEMSEN

La CNAS proroge les délais des cotisations des employeurs

Fixé initialement au 31 mars, le délai de régularisation des cotisations antérieures à la CNAS a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2016. La prolongation du délai d'octroi d'échéanciers de paiement dans le cadre de l'article 57 de la Loi des finances complémentaire pour l'année 2015, a été accordée au regard du nombre important d'employeurs qui ont exprimé le souhait que cette mesure soit reconduite pour leur permettre de régulariser leur situation et celle de leurs salariés vis-à-vis de la CNAS. Ainsi, la sous-direction du recouvrement de l'Agence de Tlemcen, a mobilisé tous ses services pour la facilitation de l'accueil et la bonne prise en charge de tous les employeurs de la wilaya qui désirent se mettre en conformité vis-à-vis de la réglementation de sécurité sociale.

Un homme retrouvé pendu à son domicile à Maghnia

Macabre découverte pour une épouse de la cité 'Emir Abdelkader' au centre-ville de Maghnia. Ce dimanche, elle a découvert son époux, âgé de 44 ans pendu, selon la chargée de la cellule de la communication de la protection civile de Tlemcen, Abboudi Djamilia. A l'arrivée des éléments de la protection civile de Maghnia, la victime était en arrêt cardio-respiratoire. Son décès a été déclaré sur place. Une enquête a été ouverte par la police de Maghnia.

Un jeune déchiqeté par le train des voyageurs

Un jeune âgé de 35 ans a été mortellement percuté ce dimanche, par le train de voyageurs reliant Tlemcen à Maghnia, à Sidi El-Haloui, à Tlemcen, selon la chargée de la communication de la direction de la protection civile de Tlemcen. Le corps déchiqeté sur la voie, la victime était méconnaissable.

Les éléments de la protection civile immédiatement dépêchés sur les lieux ont transféré la dépouille vers la morgue du CHU Tidjini Damerdji de Tlemcen. Une enquête a été ouverte par les services de la Sûreté de la wilaya de Tlemcen pour déterminer les circonstances exactes du drame. **Khaled Boumediene**

CHLEF

Des faux billets saisis

Abbad Miloud

La police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Chlef ont diligé une enquête, sur la base d'informations, regroupées, ce qui lui a permis l'interpellation d'une bande composée de 3 personnes dont l'âge est de 30 à 40 ans, de différentes nationalités africaines, spécialisées dans l'escroquerie et la

fausse monnaie. Les policiers ont saisi, également, du matériel servant à la falsification de faux billets de monnaie, des cartes d'identité consulaires ainsi qu'une quantité importante de faux billets.

Tous les mis en cause ont été présentés, ce dimanche, devant le procureur de la République près le Tribunal de Chlef, qui les a placés en détention préventive.

Apple, Bruxelles et la malheureuse souveraineté de l'Irlande

ATHÈNES – Profondément attachés à l'Europe, les Irlandais sont pourtant sérieusement malmenés par l'Union européenne.



PAR YANIS VAROUFAKIS

Ancien ministre des Finances de la Grèce, est professeur d'économie à l'Université d'Athènes

Lorsque les électeurs irlandais ont rejeté le traité de Lisbonne en 2008, l'UE leur a imposé de voter à nouveau, jusqu'à ce qu'ils se prononcent en faveur de la «bonne» décision. Un an plus tard, au moment où l'implosion des banques irlandaises privées menaçait de provoquer de sérieuses pertes pour les créanciers privés du pays (principalement allemands), Jean-Claude Trichet, alors président de la Banque centrale européenne, a immédiatement «informé» le gouvernement irlandais que le BCE fermerait les distributeurs de billets sur l'île d'émeraude à moins que les contribuables irlandais, non avertis, indemnisent les banques allemandes.

Contrainte d'acquiescer, l'Irlande a vu sa dette publique exploser, et ses citoyens s'expatrier à nouveau, ce qui a provoqué dans le pays un affaiblissement et une morosité qui demeurent d'actualité. L'UE refusant encore à ce jour de procéder à l'allègement significatif d'une dette injustement supportée par la jeune génération, les Irlandais restent convaincus, et à juste titre, que l'UE a bel et bien violé leur souveraineté au nom de banquiers étrangers.

Face à la déflation de la dette qui en a résulté, le principal atout de l'Irlande a résidé dans sa capacité à attirer des géants technologiques américains, à travers une proposition combinant droit de l'UE, main-d'œuvre anglophone suffisamment formée, et impôt sur les sociétés de 12,5 %. Bien que l'arrivée de sociétés écrans liées à des conglomérats technologiques mondiaux n'ait que peu impacté favorablement les revenus de la plupart des ménages du pays, l'establishment irlandais est fier des liens créés avec des sociétés comme Apple. Mais voici que la Commission européenne vient mettre en péril cette relation particulière entre le gouvernement et Apple, en imposant à l'Irlande d'exiger d'Apple le remboursement de 13 milliards • d'avantages fiscaux.

Doit-on considérer cette récente intervention de la Commission comme un nouvel exemple de maltraitance de la part d'une UE qui n'aurait que faire de la souveraineté de l'Irlande ? La comparaison de l'intervention de Trichet en 2009 et de l'actuel affrontement autour du cas Apple fournit d'importants enseignements au-delà de l'Irlande, et au-delà même de l'Europe.

Dans les premières années d'existence de la zone euro, il émanait des institutions financières allemandes un véritable torrent de capitaux en direction des banques commerciales irlandaises, lesquelles prêtaient ensuite à des promoteurs immobiliers. La bulle immobilière ainsi créée a donné naissance à des ouvrages beaucoup plus coûteux que véritablement utiles au sein du quartier financier de Dublin, à d'innombrables rangées d'immeubles d'appartements plantés au milieu de nulle part, ainsi qu'à une montagne de dettes hypothécaires. Lorsque cette

bulle a éclaté après 2008, le prix des terrains s'est effondré, les créances sont devenues irrécouvrables, et les banques irlandaises privées ont fait faillite.

La BCE, dans un affront comparable au comportement des Britanniques pendant la Grande Famine de 1845-1852, a intimé au gouvernement d'invoquer la «stabilité financière» pour contraindre les citoyens irlandais les moins fortunés à rembourser chaque euro dû par les banques privées en difficulté aux créanciers allemands. Cette notion de stabilité financière constituait bien entendu un écran de fumée : les contribuables ont été contraints de rembourser jusqu'aux dettes de certaines banques qui avaient d'ores et déjà mis la clé sous la porte (et qui étaient par conséquent devenues insignifiantes sur le plan systémique).

Les origines de l'accord conclu avec Apple remontent par ailleurs à une période antérieure à la création de la BCE. Lors d'un déplacement en 1980, Steve Jobs découvre une Irlande déterminée à échapper au sous-développement. Apple créera au bout du compte 6 000 emplois dans le pays, en échange d'un accord fiscal de faveur permettant à l'entreprise d'éviter une imposition sur ses bénéfices européens, grâce à l'enregistrement de ces bénéfices en Irlande. À ce jour, les fruits de la vente de chaque iPhone vendu à Paris ou à Stockholm (nets des coûts de production des assembleurs chinois) reviennent à la filiale irlandaise d'Apple, Apple Sales International (ASI). En vertu de l'accord initialement conclu entre Apple et l'Irlande, ASI ne verse qu'un impôt dérisoire sur ces bénéfices, exonérés d'un impôt sur les sociétés, déjà extrêmement faible, de 12,5 %.

Cet accord implique également que les autorités fiscales américaines de l'IRS, habituellement vigilantes, jouent volontiers le jeu. Les bénéfices d'ASI proviennent des droits de propriété intellectuelle (PI) d'Apple, qui reposent sur des travaux de recherche et développement exclusivement menés aux États-Unis (et pour la plupart soutenus par des financements publics fédéraux). En principe, ces bénéfices devraient par conséquent faire l'objet d'une imposition aux États-Unis.

Curieusement, l'IRS choisit de ne pas exiger d'Apple le paiement d'un impôt sur ses bénéfices liés aux rendements de sa PI basée en Amérique. Au lieu de cela, Apple exige d'ASI le versement de frais symboliques en échange de la possibilité de tirer profit des droits de PI d'Apple, concernant lesquels le géant américain ne verse lui-même à l'IRS qu'une taxe insignifiante. Dans le même temps, ASI est autorisée à conserver en terres irlandaises des bénéfices représentant près de deux tiers du chiffre d'affaires issu de la vente de chaque produit Apple vendu en dehors des États-Unis. C'est ainsi qu'Apple a pu amasser pour quelque 230 milliards \$ de réserves de liquidités non imposées.

Contrairement à la situation de 2009, le gouvernement irlandais proteste aujourd'hui contre la récente décision des autorités de l'UE concernant Apple, faisant valoir le principe selon lequel la politique fiscale relèverait de la seule compétence des gouvernements nationaux, et non de l'UE. Dans une récente lettre conjointe adressée à la chancelière allemande Angela Merkel et aux 27 autres gouvernements nationaux de l'UE, 158 PDG américains considèrent que l'UE est une fois de plus allée trop loin, et qu'elle risque d'infliger une «blessure volontaire» à l'économie de l'Irlande ainsi qu'à celle de l'Europe toute

entière. Or, ces chefs d'entreprise ont tort : la question n'est pas celle de la souveraineté de l'Irlande. Apple ne se serait jamais implantée en Irlande si l'UE ne bénéficiait pas d'un marché unique, c'est-à-dire d'un bien commun qui exige des règles communes. Or, l'une de ces règles impose que les gouvernements ne puissent concéder à certaines entreprises des faveurs dont les autres sociétés ne peuvent bénéficier.

Imaginez par exemple que le gouvernement grec cherche à attirer 6 000 nouveaux emplois au sein de son économie dévastée, et qu'il propose pour cela à Apple une subvention annuelle de 110 000 • par emploi, soit un total de 660 millions •. En vingt ans, cette subvention totale représenterait un peu plus de 13 milliards •. Si l'UE permettait à la Grèce de conclure un tel accord avec Apple, les autres membres de l'UE, y compris l'Irlande, ne tarderaient pas à se révolter.

Imaginons encore que le gouvernement grec propose de lever tout impôt sur les sociétés pendant 20 ans concernant l'ensemble des bénéfices réalisés par Apple dans le reste de l'UE mais comptabilisés à Athènes – disons 13 milliards •. La Commission européenne, aux fins de la préservation des biens communs européens, aurait pour devoir d'exiger de la Grèce qu'elle recouvre immédiatement ces 13 milliards • – et c'est précisément ce qu'elle exige aujourd'hui de l'Irlande.

Chaque fois que l'UE se comporte en usurpateur colonial, comme cela a été le cas en 2009, elle met à mal la légitimité de ses bonnes politiques, et renforce l'«Internationale nationaliste» xénophobe et anti-européenne. Dès lors, les seuls à en tirer parti en Europe, pour le plus grand bonheur de Vladimir Poutine et de Donald Trump, ne sont autres que les isolationnistes partisans du Brexit, l'extrême droite de l'Alternative pour l'Allemagne, le Front national français, ainsi que les gouvernements autoritaires de Pologne, de Hongrie, de Croatie et d'ailleurs.

La leçon à tirer de cette comparaison entre d'une part l'intervention de Trichet en 2009 et d'autre part la position actuelle de la Commission européenne concernant le cas Apple est simple : le véritable ennemi des Européens n'est autre que le comportement de cavalier seul auquel peut se livrer une minorité sur le dos de la majorité. Sans la présence d'institutions communes, les Européens ne peuvent être défendus contre ces pratiques antisociales d'exploitation que les grandes entreprises et leurs agents politiques nous présentent comme du bon sens économique.

Trichet a mis à mal la souveraineté de l'Irlande dans le but de faciliter ce comportement de cavalier seul de la part des banquiers allemands, au détriment des contribuables irlandais. Il s'agirait désormais pour la BCE de se racheter, en prenant à sa charge une partie de la dette publique de l'Irlande. Pour autant, l'UE ne saurait permettre à l'Irlande d'abuser des biens communs européens en proposant à Apple un deal impossible pour les autres États membres. La juste réponse à apporter aux injustices du passé consiste à recréer de la souveraineté au sein d'une Europe dans laquelle les puissants – qu'il s'agisse des banquiers allemands ou des concepteurs américains de smartphone – ne sauraient prendre pour proie les plus faibles.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

La direction européenne est en crise

BRUXELLES – La liste des crises qui secouent l'Union européenne ne cesse de s'allonger. Mais au-delà du vote pour le Brexit au Royaume-Uni, de l'imbroglio autour du tribunal constitutionnel polonais, de l'expansionnisme russe, des migrants et des réfugiés et de la résurgence des nationalismes, la plus grande menace pesant sur l'UE vient de l'intérieur : une crise de sa direction politique qui paralyse ses institutions.



PAR GUY VERHOFSTADT

Ancien Premier ministre belge, préside le groupe Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe (ALDE) au Parlement européen

Comme pour le prouver, les dirigeants des États membres se sont récemment réunis à Bratislava, en Slovaquie (à l'exception de la Première ministre britannique, Theresa May), dans l'espoir de démontrer leur solidarité et de relancer le processus de réformes d'après-Brexit. Les participants ont fait quelques progrès vers la création d'une Union européenne de la défense, qui serait la bienvenue, et vers la reconnaissance des défauts du cadre organisationnel actuel, qui n'est plus viable. En revanche, il fut peu question de réforme institutionnelle ou économique de quelque importance.

S'il en était besoin, le refus du Premier ministre italien Matteo Renzi d'apparaître, en conclusion du sommet, à la conférence de presse donnée conjointement par le président français François Hollande et la chancelière allemande Angela Merkel confirme les craintes qu'une direction à la dérive alimente un dysfonctionnement institutionnel. Un sommet censé afficher l'unité ne révèle que des dissensions plus vives.

Les dirigeants de l'UE, face à cet ultime échec,

doivent prendre leurs responsabilités. Tout d'abord, ils doivent en finir avec les déclarations creuses. L'impuissance institutionnelle de l'UE saute aux yeux, et surtout à ceux de ses ennemis. Or elle est aujourd'hui placée devant un choix difficile : un bond en avant vers l'unification ou son inévitable désintégration.

Peu d'Européens acceptent ce choix. Nombreux sont les responsables politiques qui craignent de payer un trop lourd tribut sur le plan intérieur s'ils défendent un programme de réformes de l'UE. Il serait, à les en croire, irresponsable de plaider, dans le climat actuel, pour une intégration renforcée, et l'UE devrait plutôt s'efforcer d'en faire moins, mais mieux. Ce n'est qu'un faux compromis : l'UE pourrait tout à fait construire un modèle de gouvernance économique plus intégré, pour augmenter les investissements et créer de l'emploi, tout en simplifiant son fonctionnement, de sorte qu'elle réponde aux critiques généralisées contre sa bureaucratie et ses anomalies.

Peu de dirigeants européens semblent comprendre que le véritable risque, pour l'UE – mais aussi pour leur propre avenir politique –, est dans le *statu quo*. D'autant qu'avec les rouées qu'infligent dans les sondages les mouvements populistes aux partis traditionnels, le créneau favorable pour de vrais changements est en train de se refermer.

Il ne doit pas en être ainsi. Trop de dirigeants reprennent, même du bout des lèvres, les refrains nationalistes ou populistes entendu chez eux dans l'espoir chimérique de se maintenir dans les sondages, alors qu'ils devraient faire preuve d'une vraie autorité et se battre pour le bien commun.

Les prochaines élections nationales en France et en Allemagne donneront le ton de ce que sera la direction de l'Europe dans les années à venir. Lors des récentes élections régionales allemandes, l'Union chrétienne démocrate (CDU) de Mme Merkel et son partenaire de gouvernement, le Parti social-démocrate (SPD), ont enregistré des pertes importantes, qui pourraient signifier que la grande coalition au pouvoir aujourd'hui est en danger. Pendant ce temps, la popularité du parti d'extrême-droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) continue de croître.

Merkel a deux possibilités : elle peut se droïtiser comme l'a fait l'ancien président français Nicolas Sarkozy lors de sa dernière tentative de réélection, ou elle peut se battre pour tenir le centre en s'attaquant frontalement aux arguments simplistes de l'AfD. Le choix est clair : elle doit faire face et combattre, tout en proposant une vision nouvelle pour moderniser l'UE.

S'ils veulent vaincre le populisme, les dirigeants devront se pencher sur ceux que la mondialisation laisse à la traîne, mais aussi en finir avec le mythe d'une solution rapide ou d'un retour en arrière. Contrairement à ce que prétendent les populistes, le protectionnisme ne réduira pas le chômage des jeunes ou les inégalités de revenus. Si les pays de l'UE rejettent les accords commerciaux actuellement en cours de négociation ou d'agrément, notamment le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI-TTIP) avec les États-Unis et l'Accord économique et commercial global (AECG-CETA) avec le Canada, la part de l'UE dans le commerce mondial diminuera

et l'économie européenne en souffrira.

De même, si la zone euro ne parvient pas à une intégration plus étroite en renforçant ses structures de gouvernance économique, la crise financière que connaît aujourd'hui l'Europe se poursuivra inéluctablement, freinant la mobilité sociale et sapant la justice sociale. Il est grand temps que les dirigeants de l'UE fassent valoir ces arguments avec plus d'efficacité.

La crise financière de 2008 a ouvert en Occident un conflit qui n'a cessé de s'étendre. De bataille pour la responsabilité politique et les réformes, il s'est mué en un choc entre deux conceptions de la société, ouverte ou fermée, entre le consensus global et des politiques qui fonctionnent encore au niveau national, local, ou même tribal.

Si l'UE veut calmer la révolte contre la mondialisation, le libre-échange et la société ouverte, il lui faut plus de dirigeants et moins de gestionnaires. Les dirigeants européens, franchement, ont mieux à faire que de rejeter sur les institutions de l'UE, les accords commerciaux encore dans les limbes ou les réfugiés, la faute de leur propre incapacité à endiguer le chômage et à réduire les inégalités.

Le manuel de gestion de crise de l'UE est pris en défaut. Nous pouvons nous cacher la tête dans le sable tandis que meurt doucement le projet européen, mais nous pouvons aussi nous servir de cette crise pour le relancer, le réformer, le faire renaître.

Là encore, le bon choix ne laisse guère de doutes : les dirigeants de l'UE doivent proposer aux Européens un nouveau contrat social, fondé sur la conviction que les craintes légitimes de leurs concitoyens face à la mondialisation doivent trouver une réponse européenne, solidaire et progressiste.

L'UE, et seule l'UE, qui a été l'une des grandes forces de la mondialisation, a le pouvoir d'en maîtriser les conséquences. Les dirigeants européens doivent expliquer à leurs électeurs pourquoi le nationalisme en est incapable.

Traduction François Boisivon

Arrêter la guerre contre les enfants

LONDRES – Il y a vingt ans ce mois-ci, l'Assemblée générale des Nations Unies recevait un rapport de l'ancienne ministre de l'Éducation du Mozambique Graça Machel, qui détaillait les effets des conflits armés sur les enfants. En apportant les preuves d'un modèle d'attaques systématiques et ciblées, notamment par le meurtre, le viol et l'enrôlement forcé dans des groupes armés, Machel concluait : « Voici un espace dépourvu des valeurs humaines les plus élémentaires... Il nous semble que l'humanité aura bien du mal à tomber plus bas. »



PAR KEVIN WATKINS

PDG de Save the Children UK

Machel avait tort. Une génération plus tard, l'humanité n'a pas encore touché le fond de la dépravation morale. Les enfants vivant dans des zones de conflit sont la cible de violences à une échelle sans précédent et le système complexe de dispositions des droits de l'homme des Nations Unies pour les protéger est violé impunément.

Pour le vingtième anniversaire du rapport Machel, la communauté internationale doit mettre un point final à la guerre contre les enfants.

Cette guerre est multiforme. Dans certains cas, les enfants sont des cibles de première ligne. Viol, mariage forcé, esclavage et enlèvement sont devenus des tactiques classiques pour des groupes comme l'État islamique en Irak et en Syrie, pour Boko Haram dans le Nord du Nigeria et pour leurs homologues en Afghanistan, au Pakistan et en Somalie. Tuer des enfants qui vont à l'école est considéré comme une stratégie militaire légitime.

Dans d'autres cas, les enfants sont attaqués aussi bien par des acteurs étatiques que non étatiques. Au Sud-Soudan, depuis que le conflit a éclaté en 2013, les forces gouvernementales et rebelles ont tué, violé et recruté des enfants dans les groupes armés. Les attaques sont si brutales, systématiques et généralisées qu'il semble très probable qu'elles soient mises à exécution au plus haut niveau politique. En effet, selon un rapport du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies publié cette année, les forces gouvernementales sud-soudanaises ont été fortement impliquées dans ces activités, ce qui peut expliquer pourquoi personne n'a été tenu responsable de l'assassi-



nat en mai 2015 de 130 enfants dans l'État d'Unity.

Les enfants font également l'objet de dommages indirects, qui découlent de l'érosion incessante des lois et des normes visant à protéger les civils dans les zones de conflit. En Syrie, les enfants vivant à Alep, à Homs et dans d'autres villes ont subi des bombardements par barils d'explosifs et ont été gazés par les forces gouvernementales, qui agissent au mépris du droit international. Le caractère sacré des écoles et des centres de santé est resté lettre morte : plus de 25 % de toutes les écoles en Syrie ont été détruites ou contraintes de fermer.

Pour les dirigeants politiques d'Arabie Saoudite, la Convention de Genève, le pilier juridique de la protection des civils, n'a pas la moindre importance. En août dernier, un raid aérien saoudien sur une banlieue de Saada, au Yémen, a frappé une école et a tué dix enfants. Ceci n'a été qu'un simple épisode d'une tendance plus large d'attaques contre des écoles, des centres de santé et des marchés. Au cours de l'année dernière, la coalition dirigée par l'Arabie au Yémen a frappé quatre établissements de santé soutenus par l'ONG Médecins Sans Frontières.

La violence actuelle contre les enfants est sans com-

mune mesure avec ce que Machel envisageait il y a deux décennies. Suite à ses recommandations, en 1997 l'Assemblée générale a créé un poste de Représentant spécial pour les enfants et les conflits armés, pour identifier et rapporter au Secrétaire général et au Conseil de sécurité les parties en conflit responsables de violations continues et flagrantes.

Le représentant spécial surveille six types de violations des droits de l'enfant : meurtres et mutilations, violences sexuelles, recrutement militaire, attaques contre les écoles et les centres de santé, enlèvements et refus d'accès humanitaire. Chacune d'elles est interdite par le droit international, notamment par la Convention de Genève de 1949, qui exige que les parties en conflit protègent les civils et de maintiennent un libre accès à l'accès humanitaire et par la Convention des droits de l'enfant, le traité sur les droits de l'homme le plus largement ratifié dans le monde, qui énumère une liste complète des droits de l'enfant.

La violence contre les enfants persiste non pas à cause d'un déficit de droits, mais à cause de ce qu'Eva Svoboda, de l'Institut de Développement d'Outremer, décrit comme une crise de conformité. La communauté internationale ne parvient pas à fai-

re respecter les lois, normes et règles qui définissent les normes établies. Pour parler sans détours, tuer, mutiler et terroriser les enfants est devenue une entreprise sans frais.

La crise de conformité commence au sommet du système des Nations Unies et redescend d'abord au niveau du Conseil de sécurité, puis vers l'Assemblée générale et les gouvernements membres.

Voyez par exemple la campagne saoudienne au Yémen. Cette année, l'Arabie saoudite a été mise sur la « liste de la honte » par le Secrétaire général des Nations Unies, pour avoir bombardé des cibles civiles yéménites et pour avoir tué des enfants. En juin toutefois, l'Arabie saoudite a été retirée de la liste suite à un lobbying intensif de la part du gouvernement saoudien et de ses alliés américains et européens qui lui fournissent des armes. Quelles que soient les intentions de ces alliés, le signal qu'ils envoient est clair : la protection de ventes d'armes lucratives a la priorité sur la protection des droits des enfants.

Le cycle sans fin de rapports sur les violations des droits de l'enfant court le risque de devenir une pantomime. Alors que le bureau du représentant spécial fait un excellent travail pour montrer les attaques contre les enfants (et dans certains cas pour négocier la libération d'enfants soldats), les peines ne correspondent pas aux crimes.

Alors que les dirigeants du monde se réunissent à New York ce mois-ci pour la 71ème Session de l'Assemblée générale, il est temps de réaffirmer les valeurs qui sous-tendent les dispositions de l'ONU relatives aux droits de l'homme. La seule façon de mettre fin à l'impunité des crimes odieux contre les enfants consiste à faire appliquer un véritable principe de responsabilité - et à traduire leurs auteurs en justice.

Au minimum, des institutions comme celles de la Cour Pénale Internationale de La Haye et de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples doivent collaborer beaucoup plus étroitement avec le représentant spécial de l'ONU. Mais le problème est si vaste et si profondément ancré la culture de l'impunité que des initiatives plus audacieuses seront peut-être nécessaires. Face à l'échec des institutions existantes, il est peut-être temps d'en mettre en place une nouvelle : une Cour pénale internationale pour les enfants, habilitée à enquêter et à poursuivre les acteurs étatiques et non étatiques pour des crimes de guerre contre les enfants.

Nous avons collectivement autorisé les droits de l'homme à devenir des tigres de papier non pertinents. Mais s'il existe une cause qui peut rallier un monde divisé, il s'agit sûrement de la protection des enfants dans les zones de guerre.



POUR

Le Quotidien

Lecteur National d'Information D'ORAN

Les évidences du développement durable

BUDAPEST – Les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies pour 2030 se sont notamment fixé la scolarisation de tous les enfants dans l'enseignement primaire, le plein emploi pour tous les adultes et l'éradication de la faim et de la pauvreté. Ce sont de nobles aspirations. Mais leurs coûts sont très élevés. Avons-nous véritablement les moyens de les prendre en charge ?



PAR BJØRN LOMBORG

Directeur du Copenhagen Consensus Center, est professeur adjoint à la Copenhagen Business School

L'OCDE prévoit que la réalisation des 17 ODD, qui regroupent 169 cibles, coûtera annuellement entre 3 300 et 4 500 milliards de dollars – l'équivalent, à peu de chose près, du budget fédéral des États-Unis en 2016, et beaucoup plus que les quelque 132 milliards de dollars dépensés chaque année dans le monde pour l'aide au développement extérieur.

En fait, il faudrait au moins 17 milliards de dépenses annuelles supplémentaires pour garantir un enseignement primaire universel, et une commission intergouvernementale de l'Assemblée générale des Nations unies estime que l'éradication de la pauvreté requerrait, au niveau mondial, 5 000 à 7 000 milliards de dollars d'investissements annuels dans les infrastructures. À la vérité, les estimations varient car personne ne sait exactement combien coûteront les ODD.

Les pays donateurs, quant à eux, ne concéderont probablement pas avant longtemps une augmentation significative de leurs contributions au développement. Au Royaume-Uni, les électeurs veulent revenir, de moitié, sur le niveau jusque-là consenti – 0,7% du PIB – de l'aide extérieure. Aux États-Unis, Donald Trump, le candidat républicain à l'élection présidentielle, déclare que l'État fédéral devrait « cesser d'envoyer des aides extérieures à des pays qui [le] haïssent ». Et en Australie, le gouvernement a d'ores et déjà effectué des coupes claires dans son budget d'aide, parvenu, par rapport au revenu national brut, à un bas historique.

Si nous ne pouvons garantir, pour chacun des ODD, un financement complet, nous devons dépenser du mieux possible l'argent dont nous disposons, et non pas allouer toujours plus à des investissements dont nous savons qu'ils sont peu rentables. Dans



l'éducation, par exemple, les investissements consentis pour réduire la taille des classes et mieux payer les enseignants ne se traduisent pas de façon significative par de meilleurs résultats des élèves.

Autre domaine qui promet plus qu'il ne tient : l'« aide climatique », qui attribue des fonds de développement aux actions entreprises pour atténuer les effets du réchauffement mondial. Trop souvent ces fonds ne servent que des fins cosmétiques – l'image des donateurs qui peuvent se proclamer acquis à la défense de l'environnement – sans concourir à de véritables changements.

Et tandis que prolifèrent les dispositifs d'aide climatique, de nombreux pays dilapident encore des milliards afin de réduire artificiellement le prix de l'essence. En 2014, les dépenses au titre des subventions aux combustibles fossiles ont atteint dans certains pays des montants considérables : entre 20 et 30 milliards de dollars en Chine, en Égypte, au Venezue-

la et en Algérie ; 40 milliards de dollars en Russie et en Inde ; 70 milliards de dollars en Iran et en Arabie saoudite.

Parmi les nombreux ODD liés à l'énergie, l'appel à stopper les subventions aux combustibles fossiles relève de l'évidence. Les économistes du groupe de réflexion que je dirige estiment que chaque dollar soustrait à ces subventions pourrait générer au moins 15 dollars utiles à la société. Mettre un terme à ces subventions réduirait les émissions de CO₂, la pollution de l'air et la congestion du trafic automobile. Cela libérerait surtout des sommes qui seraient alors disponibles pour d'autres domaines comme la santé et l'alimentation, où des mesures simples peuvent avoir, relativement à leur coût, un impact considérable.

Ainsi, alors que le paludisme a tué l'an dernier plus de 400 000 personnes, les moustiquaires imprégnées d'insecticide, qui permettent de se protéger des insectes véhiculant la maladie, sont-elles efficaces pendant deux ou trois ans et il en coûte moins de 10 dollars pour en fabriquer une et la distribuer. En tout, 11 dollars suffisent à éviter un cas de paludisme clinique.

Selon l'agence de notation de l'action philanthropique Givewell, la fondation Against Malaria sauve la vie d'un enfant tous les 3 500 dollars qu'elle dépense, et au Kenya, une étude a même montré qu'il suffisait de 1 000 dollars dépensés dans la distribution de moustiquaires de lit pour éviter la mort d'un enfant. C'est le budget consacré par le salarié américain moyen à sa consommation annuelle de café.

Il suffit d'une faible contribution pour épargner à une personne la fièvre et les douleurs, les maux de têtes, l'état général invalidant, les vomissements et les autres symptômes qui caractérisent le paludisme ; il est ainsi possible, également, d'épargner à la communauté une perte de productivité économique, car les enfants manqueront moins de jours d'école, et les adultes seront moins souvent absents de leur travail. Et cela peut sauver des centaines de milliers de vies. Nos économistes estiment que les investissements nécessaires à une réduction de 50% de l'incidence du paludisme génèrent un rendement de 35 fois

leur valeur en retombées positives pour la société.

Autre action simple et efficace dans le domaine des soins de santé : permettre un meilleur accès à l'aspirine, de sorte que ce médicament puisse être utilisé aux premiers symptômes de la crise cardiaque, afin d'éviter la mort. Le coût par cas traité d'administration systématique de ce médicament bon marché lors d'une visite clinique ou après examen diagnostique confirmant la crise n'est que 13 à 15 dollars, ce qui signifie qu'on peut toucher 75% des populations des pays à bas et moyen revenu pour seulement 3,5 milliards de dollars. Cette somme représente environ un cinquième de celle que le Brésil a dépensé pour accueillir cette année les jeux Olympiques d'été.

De même, des interventions alimentaires les plus simples – notamment auprès des femmes et des nourrissons – peuvent avoir des effets importants sur les personnes comme sur les communautés. Une alimentation suffisante améliore la santé à long terme de l'enfant, les performances scolaires et le niveau de rémunération à l'âge adulte. La nécessité d'investir dans l'alimentation est une autre évidence : des initiatives comme l'iodation du sel ou la supplémentation en fer, en acide folique et en vitamine A ne coûtent annuellement que quelques centimes par bénéficiaire. De même les traitements vermifuges et les vaccinations sont bon marché et efficaces ; le rendement des investissements consentis est élevé.

Certes, nous ne devons pas nous contenter de chercher des compromis pour les ODD, mais nous devons absolument savoir où et comment l'argent est le mieux dépensé. Ce serait formidable si nous pouvions augmenter les financements, mais ce serait une folie de croire que les sommes consacrées à l'aide au développement pourront être multipliées du jour au lendemain, ou que le gigantesque programme de développement des Nations unies, parce qu'il est idéaliste, a les moyens de continuer sur sa lancée. En fait, pour persuader les pays à haut revenu – et leurs contribuables – d'accroître leurs dépenses d'aide au développement, nous devons être plus attentifs aux coûts et aux bénéfices, et reconnaître que toutes les cibles de développement ne se valent pas.

Lorsqu'il nous est possible, pour quelques centimes, de transformer du tout au tout la vie de quelqu'un, nous devrions accepter cette modeste victoire avant de nous lancer dans de grands projets dont les prix sont bien plus élevés et dont le succès n'est pas certain. Lorsque l'argent manque, la richesse provient du sens commun.

Traduction François Boisivon

Le retour de la politique budgétaire

NEW-YORK – Depuis la crise financière mondiale de 2008, les pays développés ont donné priorité à la politique monétaire pour relancer la demande et la croissance et éviter la déflation. Par contre, en raison de déficits budgétaires considérables et du creusement de la dette publique, ils ont largement laissée de côté la politique budgétaire. Nombre de pays ont même appliqué l'austérité pour que leur dette reste soutenable. Huit ans plus tard, le moment est venu de changer d'orientation.



PAR NOURIEL ROUBINI

Président de Roubini Macro Associates et professeur d'économie à l'Université de New York (Stern School of Business, NYU)

Pour stimuler l'économie, les banques centrales n'ont eu d'autre issue que d'appliquer une politique monétaire s'écartant de plus en plus de la voie habituelle. Elles ont commencé par réduire les taux d'intérêt à zéro et elles ont finalement utilisé la communication prospective en s'engageant à maintenir les taux directeurs à zéro sur une période prolongée.

Les unes à la suite des autres, les banques centrales des pays avancés ont mis en œuvre une politique de relâchement monétaire (l'achat massif de titres d'État à long terme de manière à réduire leur rendement). Elles ont aussi acheté des actifs privés afin de réduire le coût du crédit pour le secteur privé. Plus récemment certaines autorités monétaires, notamment la Banque centrale européenne, la Banque du Japon et plusieurs autres banques centrales européennes, ont fixé des taux d'intérêt négatifs.

Ces mesures ont poussé à la hausse le prix des actifs et stimulé la croissance tout en évitant la déflation, mais elles atteignent leurs limites. Des taux directeurs négatifs peuvent nuire à la rentabilité des banques et en conséquence à leur volonté d'étendre le crédit. De même que dans le cas du relâchement monétaire, l'offre de titres d'État pourrait devenir insuffisante ou nulle, ce qui interdirait aux banques centrales de les acheter.

Néanmoins la plupart des économies sont en mauvaise posture. Si la croissance reste bien en deçà de sa valeur potentielle, la politique monétaire pourrait se révéler insuffisante, notamment si les risques extrêmes (économiques, financiers, politiques ou géopolitiques) freinent eux aussi la reprise. Si les banques sont amenées pour une raison ou une autre à restreindre le crédit au secteur privé, la politique monétaire pourrait perdre de son efficacité, devenir inefficace, voire même contre-productive.

Dans un tel contexte la politique budgétaire resterait le seul outil macroéconomique disponible et le seul recours contre la récession. Mais il ne faut pas attendre que les banques centrales soient à cours de munitions et employer l'outil budgétaire dès à présent, et ce pour plusieurs raisons.

Grâce à une austérité certes douloureuse, les déficits et les dettes ont diminué – autrement dit la plupart des pays avancés disposent maintenant d'une marge budgétaire pour relancer la demande. Par ailleurs, les taux d'intérêt proches de zéro décidés par les banques centrales et la monétisa-

tion des dettes en raison du relâchement monétaire devraient intensifier l'effet de la politique budgétaire sur la demande agrégée. Et le rendement des bons du Trésor à long terme étant à des niveaux historiquement bas, les États peuvent dépenser davantage et/ou diminuer la fiscalité tout en finançant le déficit à bon marché.

La plupart des pays avancés doivent restaurer ou remplacer des infrastructures vieillissantes, une forme d'investissement qui rapporte davantage que les bons du Trésor, en particulier aujourd'hui, car le rendement des obligations est des plus faibles. Investir dans les infrastructures publiques augmente non seulement la demande, mais aussi l'offre agrégée, car elles favorisent la productivité et l'efficacité du secteur privé.

Heureusement les pays avancés du G7 seront conduits – ou peut-être ont déjà commencé – à s'appuyer davantage sur la politique budgétaire pour relancer une croissance hésitante, même s'ils s'en tiennent encore à la rhétorique de l'austérité. Au Canada, le gouvernement du Premier ministre Justin Trudeau a annoncé un plan de soutien aux investissements publics. Au Japon, le Premier ministre Shinzo Abe a annulé une hausse de la TVA initialement prévue pour l'année prochaine tout en annonçant des rallonges budgétaires destinées à soutenir les dépenses et à accroître le pouvoir d'achat des ménages.

Au Royaume-Uni, le nouveau gouvernement de Theresa May a renoncé à éliminer le déficit au cours des quatre ou cinq prochaines années. Du

fait du Brexit, son gouvernement a conçu une politique budgétaire expansionniste destinée à stimuler la croissance et à améliorer la situation économique des villes, des régions et des groupes laissés pour compte au cours de la dernière décennie.

La situation évolue aussi dans la zone euro. L'Allemagne va dépenser davantage pour l'accueil des réfugiés, la défense, la sécurité et les infrastructures, tout en réduisant modérément les impôts. La Commission européenne faisant preuve de davantage de flexibilité en termes d'objectifs à atteindre et de plafonds à ne pas dépasser, le reste de la zone euro pourrait utiliser plus efficacement l'outil budgétaire. S'il est appliqué dans sa totalité, le Plan d'investissement de la Commission européenne stimulera l'investissement public dans toute l'UE.

Aux USA, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, la prochaine administration utilisera la politique budgétaire pour stimuler l'économie. Tant Hillary Clinton que Donald Trump sont favorables à une hausse des dépenses de défense, d'infrastructure, et plus généralement des dépenses publiques et à une réforme de l'impôt sur les sociétés. Trump propose un plan de réduction de la fiscalité qui creusera le déficit budgétaire et dont l'effet sur la demande sera probablement faible, car il ne bénéficiera qu'aux plus riches.

La stimulation qui résultera de ces mesures décidées sans aucune coordination par les pays du G7 sera probablement modeste – dans le meilleur des cas 0,5% du PIB pendant quelques années. Pour compenser cette insuffisance on peut donc s'attendre à une hausse des dépenses en faveur des infrastructures publiques. Néanmoins les mesures prises ou envisagées jusqu'à présent vont dans la bonne direction.

Traduit de l'anglais par Patrice Horovitz

CESI ALGERIE
FORMATION ET ACCOMPAGNEMENT

Les Formations courtes Interentreprises programmées à Oran



- Supply chain : Outils et optimisation
- Management de projets
- Elaborer et suivre son budget
- Recouvrement des créances
- La gestion quotidienne des salaires : Aspects administratifs et légaux
- Tenue des stock et inventaire en magasins et entrepôts

du 16 au 19 Octobre
du 16 au 19 Octobre
du 16 au 19 Octobre
du 23 au 25 Octobre
du 06 au 08 Novembre
du 06 au 09 Novembre

+ D'INFOS :
Tél : +213(0) 21 40 55 00
interactif@cesi-algerie.com

Adresse :
Résidence Belle de Jour - Bat C,
Plaza Millénium - Avenue Acimi Smail,
Oran

ALGER ENGIN PARTENAIRES DE CONFIANCE **JCB**

A l'attention de notre aimable clientèle : Nouvelle numérotation téléphonique



Pompe à béton everdigm de 37m à 60m

Direction générale : R.N n° 61 OULED HEDDADJ BOUMERDES
TEL: 0 24 97 85 06 - 024 97 85 07 - 024 97 85 08. FAX: 0 24 97 85 19
MOB: 0 555 62 69 75 - 0 555 62 69 80 - 0 555 62 69 83 - 0 555 62 69 85 - 0 555 62 69 88
SAV: 0 555 62 69 65 - 0 555 62 69 66 - 0 555 62 69 67
Email: commercial@algerengins.com

Succursale ORAN : Zone des showrooms EL KERMA, ORAN
TEL: 0 41 55 92 45
FAX: 0 41 55 92 41
MOB: 0 561 61.91.32
Email: oran@algerengins.com

Succursale TIZI OUZOU : 15, BOULEVARD STITI ALI TIZI OUZOU
TEL: 0 26 20 02 60 - 0 26 20 03 47
FAX: 0 26 20 04 35
MOB: 0 555 62 69 73
Email: tizi-ouzou@algerengins.com

www.algerengins.com

SOFTAL
ENGINEERING, PROCUREMENT & CONSTRUCTION

Entreprise : Entreprise algérienne d'engineering et de construction

RECHERCHE

Un Chef de Projet maîtrisant l'ensemble des processus de planification, de mobilisation de ressources et d'organisation de celles-ci, d'animation et de suivi des intervenants, de reporting et d'amélioration d'efficacité de projet.

Profil :

- Ingénieur maîtrisant MS Project et les Systèmes de Management de la Qualité.
- Expérience d'au moins deux (02) ans comme Chef de projet.

Lieu de travail : Alger ou Oran

Faire acte de candidature en adressant CV par email,
à l'adresse suivante :
candidats.recrosoft@gmail.com

FAMILLE A ORAN

Recherche pour recrutement immédiat :

- Un (01) Homme (entre 30 et 40 ans) pour gardiennage et entretien des espaces verts - Logé sur place - Candidats étrangers acceptés
- Une (01) Femme de ménage (la quarantaine) Sérieux, qualités morales et bonne éducation exigés

Transmettre CV au N° Fax : 041 61 70 07
Ou téléphoner au 041 61 70 06

OFFICE PUBLIC DU COMMISSAIRE-PRISEUR / PRES LE TRIBUNAL DE RELIZANE
Maître ABBES NACER-EDDINE / 30, Bd ABDELMOUMEN - RELIZANE - Tél : 046 71 86 59

AVIS DE VENTE

Il sera procédé à la Vente aux Enchères Publiques Verbales avec admission des Soumissions Cachetées le 10 OCTOBRE 2016 à 9 H du matin au Parc de la Ferme Pilote SI BENGUELLAZ MENDES les Produits Agricoles suivants

N° DU LOT	NOM DE LA FERME	DESIGNATIONS	QUANTITE
01	Ferme Pilote Si-Benguellaz MENDES	Olivier زيتون	Le produit de 15 Hectares

Et le même jour à 10 H 30 du matin au siège de la Société par Action AMEL KAÏD AMER sis à EL MATMAR le produit agricole suivant :

N° DU LOT	NOM SPA	DESIGNATIONS	QUANTITE
01	AMEL KAÏD AMER	GRENADINE فاكهة الرمان	Le produit de 04 Hectares

Conditions de vente : Voir Cahier des charges déposé au bureau du Commissaire-priseur.
La soumission cachetée doit être rédigée selon modèle déposé au bureau du Commissaire-priseur.
LE COMMISSAIRE-PRISEUR

OFFICE PUBLIC Maître : MOSTEFA HANCHOUR MOSTEFA
Commissaire-priseur près le Tribunal de Mostaganem
BT 18 (B) N° 202 CIA - MOSTAGANEM - Tél : (045) 30.82.21

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Le Commissaire-priseur porte à la connaissance du public, qu'il sera procédé à la Vente aux Enchères Publiques uniquement avec Soumissions Cachetées « des Oliviers sur pied » 24 Hectares appartenant à « EURL - F.S.P.P. » SIDI BELLATAR - MOSTAGANEM
LE 10/10/2016 à 10 H.

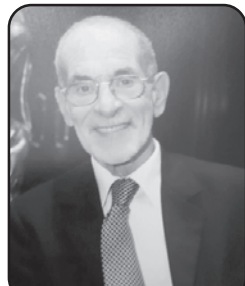
Conditions de vente :

- Retrait Cahier des charges obligatoire versement 2 000,00 DA.
- Participation à la vente avec Cahier des charges.
- Versement 21% non remboursable.
- Pour toutes informations s'adresser au bureau du Commissaire-priseur.
- La vente se fera à SIDI BELLATAR.

Le Commissaire-priseur

RECUEILLEMENT

«Il y a juste une année, le 5 octobre 2015 nous quittait
Hadj Abdelmadjid Bouabdallah à l'âge de 78 ans.
Un homme de bien, un moudjahid des premiers instants, un patriote intransigeant, un philanthrope discret, un père et grand-père exemplaire, un confident incomparable pour ses amis et enfin un réconciliateur à la facon de faite de sagesse, de perspicacité et de bonté.
Tous ses proches, ses amis et ses compagnons d'armes sont informés qu'une cérémonie de recueillement aura lieu au cimetière d'El Alia le mercredi 5 octobre à 10 heures (carré des moudjahidine).
«Ce sera une occasion de se remémorer dans la prière et le recueillement cet homme et ses qualités intrinsèques qui font qu'il manque tellement aux siens et à tous ses amis. Ina Lillah Oua Ina llayhi Rajiouna»



REMERCIEMENTS

La famille **BELHAKEM (بلحاکم)** d'Oran, d'Alger, de Frenda, de Mostaganem et de France, très touchée par les nombreuses marques de sympathie et de compassion, suite au décès de leur chère et regrettée mère, grand-mère et arrière-grand-mère **HADJA SLAMET** à l'âge de 98 ans, remercie sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence, leurs pensées, messages et hommages, se sont associées à son immense chagrin et exprime à tous sa profonde gratitude.
Que Dieu accorde à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.

KNAUF PLATRES SARL
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL
Ouvert n° 001/2016

La société KNAUF PLATRES SARL lance un Avis d'Appel d'Offres National ouvert pour :

- Location de Camions à benne carrière de plus de 25 T de charge pour les activités de transport matière première (gypse) de la carrière vers le concasseur.
- Location de Deux (ou plus) Pelles hydrauliques sur chenilles de 50 Tonnes équipées d'un godet de 2,5 m3 et/ou un marteau hydraulique de 3,8 Tonnes avec conducteurs pour le chargement et déblitage secondaire.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges et types de contrats au niveau du siège de la société sise à :

Chemin de Wilaya n° 64, Benfreha, Gdyl, Oran
Département logistique

La visite sur site se fera le jour même du retrait du cahier des charges.
La date limite de réception des offres est fixée au 13 Octobre 2016 à 16 H 00, le cachet de réception faisant foi.
Les offres accompagnées des documents exigés dans le cahier des charges doivent parvenir à la direction de la société KNAUF PLATRES SARL sous double pli cacheté anonyme.
L'enveloppe externe doit comporter la mention « Soumission pour Appel d'Offres n° 001/2016 - ne pas ouvrir ».
Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs Offres quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la date de dépôt.

- Tél/Fax : 041-76-34-72
- E-Mail : info@knaufalgerie.com
- Mobile : 0555-06-63-83

La direction de la société

MODE

Les Libériens délaissent la mode occidentale pour se saper à l'africaine

Pendant près de 200 ans, les Libériens ont copié les coutumes occidentales, y compris vestimentaires, parfois jusqu'à la caricature.



Par Zoom Dosso

Mais depuis l'effroyable guerre civile qui a chassé nombre d'entre eux dans les pays voisins, beaucoup ont pris goût à la mode africaine. Des dizaines de milliers de personnes ont dû fuir en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Ghana en raison des guerres civiles qui ont ensanglanté le pays entre 1989 et 2003. Depuis, beaucoup sont rentrés, avec dans leurs bagages les tissus africains aux couleurs vives que dédaignaient auparavant les élites de cette république fondée au XIX^e siècle avec le soutien des États-Unis par des esclaves américains affranchis. Les descendants de ces derniers, qui dominent encore aujourd'hui au sein de la société, mettaient un point d'honneur à s'habiller comme leurs anciens maîtres. Les Libériens de retour d'exil ont d'abord demandé à leur tailleur de reproduire les modèles découverts à Abidjan, Conakry ou Accra. Mais progressivement s'est développée une production locale - chemises éclatantes, robes biseautées et fendues sur le côté, assorties à des foulards de tête... - qui concurrence les polos, jeans et capuches d'outre-Atlantique. «Les Libériens étaient très attachés à la mode vestimentaire à l'europpéenne», explique Agatius Coker, un styliste de la capitale Monrovia. «C'est en vivant dans d'autres pays africains pendant la guerre qu'ils ont vu d'autres façons de s'ha-

billier». Agatius Coker travaille beaucoup sur les mariages traditionnels africains, où les tenues bigarrées sont à présent aussi recherchées que le blanc habituel des cérémonies à l'occidentale. «Nous achetons le tissu dans d'autres pays africains, nous réalisons la conception et le taillons ici», précise-t-il. Un costume ample en coton coûte 60 à 80 dollars (50 à 70 euros environ) et une chemise imprimée 35 dollars (environ 30 euros). «Nous sommes moins chers que la mode européenne qui va chercher dans les 120 dollars (106 euros) et au-delà», assure le styliste. Sans compter que dans cette région souvent très humide, «la mode africaine est adaptée au climat», avec des étoffes plus légères et plus amples, dit-il.

IDENTITÉ RETROUVÉE

«Je me sens vraiment africain quand je m'habille à l'africaine», approuve Roosevelt Krumah, qui arbore fièrement une chemise à motifs bariolée assortie à sa toque, en insistant sur l'importance du confort. Quand elle s'habille le matin, Reid Seton, dont la marque Sarnokoon Designs est florissante, ne conçoit plus de ne pas porter au moins une touche d'africanité. «Même sans mettre une robe africaine, ça peut être un pantalon africain, ou au moins un bracelet africain ou quelque chose de ce genre...», estime-t-elle. «Quand vous portez ces tissus africains, cela attire, il

ya une certaine beauté là-dedans». Cet engouement assez récent pour la mode africaine au Liberia apporte des revenus à ce pays dont l'économie repose en grande partie sur les petites entreprises. Grâce à la demande, Korlu Jallah, une styliste de haute couture, fondatrice de la société Edith House of Fashion, s'est diversifiée dans le prêt-à-porter. Il y a seulement cinq ans, elle grossissait les rangs des diplômés universitaires au chômage. A présent, elle emploie 22 personnes: 15 tailleurs, six vendeuses et un responsable administratif. «Ma mère est couturière. Quand j'étais petite, je la regardais travailler», raconte Korlu Jallah, 32 ans. «Lorsque j'ai eu du mal à trouver du boulot, elle m'a conseillé de continuer dans la couture. Au début, c'était difficile parce que les femmes ici préféraient les styles européens», poursuit-elle. Le changement a été aussi rapide que spectaculaire, à en juger par la file de clientes attendant dans sa boutique pour qu'on prenne leurs mesures. Une de ses vendeuses, Ophelia Gbedia, 19 ans, a trouvé là le moyen de financer ses études, qu'elle avait abandonnées après le décès de son père, emporté par l'épidémie d'Ebola qui a sévi dans le pays jusqu'au début de l'année.

«C'est lui qui payait mes frais scolaires», indique-t-elle en pliant soigneusement des chemises en coton. «J'ai été obligée d'arrêter, mais grâce à ce travail, j'ai pu retourner en classe». (AFP)

Inde: un pigeon en détention pour une lettre de menaces

Un pigeon a été placé en détention après avoir été trouvé transportant une lettre de menaces envers l'Inde près la frontière hautement militarisée avec le Pakistan, a annoncé lundi la police indienne. Le volatile, portant un message en ourdou accroché à la patte, a été découvert par la police des frontières dans la ville de Pathankot, au Pendjab indien.

C'est à ce même endroit que l'attaque d'une base militaire indienne par des insurgés basés au Pakistan avait fait sept morts en janvier dernier. Le pigeon

«a été placé en détention hier soir. La force de sécurité de la frontière l'a trouvé avec une note en ourdou disant quelque chose comme «+Modi (le Premier ministre indien ndlr), nous ne sommes plus les mêmes personnes qu'en 1971.

Maintenant chaque enfant est prêt à combattre l'Inde+», a déclaré Rakesh Kumar, inspecteur de police de Pathankot, joint par téléphone par l'AFP. 1971 est la date de la dernière guerre ouverte entre l'Inde et le Pakistan, autour de la sécession du Pakistan oriental, devenu depuis lors le Bangladesh.

La lettre était signée du groupe jihadiste Lashkar-e-Taiba, auteur des attentats de Bombay de 2009, «nous prenons donc la menace très au sérieux», a ajouté M. Kumar. L'oiseau restera en détention jusqu'à la fin de l'enquête. Par le passé, plusieurs de ses congénères se sont déjà retrouvés accusés d'espionnage pour le compte du Pakistan. Cet incident survient dans un contexte d'aggravation des tensions entre l'Inde et le Pakistan, tous deux en possession de l'arme nucléaire, autour de la région himalayenne disputée du Cachemire.

Malaisie: neuf Australiens détenus pour un slip aux couleurs du drapeau malaisien

Neuf Australiens qui s'étaient dévêtus pour montrer leur slip aux couleurs du drapeau malaisien pendant le Grand Prix de Formule un en Malaisie ont été interpellés et placés en détention provisoire, a rapporté lundi l'agence de presse Bernama. Ces spectateurs du Grand Prix ont été appréhendés au moment de la course dimanche à Sepang, à la périphérie de la capitale Kuala Lumpur, et font l'ob-

jet d'une enquête pour «insulte volontaire avec l'intention de provoquer un trouble à l'ordre public», a indiqué la police, citée par l'agence de ce pays d'Asie du Sud-Est. Les neuf hommes, des touristes âgés de 25 à 29 ans venus voir le Grand Prix du championnat du monde, resteront en détention provisoire pendant quatre jours, a déclaré à Bernama le chef de la police de Sepang, Abdul Aziz. Des photos des

Australiens faisant étalage du drapeau national se sont répandues sur les réseaux sociaux en Malaisie après la course, provoquant des réactions furieuses d'internautes qui les ont accusés d'insulter la nation. Les manifestations d'indécence publique ne sont pas tolérées par les autorités de ce pays à majorité musulmane, où les étrangers se voient en général infliger une amende avant d'être expulsés.

L'Arabie renonce au calendrier hégirien pour la paie de ses fonctionnaires

Les fonctionnaires en Arabie saoudite seront désormais payés selon le calendrier grégorien à la place du calendrier hégirien, dans le cadre des mesures d'austérité prises par le royaume, a rapporté lundi la presse. Ce changement est entré en vigueur dimanche après son approbation la semaine dernière en Conseil des ministres.

Il met le versement des salaires dans la fonction publique en conformité avec l'année fiscale de janvier à décembre suivie dans le royaume, ont indiqué les quotidiens Arab News et Saudi Gazette. Il fait partie des mesures d'austérité adoptées dans le royaume pour compenser l'effondrement ces dernières

années des cours du brut, dont il tire le gros de ses revenus. Les Saoudiens sont quasiment deux fois plus nombreux à être employés dans la fonction publique, où les horaires sont moins courts, que dans le secteur privé.

La semaine dernière, le gouvernement avait réduit de 20% les salaires des ministres et gelé ceux des petits fonctionnaires. En avril, le vice-prince héritier, Mohammed ben Salmane, fils du roi, avait annoncé un ambitieux plan Vision 2030 pour diversifier l'économie et réduire la dépendance du pétrole. Ce plan entend renforcer l'emploi dans le secteur privé et ramener la masse salariale des fonctionnaires de 45% à 40% du budget.

Piratage de Yahoo! : jusqu'à 3 milliards de comptes dérobés ?

En rendant public le piratage massif dont il a été victime, Yahoo! a indiqué «qu'au moins» 500 millions de comptes utilisateurs avaient été dérobés. En réalité, il pourrait s'agir de la fourchette basse de l'estimation. En effet, d'après un ancien dirigeant de l'entreprise qui a témoigné anonymement pour Business Insider, ce sont entre 1 et 3 milliards de comptes qui ont été compromis.

Selon ce témoin qui dit connaître les pratiques de Yahoo! en matière de sécurité, l'ensemble des services puisent dans la même base de données utilisateurs pour la procédure d'authentification.

Ainsi, les usagers de Ya-

hoo Mail, Finance ou Sport sont tous renvoyés vers la même base de données au moment où ils entrent leur identifiants. C'est cette dernière qui a été piratée.

Selon les estimations citées dans l'article, au moment du piratage, la base de données contenait entre 700 millions et 1 milliard de comptes actifs sur une base mensuelle ainsi qu'un nombre indéterminé de comptes inactifs qui n'avaient pas été supprimés. Reste à savoir si les pirates qui ont mené l'attaque ont réellement dérobé la totalité des données. Yahoo! n'a pour le moment communiqué aucun détail sur l'enquête en cours.

Japon

Des gouverneurs «enceintes» pour encourager les hommes à participer aux corvées ménagères

Des hommes politiques japonais se sont attaché de faux ventres de femmes enceintes pour appeler les hommes à se retrousser les manches dans un pays où la quasi totalité des corvées ménagères est laissée aux femmes. Ces trois gouverneurs de préfectures du sud-est du pays se sont engagés dans une campagne intitulée «Le gouverneur est une femme enceinte». Le spot de trois minutes, lancé la semaine dernière, montre ces responsables politiques encombrés d'un gilet de sept kilogrammes censé simuler le ventre d'une femme enceinte de sept mois. On les voit montant des escaliers, transportant les courses ou attendant que quelqu'un veuille bien leur céder sa place assise dans l'autobus. Sur fond d'un air de trompette entraînant, l'un d'eux peine à enfiler ses chaussettes tandis qu'un autre s'essuie le front après avoir mis à sécher une grande quantité de linge.

«Je vois bien comme il est difficile de porter un enfant et de s'acquitter des tâches ménagères», dit alors Shunji Kono (52 ans), gouverneur de la préfecture de Miyazaki. «Je pense qu'il faut que je sois beaucoup plus gentil», ajoute ce père de

trois enfants. Les hommes japonais sont de peu de secours à la maison: ils ne consacrent en moyenne qu'une heure par jour à des activités non rémunérées contre cinq pour leurs épouses, selon une étude réalisée en 2014 par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui comprend 35 pays.

Le Premier ministre Shinzo Abe a fait de la promotion des femmes un des piliers de son programme destiné à revigorer l'économie japonaise. Mais la partie n'est pas gagnée tant le sexisme est ancré chez nombre de Japonais. Selon une enquête diligentée par le ministère japonais du Travail il y a quelques mois, 48% des femmes qui étaient intérimaires au moment de leur grossesse disent avoir subi des brimades (le plus souvent verbales) de la part de leur supérieur hiérarchique direct ou de collègues. La proportion est de 21% pour les salariées à temps plein sous contrat à durée indéterminée. Pas une seule entreprise japonaise n'avait souhaité il y a plus d'un an participer à un programme de subventions destiné à permettre à plus de femmes d'accéder à des postes de responsabilité.

Inde

Les dalits se révoltent et les carcasses de vaches pourrissent

Par Abhaya Srivastava

Depuis juillet, des carcasses de vaches se décomposent à l'air libre dans l'ouest de l'Inde. Les dalits chargés de leur ramassage ont cessé le travail pour protester contre les discriminations dont ils font l'objet.

Voilà des générations que Somabhai Yukabhai et les siens, autrefois appelés «intouchables», collectent et équarissent les vaches mortes, animal sacré dans l'hindouisme. Mais grève oblige, ce père de trois enfants a rangé ses couteaux rouillés.

La vidéo d'une agression par des miliciens, fondamentalistes hindous, dans l'Etat du Gujarat (nord-ouest), terre d'origine du Premier ministre Narendra Modi, a sonné la révolte. Au vu de la situation, «je préférerais crever de faim plutôt que de ramasser des vaches mortes», déclare à l'AFP Somabhai, 49 ans, rencontré en périphérie d'Ahmedabad, la principale ville du Gujarat. Sur ce terrain vague, des cadavres de vaches gisent abandonnés à leur décomposition. Un chien se repaît des entrailles d'un veau.

Depuis le début de la grève des équarisseurs, les villageois sont obligés d'amener là les vaches mortes, normalement ramassées par les dalits. «Nos frères dalits ont été frappés pour avoir simplement fait ce qui est leur travail depuis des siècles», explique Somabhai. «Nous menons maintenant un combat pour notre dignité». Bien que la Constitution indienne ait, sur le papier, aboli les discriminations de caste après l'indépendance, leur persistance dans les faits reste une réalité quotidienne pour des millions de dalits. Pourtant forte de quelque 200 millions de personnes, cette communauté est considérée comme ne faisant pas partie du système des castes. Elle est perçue à ce titre comme le plus bas échelon de la société indienne. Les dalits sont souvent cantonnés aux tâches ingrates que dédaigne le reste de la population, comme le ramassage des morts ou le nettoyage d'excréments humains.

TUÉ PAR UN LION

En Inde, les vaches se promènent en liberté à la campagne comme à la ville et la consommation de leur viande est interdite dans la majeure partie du pays, officiellement laïc mais à majorité hindoue. Cependant, lorsque les bovins révéralés trépassent de mort naturelle, les dalits peuvent vendre leur peau aux tanneries et leur graisse aux fabricants de sa-



vons. Mais fin juillet, dans la ville d'Una au Gujarat, des miliciens autoproclamés défenseurs des vaches ont interpellé quatre dalits, les accusant d'avoir tué l'un de ces animaux sacrés.

Les quatre jeunes hommes ont été attachés à un 4x4, le torse dénudé. Puis ils ont été battus à coups de barres de fer en public. L'enregistrement vidéo de ce passage à tabac est devenu viral sur internet et a déclenché d'importantes manifestations de dalits au Gujarat.

Ces derniers ont déposé des carcasses de vaches mortes dans des bâtiments publics. Des bus ont été incendiés, un policier a été tué par un jet de pierre. Une enquête a finalement conclu que le bovin avait en réalité été tué par un lion.

Pour le charismatique leader dalit Jignesh Mevani, porte-voix du mouvement, la révolte déclenchée à Una témoigne d'une prise de conscience nouvelle

de la communauté dalit. «L'exploitation économique d'un côté et la violence de caste de l'autre les a complètement frustrés, surtout la jeunesse», dit-il. Un quart des Indiens continuent de pratiquer «l'intouchabilité» sous une forme ou une autre, selon une étude l'année dernière. Les personnes interrogées disaient par exemple refuser l'entrée d'un dalit dans leur cuisine ou leur demander d'utiliser des ustensiles différents.

«FAITES-LE VOUS-MÊMES !»

L'Inde assiste ces dernières années à la montée en puissance d'un fondamentalisme hindou. Les attaques au nom de la protection des vaches se sont multipliées depuis l'arrivée au pouvoir du nationaliste hindou Narendra Modi en 2014. Sur un terrain

d'équarrissage du district de Surendranagar flotte une odeur de décomposition. Nombre de dalits ont cessé le travail ici, malgré les répercussions financières.

Leurs témoignages sont emprunts de lassitude et d'inquiétude. Les miliciens «s'en prennent à nous car ils pensent que la vache est leur mère et que nous les tuons. Mais nous ne sommes pas des bouchers. Nous ne faisons qu'enlever leur peau», déclare Natubhai Parmar, un militant dalit local.

Dans une structure de briques, des travailleurs salent les peaux à mains nues afin de les préserver jusqu'à leur arrivée à la tannerie. «Pourquoi (les miliciens) ne s'occupent-ils pas de leur vache sacrée et ne ramassent-ils pas sa carcasse lorsqu'elle meurt ?», s'insurge Natubhai. «Si vous n'aimez pas que nous fassions ce travail, faites-le vous-mêmes, je vous en prie».

(AFP)

Ethiopie

Plus de 52 morts dans un mouvement de foule



Plus de cinquante-deux personnes sont mortes dimanche dans un mouvement de foule lors du traditionnel festival oromo Irreecha, dans la ville de Bishoftu, au sud d'Addis Abeba, selon le gouvernement régional oromo, mais l'opposition évoquait un bilan encore plus élevé. Le gouvernement régional oromo a expliqué dans un communiqué que des violences avaient éclaté lors de ce festival en raison de l'action de «forces irresponsables». «52 personnes sont mortes dans cette bousculade», a-t-il ajouté. Le gouvernement fédéral éthiopien avait auparavant fait état de «pertes en vies humaines», sans les chiffrer. L'opposition, elle, parlait d'au moins 100 victimes.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées sur les bords du lac Harsadi, sacré pour les Oromo, pour assister à la cérémonie de l'Irreecha qui marque la fin de la saison des pluies. De nombreux participants brandissaient leurs bras croisés au-dessus de la tête, un geste devenu le symbole de la contestation des Oromo face aux autorités éthiopiennes, a constaté un photographe de l'AFP.

La cérémonie a dégénéré lorsque des dirigeants oromo affiliés au gouvernement ont été pris à partie par la foule, selon la même source. Les manifestants ont lancé des pierres et des bouteilles sur les forces de sécurité, qui ont riposté d'abord à coups de bâton, puis avec des gaz lacrymogènes.

Les tirs de gaz lacrymogène ont provoqué un mouvement de panique. Au moins une cinquantaine de personnes sont tombées les unes sur les autres dans un fossé profond de plusieurs mètres à proximité, selon le photographe de l'AFP. Celui-ci a dénombré entre 15 et 20

corps inanimés. Certaines des personnes étaient d'après lui décédées, mais il n'a pu affirmer avec certitude leur nombre. La police l'a ensuite obligé à quitter les lieux.

Des tirs ont aussi claqué, sans qu'il soit possible de déterminer s'il s'agissait de tirs à balle réelle ou non, et des cartouches de balles en caoutchouc ont également été retrouvées sur place, selon la même source.

Le gouvernement régional oromo a cependant certifié que toutes les personnes avaient été tuées dans la bousculade «et pas en raison des mesures prises par la police, comme cela a été rapporté de manière erronée par certains médias». Le gouvernement fédéral éthiopien a regretté «des pertes en vies humaines», sans en préciser le nombre, dans un communiqué publié par des médias officiels.

«Le festival annuel Irreecha a été perturbé par des violences perpétrées par certains groupes (...) Des pertes en vie humaines sont à déplorer en raison d'une bousculade», indique ce communiqué.

Mais un dirigeant d'opposition estimait que le bilan dépassait les 100 morts, en se basant sur les témoignages recueillis sur place. Il n'était pas possible de confirmer ses dires de source indépendante.

«Les corps sont en train d'être collectés par le gouvernement, mais ce que j'entends des gens sur place est que le nombre de morts dépasse la centaine», a déclaré à l'AFP Merera Gudina, le président du Congrès du Peuple Oromo (opposition).

Des activistes oromo ont déjà appelé sur les réseaux sociaux à «cinq jours de colère» en réponse à ce drame. Une forte présence policière était visible dimanche après-midi dans la région oromo, autour d'Addis Abeba.

Criminalité

L'Irlande, royaume des trafiquants de chiens

Par Douglas Dalby

L'élevage illégal de chiens a transformé l'Irlande en «chenil de l'Europe», selon les groupes de défense des animaux, qui dénoncent des conditions indignes et appellent à mettre fin à un trafic très lucratif.

Entassés à l'arrière de camions ou dissimulés dans des coffres de voitures, des milliers de chiots nés en Irlande sont transportés ailleurs en Europe pour y être vendus. Une «honte nationale», s'insurge Brian Gillen, président de la Société de protection des animaux de Dublin (DSPCA). Au cours des deux derniers mois, 150 chiots - dont le prix se chiffre en centaines d'euros chacun - ont été découverts lors de plusieurs opérations menées par les services de renseignement. Parmi eux, nombre de beagles, bichons frisés, bouledogues français et cavaliers King Charles.

Malgré ces saisies, réalisées dans différents ports du pays, les autorités peinent à endiguer le fléau, déplorent les associations, qui estiment que la plupart des chiots continuent à passer entre les mailles du filet. Selon eux, le commerce autour de ces chiots, en grande partie illégal, concernerait au moins 30.000 animaux chaque année, pour un chiffre d'affaires annuel estimé à 20 millions d'euros. Souvent trop jeunes pour voyager, la plupart ne possèdent ni puces ni passeports et ne sont pas vaccinés contre la rage. Élevés dans des espaces confinés et insalubres, parfois maltraités, ils développent par ailleurs fréquemment des troubles du comportement et des maladies.

«ACCESSOIRES DE MODE»

En dépit des récentes arrestations, les poursuites judiciaires sont encore rares et aucune peine de prison ferme n'a pour l'heure été prononcée. «Les autorités locales ne sont pas les mieux placées pour faire respecter la loi», juge Suzie Carley, porte-parole de Dogs Trust, un groupe de défense des animaux basé à Dublin, qui appelle le gouvernement irlandais à se saisir



du dossier. La DSPCA a elle commencé à collaborer avec les autorités du Royaume-Uni, par lequel transite une grande partie du trafic, afin de mieux lutter contre un commerce dopé par la mode des petits chiens et le développement d'internet.

Outre l'interception de véhicules chargés de chiots dans les ports irlandais et nord-irlandais, la stratégie de ces associations comporte un important volet prévention. Objectif : dissuader les potentiels acheteurs en insistant sur les conditions d'élevage des animaux et les risques encourus d'un point de vue légal. Malgré un récent durcissement de la législation irlandaise, les chiens continuent de faire les frais de lois «historiquement inadaptées» et d'autorités «laxistes», affirme Brian Gillen.

«C'est un business lucratif. Je n'ai pas envie de qualifier les chiens d'«accessoires de mode» mais il est clair que le culte voué aux célébrités alimente cet horrible trafic», souligne David Wilson, de la Société de protection des animaux de l'Ulster (USPCA), en référence aux stars qui s'affichent avec leurs compagnons canins.

«Auparavant, les gens s'adressaient à un éleveur, qui les plaçait sur une liste d'attente. Mais désormais, ils ne veulent plus attendre», note-t-il par ailleurs. «Ils peuvent aller sur internet, commander un chien et aller le récupérer sur un parking, le tout sans qu'on leur demande quoi que ce soit. C'est aussi simple que ça».

(AFP)

APPELEMENTS

■Loue Maison F2 + Cour - Cuisine - Chauffe-bain - Climatisation + Garage - à 2 Km de Misserghine - Prix 20.000,00 DA – Tél : 0549.56.19.65

■A clouer un Studio dans une Maison de Maître à l'USTO - Contactez : 0774.26.38.69

■Location d'un Appart refait à neuf F4 à usage professionnel. Sup. 84 m². Peut servir comme : Cabinet médical - Etude notariale - Assurance,...etc. - Adresse : Av. Loubet 1^{er} étage – Tél : 0770.28.57.24

■A louer : F4, 4^{ème} étage à Saint Hubert 35.000 DA/mois - F3, 1^{er} étage à Haï Sabah 30.000 DA/mois – Tél : 0541.65.53.54 – 0791.82.73.30

■Vends joli F4. Acté. 83 m². Toutes les chambres en BA.13. Cuisine américaine. 2 Climatiseurs. Chauffage central - Internet + Cuisine équipée + Garage pour 02 voitures à Hassi Mef-soukh 20 Km d'Oran – Tél : 0552.69.30.76

■Vends Apparts : F3 C. SDB 1^{er} étg. C.V. + F3 C. SDB 1^{er} étg. Larbi Ben M'hidi + F3 C. SDB Bd Hamou Boutellil + F5 C. SDB 1^{er} étg. Rue Med Khemisti + F2 C. SDB 3^{ème} étg. - AG. BEN-SAÏD - 04, Rue Med Khemisti – 041.29.26.03 – 0552.58.43.72

■A vendre grand F4 Avenue Choupot coin Police 6^{ème}. Double façade. 1^{er} étage. Immeuble nouvelle construction. 4 Pcs – Sup. 120 m² + 2 Actes + 2 Livrets fonciers - Tél : 0553.70.31.17

■Vends : Appart F4 Bd Frt de Mer 1^{er} étg. + Villa 180 m² R+2 à l'Hippodrome + Lot Terrain 800 m² D.F. à Protin + Ferme 18 Hectares à Misserghine + Terrain 253 m² à St-Eugène - Email : cabinebensaid@gmail.com – 041.29.26.03 – 0552.58.43.72

■A vendre à Dar El-Beida - Grande Terre : bel Appart F3 situé au RDC d'un bâtiment de quatre étages, sécurisé. L'appart est actuellement de crèche. La cité se trouve juste en face de la Salle des fêtes (Afrâh El Djazair) - SVP pas d'intermédiaire – Tél : 0661.27.23.29

■A vendre F3 situé au R/CH - Acté + L. Foncier - Superficie 80 m² - Cité 1180 Logis Maraval en face Ecole + CEM et Lycée - Portable : 0798.52.14.68 – 0558.30.22.47

■Location d'un Appartement F2 bien situé à ORAN (Akid Lotfi) - Possibilité Location courte durée - Contactez-nous au N° : 0552.76.14.33

■A vendre à ORAN Résidence Mobilart Tour B : F4 haut standing 172 m² avec garage – Tél : 0542.76.37.22

■AÏN TEMOUCHENT - A vendre F2 - Acté avec L.F. - 3^{ème} étage. Bon voisinage. Très calme. Cité 300 Logis Baraka - à côté de la Direction des Archives – N° Mobile : 0794.61.38.88

■A vendre F2 - 53 m² - 2^{ème} étage dans une résidence de 3 étages - Acté - situé à 41, Rue Saffen - Victor Hugo - ORAN - près de la crèche « Oum El-Barine » - Tél : 0790.98.37.33

■ORAN : Vds Appart F3 sis Bd des Chasseurs centre, immeuble propre - Acté - Libre de suite - Tél : 0550.43.71.28

■TLEMCEM IMMO - Loue : F3 1500 Logts + F5 Imama + F5 meublé à Kiffane – Tél : 0662.38.35.10

■Vends ou Echange F3 à Hassi Bounif (ORAN) avec un F3 à TLEMCEM - Prix 620 – Tél : 0790.21.07.31

■Vends Logts F3 à Bir El-Djir. Rond-point Pépinière + Bureaux Haï Akid Lotfi + Local 80 m² en RDC et 100 m² Mezzanine en dur à Haï El-Yasmine face Hasnaoui – Tél : 0793.44.33.54 – 0560.26.54.75

■Agence Immobilière « ABDYOU » N° : 0550.52.96.46 - 0797.45.03.55 - Location : F3 Akid Lotfi 3^{ème} étg. meublé + F3 Mischler 4^{ème} étg. meublé + F2 centre-ville 3^{ème} étg. meublé + F5 Seddikia meublé R.D.C.

■Vends dans nouvelle résidence de 06 Apparts : un super F4 de 146 m² équipé de chauffage central et climatisation et hammam avec serpentín à l'Hippodrome - ORAN – Tél : 0550.62.60.77

■Loue Appart (100 m² - F4) 1^{er} étage. Bon état. Sis 40 Bis, Larbi Ben M'hidi - ORAN - Conveni-droit pour Cabinet médical, dentaire ou avocat - Tél : 0771.26.05.23 - Visite après 17 H (sur RDV)

■Vends F2 aménagé en F3 Cité des 1180 Logts Bt 35/A - Maraval – 3^{ème} étage - Acte + Livret foncier – Tél : 0776.18.64.37

■ECHANGE : Très bel Appart 03 P.C. SDB - 03 façades - 3^{ème} étage - 81 m² - Acté à Yaghmoracen - contre petite Maison ou Carcasse – Tél : 0698.53.43.14

■Vends Appart - Acté - 5 P. Cuisine. SDB. Séchoir. Balcon. Ensoleillé. 2 Faç. Est/Ouest. Pas de vis-à-vis. Parking. Akid Lotfi à 50 m du Palais d'Or. Courtiers, Agences et Interméd. s'absténir - Prix après visite - Tél : 0699.58.96.06

■A vendre F2 - Rez-de-chaussée - à Cité Petit - ORAN – Tél : 0553.21.69.43

■A vendre à ORAN - Akid Lotfi : Appart F3 à côté de la Protection Civile. 5^{ème} étage - Sup. 65 m² - Vue sur mer (Mérédien) - Tél : 0559.04.28.19

■Loue grand Appart F3 - 2^{ème} étage - Entièrement meublé et équipé Tél. + ADSL - Lave-linge - Lave-vaisselle - à Dar Es-Salam - Yasmine 2 - Prix 60.000 DA/mois – Tél : 0669.80.17.83

■Loue F3 - 82 m²- Appart meublé grand standing face Sheraton. 5^{ème} étage. Vue sur mer. Garage. Ascenseur. Climatisé. Chauffage central. Internet – Tél : 0555.19.71.21

■Loue : F3 meublé Cavaignac 1^{er} (3 U) - F4 meublé Ben M'hidi 3^{ème} (4 U) - F6 Ben M'hidi 2^{ème} (7 U) - Villa El Kerma (4 U) - Villa Canastel (6 U) – AG. ABDALLAH - 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■Vends sur plan F2 - F3 - F4 - F5 haut standing Résidence El Mass, en face l'université de Belgaïd - Appelez au 041.82.48.28 ou 0554.14.98.15 - Possibilité de crédit bancaire

■Vends sur plan F3 - F4 haut standing Résidence Jade, vue sur mer à Belgaïd - Appelez au 041.82.48.28 ou 0554.14.98.15 - Possibilité de crédit bancaire

■Vends F3 + petite Chambre + Séchoir - 2 Façades - 2 Gds Balcons - 81 m² à Akid Lotfi face Hôtel Méridien – Tél : 0667.70.97.35

■A vendre Logts : F6, F5 (230, 200 m²) Mobil'Art - F4, F5, F6 (200, 220, 300 m² avec terrasse 60 m²) Plaza - F4 150 m² Eden - F4 170 m² Orangers - F4 160 m² avec G. Millenium dans Résid. de 04 Apparts - F4 160 m² Tour Hassan II – Ag. 0550.97.51.93

■A louer Logts H. Stand, F4, F5, F6 avec 02 SDB, Mobil'Art, Plaza, Hasnaoui, autres Résid. à usage Cl (Prof. Lib.)- Résid. de 20 Apparts type F3 - F4 côté Ouest avec Parking - F4 140 m² 10 U/mois Plaza – Ag. 0550.97.51.93

■Vends Appart F4 Gd Stand. 118 m² - 4 Pcs. Gde Cuis. SDB. Débaras. Hall + Couloir - 1^{er} étage - Plateau - ORAN - Tél : 0555.91.72.29

■A vendre Duplex exceptionnel vue 360° sur ORAN - 280 m² S. Hab. avec terrasse de 100 m², 03 SDB, 02 places parking, conception moderne (Nouvelle Const. Promot. de luxe) - Mail : pierlim@yahoo.fr

■Particulier loue un Appart F3 en plein centre-ville Plateau Bd Adda Benaouda 5^{ème} étage - Frigo USA - Chambre équipée refaite à neuf - Prix 4 unités par mois – Contactez : 0558.72.76.75

■Vends un joli F2 de 40 m² en plein centre-ville d'Oran, plus près de toutes commodités. Très utile pour un couple ou petite famille - Prix 580 M - Prix offert 500 M – Tél : 0775.75.81.46 // Accepte Promesse de Vente

■A louer Appartement F3 - 2 façades + terrasse - 1^{er} étage à Millenium en face Daira - Usage professionnel – Tél : 0550.79.61.94

■Société de Promotion Immobilière vend Appartements à Canastel - Appelez notre Service Commercial aux : 041.42.84.65 / 0555.02.23.44

■Vends Appart F3 - 3ème étage - Refait à neuf - Toutes commodités (Gaz - Eau - Elect.) - Acté - à côté S.M. ARDIS + Carcasse : Sasse + Dala 200 m² une seule façade à Boujemââ Coopérative El Mostakbel - Actée - Mob : 0555.12.47.31 - Oran

VILLAS

■Vds Chalet américain F5. Cuisine. 2 SDB. Jardin Garage - Sur 320 m². Acté. Libre de suite. Bon voisinage - Quartier calme - à 20 min d'Oran - Camp 5. BETHIOUA - Tél : 0550.28.71.02

■A vendre Villa 240 m² à ES-SENIA - Oran - 207 Ha Bahi Amar - 145 m² Bâti - Quartier calme - avec un Puits - R+1 - Tél : 0554.33.91.33

■Vente Villa de 335 m² - 135 m² bâtis le reste jardin - électricité, eau, garage - située à Rouached la commune de EL-KERMA près de Ta-fraoui - Actée - Prix 1250 U – Tél : 0661.24.38.67

■Vends ou Echange carcasse 236 m², R+2 Coop. Moudjahidine Canastel contre Appart F4 - F3 à Oran + complément - Etude toutes proposition – AG. BENSALD, 04, Rue Mohamed Khemisti - ORAN – 041.29.26.03 - 0552.58.43.72

■A vendre Villa 336 m². Actée. Hassi Bounif - R+1 : 5 min centre-ville. Garage 200 m² + Jardin - 6 Ch. Toute commodités - Curieux s'absténir - P. Off. 2 Milliards 600 – Tél : 0771.86.02.90 - Prix après visite SVP

■A vendre Villa 100 m², R+3 - Actée - 10 chambres - 3 WC + 3 SDB + 3 Cuisines + 2 Locaux - à Yaghmoracen - ORAN - 0555.63.37.90

■A vendre Villa à Cité Point du Jour - 313 m² - R+2 - RDC : 4 Ch. + C + T + D + jardin + garage - R+1 : 5 Ch. + C + T + D - R+2 : 1 Ch. - Tél : 0554.11.22.82 / 0550.13.81.90

■A louer 2 Villas à Fernand- ville – Tél : 0557.133.620

■Vends Immeuble façade - 3 étages - 3 façades - 400 m² - Acté - à BETHIOUA - Douche - Hammam - Cafétéria - Tél : 0550.20.68.50

■Villa à vendre R+3 - Bir El Djir - Canastel côté hôpital - Tél : 0555.987.187 - Visite sur rendez-vous - Curieux s'absténir

■CANASTEL à côté de l'école privée : Loue Niv. Villa F5 + Gar. + Loue Niv. Villa F4 + Gar. + Vends Villa Immeuble (F3 + F4 + F5 + Gar. + Jard + Studio) - Tél : 0796.55.79.30

■A vendre Maison de Maître Rez-de-chaussée à St Eugène. 2 Faç. : 1^{er} Faç. la Radio Idaï 13 m - 2^{ème} Faç. 3 Bd Ghouti 23 m - de 821 m² - Actée + Livret foncier - Bien située - Tél : 0791.33.56.09

■Vends Maison de Maître 138 m² sur Gd Boulevard Haï Bouamama ex-Rocher - RC : Gd Salon - 2 Pcs - Cuisine - Douche + Sanitaires + Gd Haouche - 1^{er} étage : Sanitaires - Gd Salon - 2 Gdes Pièces - Finie - Nouvelle construction – Tél : 0799.22.36.24

■Vends Pavillon R+1 - 3 façades - 450 m² à EL-MALEH - Tél : 0797.32.45.65

■A vendre Villa de 150 m² à Fernandville + 1^{er} étage et terrasse / RDC : Open Space avec cuisine + hammam + garage / 1^{er} étage : 3 chambres + 1 Gde Salle – Contactez le : 0555.00.82.39 - Prix après visite

■Loue Maison 4 Pièces + Garage à Les Castors - Pas d'intermédiaire – Tél : 0771.21.43.55

■Loue une grande Villa avec un grand Jardin + Garage - R+2 + Sous-sol + 2 Terrasses - Bien située à Belgaïd pour Société ou Famille - Intermédiaire s'absténir – Tél : 0794.10.50.49

■Vds Villa 200 m² finie 80% - R+2 + S.-Sol 100 m² - 2^{ème} étage fini et équipé - Cité Djamel – Tél : 0771.60.43.56 - Visite après 17 H - Intermédiaire s'absténir

■Vends une Maison de Maître - Sup. 120 m² - R+2 - Actée à Kara 2 - ES-SENIA - avec toutes commodités – Tél : 0770.14.42.73

■A vendre belles Villas dans Q. Résid. Canastel, Palmiers, St-Hubert, Point du Jour, Courbet et Cité militaire de 300 à 1000 m² avec piscine (400 m² Point du Jour) - A louer Villas dans Diff. quartiers d'Oran pour Habitation ou Commercial – AG : 0550.97.51.93

■Vend Maison de Maître à ORAN (R+1) 180 m² - Tél : 0662.36.39.08

■A vendre à MALLAH (W. 46) : - Villa coloniale 132 m² avec cave et bache d'eau, Gd garage, cuisine - F3 RDC par reconnaissance de dette - 207 : 2009. Essence. Bon état - Tél : 0795.53.03.11

■Vends Carcasse 200 m² RDC deux façades. Actée. Route goudronnée. Autoroute de l'université Belgaïd - Prix 02 Milliards négociable - Tél : 0561.68.77.48

■Loue ou Vends Villa 318 m² - toutes commodités - Sidi Djilali - SBA - Tél : 0667.92.40.13

■A vendre Villa style moderne - 500 m² - R+1 - à Bouisseville-plage - 3 Façades - Actée - Ain El Turck - Tél : 0553.42.74.67 / 0561.70.79.45

■Vends maison 02 niv. 170 m², Faç a Courbet en parallèle Seddikia. De 11 m² en marbre – refait à neuf, porte roulante autom. Garage, bar-readaung en fer forgé, d/sol esp. RDC 2 ch, sal, cuis, avec cave sous sol + jardin, au 1^{er} 2 ch, sal, SDB + WC, clim, dans toutes les ch + B/ eau, toutes comm. N) 0552.98.02.20 – Curieux s'absténir SVP – P.A.Vis.

■A vendre Villa 183 m² en R+2 avec piscine finis à 70% située à Pépinière Mostakbal 3 - ORAN - Tél : 0552.97.12.85

TERRAINS

■A vendre Lot de Terrain sup. 298 m² situé à Beni Mester TLEMCEM - Prix très intéressant - Me contacter : 0552.08.62.47 - à partir de 10 H

■Vends Lot de Terrain 151 m² (6 Km les Andalous) à Ançor (Ain Turck) - Acté avec Permis de Construire R+2 - Tél : 0552.24.34.31

■Vends Lot de Terrain nu 300 m² (10 m de façade) à TLEMCEM route Sidi Athmane - Eau - Gaz - Elect. existants - Particulier, Agent Immobilier, Intermédiaire peuvent me contacter Mob : 0554.17.62.42

■Vente de Lots de Terrain de 109 m² à 200 m² - Actés et Viabilisés - dans un Lotissement clôturé avec gardien à Gotni (Boufatiss) - Prix intéressant - Tél : 0552.130.497 - 0555.915.842

■A vendre Terrain Agricole 10 Hectares - Acté + Livret foncier - BETHIOUA à 150 m de l'autoroute ORAN - MOSTA - Tél : 0550.20.68.50

■Vends Terrain, vieux bâti de 380 m² très bien situé avec 2 façades à Boulanger, près du Central - ORAN - Tél : 0797.57.88.08 - 0773.77.47.84

■Vends Lot de Terrain 240 m² Coopérative El Hoggar Bir El Djir 10 U/m² - Lot de Terrain 150 m² entre Canastel et le Stade Olympique 9 U/m² - AG. « ABDALLAH » - 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■A vendre Terrain Agricole 5 Ha. Comprend : un Parc 2 Ha - Hangar 42 x 13 - Maison - Bâche d'eau - Puits - Bassin - Entourage - Electricité 380-220 – Tél : 0661.10.26.52 - Accepte toute proposition

■Propriétaire d'un Terrain à ORAN (Les Falaises) à côté du Méridien - Sup. 1.279 m² : Cherche Promoteur sérieux pour réaliser un Projet Haut Standing - Courtiers et Agences s'absténir - Tél : 05.600.12.607

■Vends à Belgaïd un Terrain Acté 250 m². Double façade dans une agréable résidence clôturée avec toutes les commodités - N° Tél : 0554.35.64.37 - curieux s'absténir

■AV. IMMO. INDUST. Terrains 1000, 2000 à 20 000 m² en zone industrielle Senia, El Kerma, Hassi Amer et Tillet – A louer des Entrepts de 1000 à 10 000 m² avec Bloc Adm. dans ttes zones Ind. Oran - Parcs 5000 à 40 000 m² avec clôture – AG 0550.97.51.93

■A vendre Terrains usage Habit. : 300, 400, 500 à 1000 m² Pt du Jour, Canastel, St Hubert, Palmiers - Terrains sur Bd : 250 m² Hd Aqyl - 400 m² Bd Point du Jour - 250 m² Bd ENSEP - 500 m² Bd Palmiers - 500 à 2000 m² Promotionnel ou Hôtel, Showroom, Clinique...etc. – AG. 0550.97.51.93

■Vente Lot Terrain (Plate-forme + 16 Piliers) à Douar Boujemââ, C. Hassi Bounif, 2 façades, 126 m². Viabilisé. Acté. Permis de construire. P.O. : 1 Milliard - P.O. : 1 Milliard 100 millions – Tél : 0663.79.80.89

■Terrains Agricoles à vendre : 6,5 Ha côté Station-service Kranif sur RN 17 SIG - BETHIOUA - 9,5 Ha Sidi Bouadjid - SIG – Tél : 0557.06.47.14

■Cherche Partenaire lui confie propriété agricole de six hectares actée à Oran planté d'oliviers et espaces maraichers + deux puits + bassin de 150 m3 + logement 3 pièces et hangar. Investissement de + 70 millions - Contact : 0550.66.30.60

EMPLOIS

■Importante Entreprise à Misserghine recrute : - Chargés du Contrôle Qualité - Chargés des Achats - Diplôme universitaire - Expérience minimum 5 ans dans le domaine - Envoyez CV + Lettre de motivation : Rh.recrutement.important@gmail.com

■Magasin de Céramique à ORAN recrute des Agents Commerciaux ou des Vendeurs (es) - Tél : 0554.67.70.15

■Magasin de Vente Bureautique et Papeterie cherche : Caissier (ère) / Vendeur (e) / Agent de saisie - Âge limité 30 ans - Habiter à Oran-Ville - Envoyez vos CV au : 041.24.30.93

■Cherche Secrétaire avec Permis de conduire – Tél : 0541.15.93.74 – H.B.

■Cherche Coiffeuses et Masseuses ou Kinésithérapeutes pour Institut de beauté du Sheraton d'Oran - Tél : 0770.48.47.18

■Société privée d'aménagement, menuiserie aluminium et de revêtement de façades sise à Es-Senia recrute un Chef d'atelier avec expérience de 5 ans Minimum - Les candidats intéressés peuvent envoyer leur CV par mail : Je.recrute@hotmail.com - ou par Fax : 041.61.43.43

■Demande 2 Vendeuse et 2 Vendeurs pour superette – Conditions : Habiter à Gdyl – Présentables – Sérieux (ses) - âge : 24 ans à 40 ans – Tél : 0550.14.66.33

■SARL Aliments de l'Ouest Route TAFRAOUI - ORAN - Tél : 0776.44.73.90 - 041.18.56.27 - Recrutement de : 2 Agents Commerciaux - 1 Comptable

■Minoterie à ORAN cherche Electromécanicien expérience plus de 05 ans dans les Moulins Farine ou Semoulerie - Tél : 0770.87.47.13

■Atelier d'emballage cherche des Jeunes Femmes sérieuses pour travail d'emballage toute la semaine du Samedi au Jeudi : 3.000 DA/Semaine - Contacter : 0542.19.30.51

■Grande Entreprise Privée cherche un Architecte qui a de l'expérience dans un Bureau d'études minimum 3 ans - Envoyez vos CV par email : grandetprivée@outlook.fr

■Entrep. en Bât. à ORAN cherche pour son chantier à MECHRIA : Métreur Vérificateur (Expérience exigée) - 0770.59.00.27 - email : bati.recrutement@hotmail.com

■Cherche Prof de français femme française ou ayant déjà fait programme CNED pour donner des cours particuliers à domicile – Tél : 0555.03.27.08

■La Sté SARL POP'S FOOD recrute : - Un Technico-commercial en Industrie Agro-alimentaire - Un Conducteur de ligne de Production Agro-alimentaire – Tél : 0770.984.555 - Adresse : Z.I. Hassi Ameur Lot N° 04 llot N°137 Hassi Bounif - ORAN

■Sté privée cherche pour ses besoins sur chantiers : - Technicien / Technicien Supérieur en électricité industrielle - Technicien Supérieur en froid et climatisation – Ingénieur / Technicien Supérieur en courant faible - Avec expérience - Envoyez CV à : ecotechnic.contact@gmail.com

■Clinique cherche : - Assistante médicale - Femme de ménage - Manipulatrice Radio - Biologiste - Email : cdaij123@gmail.com

■Institut de Beauté « Secret de Femme » recrute Esthéticienne diplômée et ponctuelle - Veuillez déposer CV et une Lettre de motivation au : SECRET DE FEMME N° 21 Avenue Canastel - Gambetta - ORAN – Tél : 0560.22.56.10

■Société Privée ES-SENIA Recrute des Ouvrières (Femmes) - Conditions exigées : - Résident à ORAN - Age de 18 ans à 45 ans - Veuillez nous contacter au : 0770.52.72.60

■Station Essence RYAD à Gdyl recrute : 1 Pompiste et 1 Vidangiste - Appeler au 0781.25.80.34 - de 9 H à 16 H

■Institut à Oran cherche Formateurs à mi-temps, maîtrisant le Photoshop et Corel-Draw, ou Indesign - Envoyez CV avec Photo par mail au : recrute.ins@gmail.com

■Nous recrutons Factotums (Hommes âgés entre 18 et 25 ans) niveau Terminal + Recrutons Réceptionnistes - Envoyer C.V. à l'adresse e-mail : lookjobsmedic@gmail.com

■Société privée cherche Assistante de Direction résidant HASSI BOUNIF, maîtrise arabe + français outil informatique – Env. CV avec Photo : cv.31000@yahoo.fr - Tél : 041.27.56.64

■Industrie Agro-alimentaire cherche Commercial avec expérience résidant à HASSI BOUNIF - CV avec Photo : cv.31000@yahoo.fr - Tél : 041.27.56.64

■Sté Bureautique à Oran cherche : Agent Commercial (H/F). Niveau universitaire. Expérience 2 ans Min. Maîtrisant l'outil informatique. Résidant à Oran - Agent de Montage Mobilier de Bureau - Envoyer CV avec Photo par email : recrut61@yahoo.fr

■E.T.P. privé à USTO recrute une Assistante de Direction - Envoyez CV + Photo par Email : etp.recrute@yahoo.com

■E.T.P. privé à USTO recrute une Comptable ou Aide Comptable - Envoyer CV + Photo par Email : etp.recrute@yahoo.com

■Pharmacie située à Bethioua cherche Vendeuse expérimentée (3 ans minimum) et Pharmacienne – Tél : 0550.67.46.84

■Ecole privée EL HAYAT SCHOOL. Place Fontanelle. GAMBETTA – ORAN – Tél : 041.53.25.85 – Recrute un psychologue expérimenté. Se présenter muni d'un CV

■Société import privée recrute une Assistante import – Exp exigée / Maît. De l'anglais / Avoir des conn. commerce extérieur. Adresser CV + lettre de motivation par mail : recrutement@cgi-dz.com

■Importante société recrute des Commerciales, sérieuses et dynamiques - Veuillez nous contacter au : 0782.72.49.43

■Sté à BETHIOUA recrute Ingénieurs en Métallurgie Chaudronnerie Méthode Préparation - Tél : 040.22.37.62 - 040.22.32.43

■Propriétaire d'un Terrain à ORAN (Les Falaises) à côté du Méridien, Sup. 1.279 m², cherche Promoteur sérieux pour réaliser un Projet Haut Standing - Courtiers et Agences s'absténir - Tél : 05.600.12.607

■Recrute : Contremaître, Directeur Ressources Humaine avec expériences - oranrecrutement@gmail.com

■Sté à BETHIOUA recrute Informaticiens Ingénieurs et TS en Electricité Industrielle - Tél : 040.22.37.62 - 040.22.32.43

■Sté à BETHIOUA recrute Agents Commerciaux - Téléprospectrices - Chauffeurs VL - TC - Lourds - Tél : 040.22.37.62 - 040.22.32.43

■Sté à BETHIOUA recrute Soudeurs qualifiés - Meuleurs - Peintres industriels - Maçons - Tél : 040.22.37.62 - 040.22.32.43

■Sté à BETHIOUA recrute Gestionnaires de Stocks - Magasiniers - Acheteurs - Manœuvres - Tél : 040.22.37.62 - 040.22.32.43

■Je cherche des Employés



Kamel Mohamed

Equipe nationale Rajevac se penche sur le dispositif tactique à adopter contre le Cameroun

La préparation de l'équipe nationale entrera dans sa phase active à partir d'aujourd'hui, avec l'entame de la mise en place du dispositif tactique à adopter lors du match contre le Cameroun. Les deux premiers jours du stage, qui a débuté dimanche, ont été consacrés à la prise de contact avec les joueurs et aux soins médicaux. Le sélectionneur national, Milovan Rajevac, a beaucoup discuté avec les joueurs pour les appeler notamment à faire montre de discipline et adopter une conduite exemplaire en équipe nationale. Selon des informations recueillies auprès de la FAF, Rajevac a sermonné Boudebouz, lui reprochant d'étaler sur la presse des aspects internes, lesquels ne devraient pas sortir des vestiaires. Rajevac a ainsi demandé aux joueurs d'observer l'obligation de

réserve dans leurs déclarations à la presse. Il leur a expliqué qu'ils doivent se limiter, dans leurs déclarations, uniquement aux aspects techniques qui concernent directement le match, sans plus.

Après cette mise au point avec les joueurs, le technicien serbe s'est enquis de l'état de forme auprès de chaque joueur et a discuté longuement avec les membres du staff médical de la sélection nationale sur l'état de santé de certains joueurs. Rajevac s'est enquis aussi du moral de deux joueurs sur lesquels il compte, à savoir Yacine Brahimi et Sofiane Feghouli qui ne sont plus titulaires au sein de leur club. Le coach s'est montré inquiet quant à l'état psychologique de ce duo qui constitue, à ses yeux, la force de frappe de l'équipe. En parallèle, le sélectionneur national a mis en place, avec ses adjoints, les dispositifs tactiques à adopter contre le Cameroun, sachant qu'il a opté

pour plusieurs variantes et ce, en tenant compte des joueurs dont il dispose et de leur forme. Il devrait aussi tenir compte du schéma tactique que devrait adopter l'adversaire. Ces variantes seront testées demain à l'occasion du match d'application programmé au centre technique de Sidi Moussa contre l'USM Blida. En ce sens, Rajevac sera fixé sur la forme de chaque joueur et pourra, à partir de ce match d'application, se faire une idée sur la forme et les dispositions de son équipe. Rajevac a expliqué à ses poulains que la clé de la victoire contre le Cameroun passe par l'esprit de groupe et de solidarité.

Pour rappel, l'Algérie affrontera le Cameroun dimanche prochain à Blida (20h30) pour le compte de la première journée des qualifications au Mondial-2018. La victoire est impérative pour les Verts afin de bien débiter les matches de qualification.

Internationaux algériens évoluant en Europe Rachid Ghezzal au dessus du lot



Les internationaux algériens évoluant en Europe, excepté Rachid Ghezzal, ne se sont pas illustrés avec leurs clubs respectifs pour leurs derniers matchs avant de rejoindre lundi le stage de la sélection algérienne qui prépare la réception du Cameroun, dimanche prochain dans le cadre de la 1ère journée des éliminatoires de la Coupe du monde de 2018 en Russie. Ghezzal, entré en jeu à la 63e minute, a scellé la victoire de l'Olympique Lyonnais dans le derby du nord face à l'AS Saint-Etienne (2-0) en championnat de France. Il a inscrit pour l'occasion son premier but de la saison, sauvant un week-end terne des Verts du Vieux continent. Ça n'a pas été le cas pour les deux stars de Leicester City, Riyad Mahrez et Islam Slimani, restés muets devant Southampton (0-0), en championnat d'Angleterre, tout comme le meilleur buteur du championnat belge la saison passée,

Sofiane Hanni, dont l'équipe d'Anderlecht est néanmoins revenue avec une précieuse victoire du terrain du Standard de Liège en championnat belge. Pour sa part, Yacine Brahimi continue de vivre le "calvaire" au FC Porto, en se contentant de quelques minutes de temps de jeu lors de la victoire de son équipe face à Nacional Madeira en championnat du Portugal (4-0), alors que Sofiane Feghouli est resté sur le banc lors du nul concédé par son équipe anglaise, West Ham face à Middlesbrough (1-1). Même déception pour Adlene Guedioura, qui a rejoint pendant un quart d'heure après avoir suivi du banc de touche l'intégralité des trois précédentes rencontres de son équipe Watford, auteure d'une nouvelle contre-performance, cette fois-ci face à Bournemouth (1-1) en Premier League anglaise. Retour en France, où Riyad Boudebouz (Montpellier) et Mehdi Abeid (Dijon)

se sont séparés sur un nul (3-3), tout en prenant part à la totalité du temps des débats, alors que Walid Mesloub (Lorient) a été incorporé en deuxième mi-temps du match perdu à Nice (2-1). Mehdi Zeffane (Rennes) est, lui, resté sur le banc face à Guingamp (victoire 1-0). En huit matchs, le latéral droit des Verts n'a été aligné qu'une seule fois. Quant à Hilal Soudani, auteur d'un début d'exercice tonitruant, aussi bien en club qu'en sélection algérienne, il est resté muet pour la troisième semaine de suite. Son équipe, le Dinamo Zagreb, s'est contentée d'un nul face à Hajduk Split (0-0), en championnat de Croatie. Les seuls internationaux algériens évoluant en Serie A italienne, Fawzi Ghoulam et Saphir Taider, se sont inclinés avec leurs clubs respectifs, Naples et Bologne, face à l'Atalanta et le Genoa sur le même score (1-0). Ils ont tous les deux joué les 90 minutes.

Cameroun Rigobert Song dans le coma après un AVC

L'ancien joueur de Lens et Metz est hospitalisé dans le coma à Yaoundé suite à un accident vasculaire cérébral. Le football camerounais retient son souffle, en attente de nouvelles.

L'un de ses plus fidèles représentants, Rigobert Song a été hospitalisé ce dimanche, victime d'un accident vasculaire cérébral. Selon la presse locale, l'ancien défenseur central, révélé à Metz (1994-98), s'est effondré à son domicile, à Ozda, un quartier de Yaoundé.

Présent au moment de l'accident, c'est son garde du corps qui lui a prodigué les premiers soins avant qu'il ne soit amené dans un hôpital de la cité camerounaise.

Plusieurs membres du gouvernement camerounais auraient d'ailleurs fait le déplacement jusqu'à l'hôpital, en compagnie de la famille de celui qui a porté le maillot de la sélection camerounaise à 137 reprises, remportant deux Coupes d'Afrique des Nations (2000, 2002) en huit participations - un record - et disputant quatre phases finale de Coupe du monde. Selon la radio d'Etat, Rigobert Song se trouvait lundi matin «dans un état de coma», les pouvoirs publics envisageant une évacuation sanitaire hier par «aéronef médicalisé».



GC Mascara

Le Ghali dans une véritable impasse

M. Zeggai

Les années passent et se ressemblent pour le GC Mascara qui se trouve aujourd'hui dans une véritable impasse. Un point récolté et un but inscrit sur coup franc face au CABBA lors des quatre premiers matches de la saison. Ce qui signifie clairement que le Ghali semble bien parti pour retourner à la case départ. Le dernier nul concédé à domicile devant la modeste formation du CR-BAF a confirmé les limites d'un groupe que l'on annonçait capable de relever le défi du maintien. Plusieurs raisons sont à l'origine de ce début de saison catastrophique. En premier lieu, il y a ces interminables dissensions et ces conflits internes, ce qui nuit à la bonne gestion du club pour sa première année de professionnalisme. Ensuite, il y a la qualité du recrutement qui a été fait sans aucun critère sauf que chacun a voulu imposer ses "poulains". Pour de nombreux observateurs, le recrutement du Galia a été un véritable fiasco. Encore plus, sur quelle base a-t-on engagé l'entraîneur François Bracci ? Ce dernier ne connaît ni la mentalité, ni encore plus la

valeur des joueurs, ni même les secrets du GCM. Sans minimiser de la compétence du coach français, sa venue s'est avérée comme une erreur impardonnable alors que la logique aurait voulu que ce soit un entraîneur local et ce, pour plusieurs raisons. Sans parler de ce qui s'est passé lors de la dernière assemblée générale électorale du président du CSA/GCM. Aujourd'hui, pour dupes les inconditionnels mscaréens, on persiste dans le bricolage. François Bracci vient d'être limogé par la direction. Pour calmer les esprits, on avance les noms de Benchadli, Aâssas, Benchouia, Henkouche, Bekkakcha, Bouarrata et la liste est encore longue. Dans ce même contexte, on vient d'apprendre que le manager Lakhdar Belloumi n'a pas tenu assez longtemps. Certaines sources parlent de son limogeage "du moment qu'il ne fait plus l'unanimité", nous a-t-on dit. D'autres affirment que Belloumi, n'ayant pas résisté à la pression de la rue, a préféré se retirer des affaires du club. Aussi, la direction a dernièrement renvoyé Boumechra et Benmeghit pour une question d'indiscipline. Une

autre source nous a fait savoir que le président Meriah songe à démissionner compte tenu de la situation qui prévaut actuellement au sein du club. Le plus inquiétant reste le silence des autorités locales qui tardent à intervenir pour mettre fin à ce marasme qui nuit à l'histoire du club de la ville de l'Emir Abdelkader. Par ailleurs, l'équipe poursuit sa préparation en vue de son prochain déplacement à El Eulma pour croiser le fer avec le MCEE dans un match où les locaux n'ont pas droit à l'erreur. C'est dire que le GCM n'est pas encore sorti de l'auberge avec des matches extrêmement difficiles à négocier face à des formations qui ne sont pas faciles à manier. Les Mascaréens devront se rendre chez l'USMB et consécutivement chez le MCS et l'USB pour trois réceptions, le Paradou AC, le RC Arba et le WA Boufarik. Ceci dit, le président Meriah et ses proches collaborateurs, ou plutôt ses conseillers, doivent impérativement régler le problème du staff s'ils ne veulent pas hypothéquer les chances de maintien du club. Désigner un autre entraîneur, c'est la priorité des priorités à l'heure actuelle en attendant...

WA Tlemcen Est-ce le déclic ?

Chergui Abdelghani

Les protégés de Kheir Edine Kherris qui ont raté l'entame de la compétition, enregistrant ainsi une défaite et deux nuls dont un à domicile, se sont repris pour le compte de la quatrième journée en ramenant une victoire de Saïda face au MB Hassasna 2/0, œuvres de Boughalia. Les camarades de Hadji qui, en dépit de leur infériorité numérique en seconde période après l'expulsion de Boukhar à l'heure de jeu, ont su comment gérer leur avance au tableau d'affichage et retourner au bercail avec les trois points dans les bagages. Ce premier succès de la saison lance peut-être la saison du widad. Mais outre le résultat, c'est aussi la prestation de

l'équipe qu'il faut retenir. Jusque-là incapables de produire du jeu, les Tlemcenien ont face à Hassasna montré de réels progrès, selon les observateurs qui ont suivi les péripéties de cette rencontre. Cette première victoire méritée et en sus à l'extérieur, permet aux hommes de Kherris de gagner quelques places au classement et de revenir à cinq points du podium. Avec l'état d'esprit qui règne au sein du groupe après cette victoire, les Widadis se doivent de rester sur cette dynamique et enchaîner d'autres succès, à commencer par le prochain match qu'ils livreront sur leur terrain samedi prochain face à l'ESM Koléa, une équipe en perte de vitesse donc largement à leur portée. Le coach Tlemcenien Kheir Eddine

Kherris qui misait beaucoup sur cette rencontre, espère que cette victoire servira de déclic pour son équipe qui est appelée à continuer sur la lancée afin de réaliser l'objectif tracé par la direction à savoir l'accession en Ligue 2 professionnelle. «La victoire ramène de Saïda face au MB Hassasna va nous booster. Cette victoire est bonne pour le moral du groupe qui devra se transcender lors des prochaines échéances.

On va tout mettre en œuvre pour fructifier ce succès lors du prochain rendez-vous face à l'ESM Koléa que nous recevrons au stade Birouana. Il nous fallait une victoire pour gagner en confiance. Et c'est fait, dira en substance l'entraîneur du club phare de la ville de Sidi Boumédienne.

Ligue 1 - Mise à jour MOB-RCR aujourd'hui à 19h00

Entre deux formations en mal de points

M. Benboua

Pour le compte de la mise à jour de la sixième journée du championnat de Ligue 1, le Mouloudia de Béjaïa donnera la réplique ce soir à partir de 19h 00 sur la pelouse du stade de l'Unité Maghrébine au promu, le RC Relizane, qui semble avoir repris confiance après la large victoire remportée aux dépens de la JS Saoura, lors de la cinquième journée. Le MOB, qui reste sur deux matches nuls et une défaite en championnat en autant de rencontres disputées, aura à cœur de s'imposer devant ses fans pour prolonger

l'euphorie née de sa récente qualification historique à la finale de la Coupe de la CAF.

C'est dire que les camarades de Rahal vont aborder ce match avec un moral au beau fixe et une extrême volonté pour glaner les trois points de la victoire. Pour l'entraîneur Sendjak Nacer, cette rencontre servira énormément à ses joueurs, non seulement sur le plan physique afin qu'ils puissent préserver leur compétitivité, mais aussi sur le plan comptable, car outre la finale africaine, la course au titre est aussi un objectif pour les «Crabes». En face, le team de Bouakez, qui accuse encore

une pénalité de trois points, ne sera certainement pas facile à manier, d'autant que lors de sa dernière apparition à domicile devant la JSS, il a prouvé qu'il dispose de grandes potentialités, individuelle et collective. Les Béjaouis sont donc avertis, car le Rapid veut passer à la vitesse supérieure. Côté effectif, le RCR jouera cette rencontre amoindri en l'absence de plusieurs titulaires, mais ceci ne l'empêchera pas de tenir la dragée haute aux locaux. En tout cas et en dépit de l'avantage du terrain pour le MOB, les surprises ne sont pas écartées lors de cette rencontre.

USM Bel-Abbès

Bensenada se montre confiant quant à l'avenir du club



Selon Bensenada Djilali, le président de l'USM Bel-Abbès, rencontré ce samedi à Constantine à l'occasion du match CSC-USMBA, son club vient de passer à la deuxième étape qu'il s'est fixé la saison écoulée au moment d'entamer l'aventure de l'accession en Ligue 1 professionnelle. « Une fois l'accession obtenue, l'USMBA s'est attelée à la recomposition de l'équipe et la restructuration du club pour aborder le championnat de Ligue 1 avec les meilleurs atouts avec l'aide des autorités locales et des sponsors. Nous nous sommes fixé un objectif largement à notre portée qui est le maintien d'abord. Aujourd'hui,

à l'issue de la sixième journée du championnat, les spécialistes nous ont certifié que nous possédons une bonne équipe qui peut réaliser aisément l'objectif assigné » dira-t-il. Concernant la restructuration du club, « l'opération vient de démarrer », déclara notre interlocuteur en assurant qu'un travail de fond est en train de se faire pour permettre au club de bénéficier d'une structure financière solide, et ce avec l'aide de sponsors. Ce travail étant soutenu par le wali. « La première étape à été atteinte, et dernièrement nous avons augmenté le capital à hauteur de 500 millions de centimes de manière

à l'ouvrir la semaine prochaine pour permettre aux hommes d'affaires de porter leur contribution et permettre ainsi au club de disposer d'un capital conséquent qui soit à la hauteur de sa stature », ajoutera-t-il. Sur le plan sportif, on notera qu'en ce début de championnat l'USMBA a glané seulement cinq points en six match, ce qui n'est guère inquiétant pour les dirigeants qui affirment que : « Les résultats suivront progressivement. Et à ce sujet nous sommes très patients, d'autant plus que nous constatons que les choses s'améliorent d'une semaine à l'autre ».

A. M.

AS Khroub

Belachter ou les raisons d'un départ

Mohamed Belachter, l'entraîneur de l'ASK, vient de jeter l'éponge. Contacté, ce dernier nous a confirmé cette information qui circulait déjà dans les milieux sportifs de la ville qui s'interrogent quant aux raisons qui l'ont poussé à prendre cette décision alors que l'équipe partage le fauteuil de leader du championnat de Ligue 2 à l'issue de la quatrième journée en compagnie du Paradou AC et de la JSM Béjaïa. « Son bilan étant positif jusque-là, pourquoi Belachter veut-il s'en aller ? », nous ont questionnés des supporters avec lesquels nous avons pris langue. Et c'est l'intéressé lui-même qui nous fournit la réponse. Belachter nous a avoué « que les conditions de travail

ne sont pas réunies et qu'il en a marre du bricolage.

Et puis, j'ai commencé à sentir qu'on cherche à créer des problèmes au sein de l'équipe ». Et de s'étaler sur les conditions de travail dans lesquelles évolue son équipe et le staff technique. « Pourtant, les résultats sont là pour prouver la bonne santé de l'équipe sur le plan purement sportif. Le problème est ailleurs. On cherche délibérément à nous créer des difficultés avec les joueurs. C'est paradoxal, malheureusement c'est la donne actuellement à l'ASK où les joueurs menacent chaque semaine d'entrer en grève en réclamant leurs dus. Chaque semaine, ils vivent de promesses qui ne sont jamais suivies d'effet. Et lorsque l'ar-

gent est disponible, on s'est évertué à installer la zizanie parmi les joueurs en réglant les uns et en faisant l'impasse sur d'autres. Figurez-vous qu'avant le match contre le MC Saïda de vendredi dernier, j'ai éprouvé beaucoup de mal à convaincre les joueurs de jouer cette rencontre en donnant le meilleur d'eux-mêmes avec à la clé une précieuse victoire, malgré un moral au plus bas. Et dire que certains dirigeants ont même souhaité nous voir perdre ce match. De toute façon, je pars la conscience tranquille car avant ce match contre le MCS, j'ai averti les dirigeants que je ne pourrais pas continuer dans ces conditions à diriger l'équipe », conclura-t-il.

A. M.

ASM Oran

Une situation inquiétante



M. Zeggai

L'ASMO a concédé face au CABBA sa deuxième contre-performance à domicile et déjà quatre points perdus en quatre matches joués sur son terrain. Un but inscrit sur penalty en quatre rencontres, un bilan partiel décevant pour une équipe fraîchement reléguée en ligue 2. Cette situation inquiétante commence à donner quelques appréhensions aux Oranais d'autant plus que l'équipe asémiste ne convainc plus personne par ses piètres prestations et donne l'impression d'être une équipe quelconque, bien loin des espérances de ses dirigeants et supporters. Certains, pour justifier ces ratages évoquent le manque d'efficacité offensif. Tous les changements opérés en attaque n'ont rien donné. Le staff technique devra assumer ses responsabilités afin de mieux gérer en tenant compte de la réalité du terrain pour relancer la concurrence et inciter tous les joueurs à donner le meilleur d'eux-mêmes, car il faut en convenir que certains choix ont été contestés par ceux qui suivent de près la formation asémiste, encore plus, le niveau technique de certains joueurs suscite bien des interrogations. Encore plus, plusieurs observateurs ont été étonnés de voir Nour Eddine Saâdi opter avec deux attaquants, Ghomari et Sebia, et mystérieusement avec trois récupérateurs, Belaâlem, Botiche et Haddad, à domicile devant le CABBA. On ne le répètera jamais assez, le problème à l'ASMO ne réside pas au niveau des attaquants mais au milieu de terrain qui manque visiblement de créativité et de complémentarité pour jouer en profondeur et non pas dans la temporisation, ce qui permet le remplacement rapide des défenseurs adverses. La preuve, tous les attaquants, à l'except-

tion de Benyettou, ont été utilisés mais sans résultat. Chez les «Vert et blanc», tout le monde a remarqué face à l'ASK, l'ASO et le CABBA, que les joueurs de l'entre-jeu ont du mal à trouver des solutions pour mettre dans les meilleures conditions possibles leurs attaquants. La clé du succès dans le football actuel est de compter beaucoup sur les joueurs du milieu de terrain, car ce sont eux qui s'adaptent le mieux aux différentes péripéties d'un match pour débloquer la situation par leur créativité. A l'ASMO, le problème se situe dans la transmission rapide de la balle vers la zone adverse. Pour cela, il va falloir trouver la meilleure formule tactique en fonction de la valeur technique des joueurs dont on dispose. Certes, il est encore trop tôt pour se prononcer d'une manière définitive mais ces contre-performances commencent par semer le doute au sein du groupe et même chez les inconditionnels. A cet effet, il est impératif de réagir pour éviter l'implosion. La solution se trouve au sein du staff technique pour trouver le meilleur équilibre possible. Pour en savoir plus, nous avons tenté de contacter Baghor Merouane, président du CSA/ASMO, mais en vain, tous nos appels furent voués à l'échec. Nous avons essayé de prendre attache avec Saâdoun Mohamed «Moumouh», mais il s'avère que ce dernier se trouve en Espagne pour des obligations professionnelles. Entre temps, selon notre source, les avis sont partagés chez les dirigeants. Il y a ceux qui ne sont pas totalement convaincus par la gestion de l'équipe et ceux qui préconisent la stabilité. Entre les deux avis, l'ASMO risque de perdre du terrain sur les autres prétendants au grand dam de ses supporters, comme en témoigne l'incident ayant éclaté entre un fan de l'équipe et le coach Saâdi.

USM Khenchela

Les finances font toujours défaut

A. Mallem

Le président de l'USM Khenchela, Athmani Abdelmalek, a démenti les informations quant au limogeage de l'entraîneur de l'équipe Mourad Slatni en cas de défaite contre l'AB Merouana. «Nous n'avons rien dit de pareil. L'entraîneur annabi à qui nous avons confié les rênes de l'équipes est là jusqu'à la fin de la saison et nous n'avons aucun problème avec lui», a assuré le président du club des Chabords contacté ce dimanche. Ce dernier a affirmé en outre qu'il n'est nullement étonné des résultats mitigés de son équipe en ce début de saison. « Trois points seulement au compteur après quatre rencontres, ce n'est pas du tout fameux pour un début, mais il n'y a pas lieu de s'inquiéter car le

championnat est encore long. Et, franchement, il n'y a pas lieu de s'alarmer d'autant plus que nous n'ignorons pas les causes même si l'argent fait toujours défaut » dira-t-il. Et d'expliquer que les joueurs ne peuvent « rouler » sans argent et celui-ci manque toujours car nous manquons toujours du soutien des autorités locales, ce qui n'augure rien de bon. Tous les responsables ont coupé le contact avec nous. Et tout seul, je ne peux pas continuer à gérer le club en puisant dans mes deniers. Je le fais depuis déjà une année et demie. Mais maintenant, il faut que les autorités bougent, assument leurs responsabilités et tiennent leurs promesses faites en début de saison lorsqu'elles ont tenu absolument à ce que je sois reconduit à la tête de l'USMK », soulignera-t-il.

Espagne

Le Barça cale, le Real et l'Atletico en tête

Les deux clubs de Madrid, le Real et l'Atletico, partagent la tête du Championnat d'Espagne à l'issue de la 7e journée, et doivent leur règne à leur rival du FC Barcelone, qui a laissé passer dimanche sa chance de les dépasser en chutant à Vigo (4-3). Les Catalans restent au pied du podium, que complète le Séville FC, à la 4e place. Le Real Madrid a concédé un quatrième nul consécutif, toutes compétitions confondues, contre Eibar (1-1), un résultat «médiocre», selon son entraîneur Zinédine Zidane, qui plonge la Maison blanche dans le doute avant la trêve internationale. Le coach français avait pourtant aligné en attaque son trio «BBC» (Bale-Benzema-Cristiano Ronaldo). Mais c'est Fran Rico, formé chez les réserves du Real, qui s'est illustré en premier, en ouvrant la marque de la tête dès la 6e minute. Privé de Marcelo, James Rodriguez et Casemiro blessés, ainsi que de Luka Modric, opéré à un genou dimanche et indisponible un mois, le Real a réagi onze minutes plus tard par Gareth Bale. Les tentatives du Gallois et de Cristiano Ronaldo sont ensuite restées vaines. Le Real continue son surplace et doit même déplorer la blessure de deux de ses titulaires, les Français Karim Benzema et Raphaël Varane, touchés respectivement à un genou et un mollet. En début d'après-midi, Griezmann et Gameiro ont donné la victoire (2-0) à l'Atletico à Valence, en dépit de deux pénalités arrêtées par le gardien local. Antoine Griezmann, seul en tête du classement des buteurs après sa 6e réalisation en Liga cette



saison, a ouvert la marque à la 63e minute après une passe décisive de Kevin Gameiro. L'attaquant français s'est ainsi rattrapé de son penalty manqué de la 43e minute. Gameiro a conclu la domination madrilène en doublant la mise dans le temps additionnel (90+3). Sous le regard du nouvel entraîneur valencien, l'Italien Cesare Prandelli, qui prendra en main l'équipe à partir de lundi, le gardien local Diego Alves s'est illustré en arrêtant deux pénalités tirés par Griezmann et Gabi. En cas de victoire, Barcelone pouvait dépasser les deux clubs madrilènes; mais à Vigo, sans son maestro Leo

Messi, le Barça a sombré (4-3), concédant son deuxième échec de la saison. Mais alors que Piqué et Neymar avaient amorcé une remontada, les Catalans ont été trahis par leur gardien, Marc-André Ter Stegen. Le dégagement du portier allemand était contré par Pablo Hernandez qu'il n'avait pas vu, offrant un but inespéré aux locaux qui commençaient à fléchir physiquement. Pour le Barça, la trêve internationale vient à point, car Messi devrait être de retour pour le match de reprise contre La Corogne le 16 octobre puis pour le choc européen contre Manchester City trois jours plus tard en C1.

Angleterre

Tottenham sur les talons de City, United trébuche



Dimanche pourri à Manchester : City s'est incliné pour la première fois de la saison, à Tottenham (2-0), mais reste leader, tandis que United (6e) a connu une nouvelle désillusion contre Stoke (1-1), lors de la 7e journée du Championnat d'Angleterre. En revanche, le Nord de Londres peut sourire puisque Tottenham (2e) et Arsenal (3e) se rapprochent des «Citizens».p Guardiola ne battra pas le record de Premier League de sept victoires lors des sept premières journées. Tottenham arrête sa série à six et pour le technicien catalan, c'est «normal». Les «Citizens» et leur défense branlante restent leaders avec 18 points, mais voient les Londoniens revenir à un point (17 pts). City a certes chuté. Mais pas contre n'importe qui. Les «Spurs», qui

montent en puissance depuis plusieurs semaines, ont dominé la rencontre, asphyxiant les Mancuniens grâce à un pressing haut constant. Les joueurs de Mauricio Pochettino étaient récompensés de leurs efforts dès la 9e minute, avec un but contre son camp de Kolarov. Puis, Alli, bien servi par Son Heung-min, plaçait une frappe décroisée le long du poteau (37). Mené 2 à 0, Manchester City ne coulait pas mais ses tentatives pour revenir n'étaient pas couronnées de succès grâce notamment à un très grand Lloris.

Dommage pour José Mourinho : ses joueurs n'ont pas levé tous les doutes contre Stoke (1-1) malgré une domination sans partage assortie de 24 tirs. Comme lors de leurs précédentes sorties, les «Red Devils» ont manqué de sang-froid dans les

vingt derniers mètres pour se mettre à l'abri. Ils ont aussi buté sur un formidable Lee Grant, seulement titularisé pour la deuxième fois de sa carrière en Premier League, à 33 ans. Mais ce match reste très encourageant, tant les «Red Devils» se sont procuré des occasions. Sur le plan comptable, Manchester United stagne à la 6e place avec 13 points, loin de City (18 pts). Sa victoire contre Burnley (1-0), Arsenal a eu besoin d'un peu de chance pour la décrocher.

Vingt secondes après la fin théorique du temps additionnel, Oxlade-Chamberlain a raté sa reprise à trois mètres du but : Koscielny, tentant de se protéger le visage avec ses bras, a dévié de la main la frappe qui filait vers les tribunes (90+3). Et voilà trois points assez peu mérités qui propulsent les «Gunners» sur le podium (3e) avec le même nombre de points (16) que Liverpool (4e), vainqueur de Swansea samedi (2-1). Les champions d'Angleterre brillent en C1 (deux victoires en deux journées) mais s'éteignent en Premier League.

Les hommes de Claudio Ranieri ont concédé le match nul contre Southampton (0-0) au King Power Stadium, théâtre de leur victoire sur Porto (1-0) plus tôt dans la semaine. Après la claque reçue contre Manchester United le week-end dernier, Leicester végète à la 12e place et a déjà dix longueurs de retard sur Manchester City. L'automne vient à peine d'arriver et les «Foxes» ne semblent déjà plus en mesure de conserver leur titre.

Italie

La Juve enchaîne, Naples décroche, la Roma sur le podium

La Juventus Turin a creusé dimanche un premier écart en tête du Championnat d'Italie grâce à sa victoire à Empoli (3-0), couplée à la défaite à Bergame de Naples (1-0), désormais repoussé à quatre longueurs après la 7e journée. Après avoir longtemps buté sur la défense d'Empoli, la Juventus a fait parler sa puissance offensive pour conforter sa première place en championnat et confirmer son net succès de mardi en Ligue des champions (4-0 sur le terrain du Dinamo Zagreb). Avec la défaite de Naples (2e), les Turinois comptent déjà quatre longueurs d'avance sur leur poursuivant. Pendant une heure, les bianconeri se sont pourtant heurtés à la défense d'Empoli (19e) et notamment au gardien Skorupski, auteur de très nombreux arrêts décisifs. Mais le duo Higuain-Dybala a fini par faire plier l'équipe toscane, qui a explosé en cinq minutes, encaissant trois buts entre la 65e et la 70e minute. Moins habitué que la Juve à enchaîner les matches tous les trois jours, Naples n'est donc pas parvenu à tenir le rythme

et a subi sur le terrain de Bergame sa première défaite de la saison. Alors qu'ils avaient réussi mercredi une prestation de premier plan face à Benfica (4-2), les hommes de Maurizio Sarri ont été dimanche incapables de déstabiliser l'Atalanta (12e), qui vivait pourtant jusque-là un début de saison pénible. L'Atalanta a rapidement ouvert la marque par Petagna (9e) et a été régulièrement dangereuse, notamment sur un tir sur la barre de l'ancien Parisien et Sochalien Dramé. Malgré un très bon coup franc de Ghoulam, Naples de son côté n'a que trop rarement menacé Berisha et doit donc déjà laisser filer la Juve. C'est l'AS Rome qui a remporté dimanche soir le choc de cette 7e journée en battant l'Inter Milan 2-1. Ce succès obtenu à l'issue d'un match très spectaculaire permet aux giallorossi de récupérer la troisième place dont s'était provisoirement emparée la Lazio, sa grande rivale, désormais 4e. Le premier but romain a été inscrit dès la 5e minute par Dzeko, auteur de cinq buts déjà cette saison. Malgré de multiples occasions,

la Roma a comme souvent laissé son adversaire revenir dans le match, avec un but milanais signé Banega à la 72e minute. Mais les hommes de Luciano Spalletti ont continué à pousser et Manolas leur a offert les trois points en reprenant un coup franc de Florenzi. Auparavant, l'AC Milan et le Torino avaient obtenu deux difficiles mais précieuses victoires qui leur ont permis de s'installer dans le premier tiers du classement. Désormais 6e, le Milan a renversé une situation très compromise face à Sassuolo (13e), qui menait en effet 3-1 à une demi-heure de la fin. Mais Bacca sur penalty puis Locatelli et Paletta ont offert la victoire aux rossoneri. Le Torino (7e) a de son côté battu la Fiorentina (14e) 2-1 et s'affirme de plus en plus comme l'un des outsiders possibles pour les places européennes.

Ces deux matches avaient la particularité d'être les premiers de Serie A lors desquels était testée l'assistance vidéo à l'arbitrage. Il s'agissait de tests off-line, c'est-à-dire sans communication entre l'arbitre vidéo et le central.

Allemagne

Schalke se lance enfin



Schalke, auteur du pire début de saison de son histoire, a enfin inscrit ses trois premiers points en Championnat d'Allemagne

en s'imposant contre Mönchengladbach (4-0), dimanche lors de la 6e journée. Jusque-là, Schalke n'avait connu que la défaite, cinq

fois d'affilée, en championnat. Ce net succès à domicile contre un club engagé en Ligue des champions, Mönchengladbach, acquis notamment grâce à un doublé de sa recrue estival suisse Breel Embolo (56e, 83e), lui permet de quitter la 18e et dernière place pour s'installer au 16e rang.

Après une première période sans but, Schalke a pris le large peu après le retour des vestiaires en marquant à trois reprises en l'espace de six minutes (52e s.p., 56e, 58e).

France

Balotelli propulse Nice en tête

Nice retrouve le sourire. Trois jours après l'humiliation subie à Krasnodar en Ligue Europa (5-2), les Aiglons ont poursuivi leur marche en avant en Ligue 1. Toujours invaincu après huit journées, le club azuréen a repris la tête du classement en s'imposant d'une courte tête face à Lorient (2-1). Un succès flatteur, acquis dans les ultimes minutes grâce à un bijou de Balotelli (2-1, 86e), qui avait tout raté jusque-là. Battu, Lorient peut nourrir de légitimes regrets. La rapide ouverture du score signée Pereira, bien aidé par une faute de main de Lecomte (1-0, 11e), n'a pas empêché les Merlus de livrer une belle prestation sur la pelouse de l'Allianz Riviera. Notamment mené par un Cabot en feu sur l'aile droite, le club breton a déployé un jeu collectif prometteur, difficile à maîtriser pour des Aiglons en panne d'inspiration. Et à force de pousser le Gym dans ses retranchements, Lorient a été récompensé en égalisant à l'heure de jeu, sur une action conclue victorieusement par Moukandjo (1-1, 61e). En confiance, les hommes de Sylvain Ripoll ont même poussé pour arracher la victoire, mais ils se sont fait surprendre en fin de match par le seul geste réussi ce dimanche par Balotelli. Expulsé après avoir reçu deux cartons jaunes, «Super Mario» a quitté la pelouse sous l'ovation du public, toujours aussi conquis. L'attaquant italien manquera la prochaine réception de Lyon, dans deux semaines.





08.00 Bonjour d'Algérie (Direct)
09.30 Sihrl el mordjane
10.00 Etabiaa oua el insane
10.30 Abtal djidja
11.00 Questions d'actu
12.00 Journal télévisé en français
12.25 El aahd e'tamine
13.45 El ilm bayna yedaik II

14.30 Ahlem mouaadjala
15.00 Le fils de famille
16.25 Troupe El Haouasse II
17.00 El moudhichoune
17.25 Ssihr El Mordjane
18.00 Journal télévisé en amazigh
18.25 Familetna
19.00 Journal télévisé en français

19.25 Baba Slimane

20.00 Journal télévisé en arabe
20.45 le feu et la cendre
22.25 Expression livre
23.20 Senteurs d'Algérie
00.00 Journal télévisé en français



09.55 Motus
10.30 Les Z'amours
11.00 Tout le monde veut prendre sa place
11.55 Météo 2
12.00 Journal
12.46 Météo 2
13.00 Mille et une vies
14.05 Mille et une vies rêvées
14.40 Visites privées
15.40 Amanda
16.40 AcTualiTy
17.50 N'oubliez pas les paroles
18.51 Météo 2
19.00 Journal
19.50 Météo 2

19.55 Les pouvoirs extraordinaires des animaux



Présenté par Michel Cymes, Adriana Karembeu
Les kangourous peuvent différer leur gestation en fonction des saisons, tandis que les dauphins parviennent à déceler si une plongeuse face à eux est enceinte. Pour ce nouveau numéro, Adriana et Michel partent pour un véritable road movie en Australie.
22.15 Cadences obstinées
23.55 Couleurs outremer
00.20 Espace francophone



09.50 Midi en France
11.00 12/13 : Journal régional
11.25 12/13 : Journal national
13.05 Rex
13.55 Questions au gouvernement
15.10 Des chiffres et des lettres
15.50 Harry
16.30 Slam
17.10 Questions pour un champion
17.45 Objectif indépendance
18.00 19/20 : Journal régional
18.30 19/20 : Journal national
18.58 Météo
19.00 Tout le sport
19.25 Plus belle la vie

19.55 La loi de Simon



Avec Daniel Prévost, Nicolas Gob, Chloé Stefani, Geneviève Mnich
Simon Varlet, un avocat brillant mais peu porté sur la déontologie, est commis d'office pour défendre un jeune prêtre accusé de meurtre. Simon est persuadé que son client est coupable.
21.35 Grand Soir 3
22.15 Cadences obstinées
23.55 Couleurs outremer
00.20 Espace francophone



12.40 Le magazine de la santé
13.35 Allô, docteurs !
14.15 Une île pour les orangs outans
14.45 Dans la tête des éléphants
15.40 La cabane de mes rêves
16.45 C dans l'air
18.00 C à vous
19.45 Ces conseillers qui nous gouvernent
21.00 Le monde en face
21.25 C dans l'air
22.35 Entrée libre
22.55 Métropoles du monde
23.40 La baie de Somme
00.30 La liberté du cerf de Virginie



12.20 Arte journal
12.35 Wallander
14.20 Paysages d'ici et d'ailleurs
14.50 La Volga en 30 jours
16.15 X-enius
16.45 D'Amsterdam à Odessa
17.10 Loups solitaires en toute liberté
17.55 La fabuleuse histoire de l'évolution
18.40 Catherine Deneuve lit la mode
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.50 Blaise
19.55 Les années Obama
23.45 Les Etats-Unis et la drogue
01.30 It's more than TV !



12.40 Le ranch
13.05 Une petite histoire de la consommation
14.00 Questions pour un champion
14.35 Lagerfeld confidentiel
16.00 La nuit, tous les chats sont roses
16.30 64' le monde en français
17.35 Le point
18.30 Le journal de France 2
19.00 Les yeux ouverts
20.40 Pardonnez-moi
21.25 Le journal de la RTS
22.00 Les mondes inondés
00.00 TV5Monde le journal



RAMBO II : LA MISSION

Avec Sylvester Stallone, Steven Berkoff, Richard Crenna, Charles Napier
De retour du Vietnam, John J. Rambo a du mal à se réinsérer dans la vie civile aux Etats-Unis. D'ailleurs, ses démêlés avec la police lui valent une incarcération de cinq ans. Son ancien colonel lui propose une mission en échange de sa liberté. Rambo doit repartir pour le Vietnam afin de prendre des photos de soldats américains détenus depuis la guerre. Mais une fois sur place, Rambo, traumatisé par ce qu'il voit, décide de libérer les prisonniers.



OCEAN'S ELEVEN



Avec George Clooney, Brad Pitt, Julia Roberts, Matt Damon
Libéré sur parole, Danny Ocean a été emprisonné pour abus de confiance. Il propose à son complice Rusty Ryan, joueur de poker, l'attaque simultanée de trois des plus grands casinos de Las Vegas dont la chambre forte est commune. Mais le but non avoué de Danny est de récupérer par la même occasion son ex-femme Tess, qui vit avec Terry Benedict, propriétaire des établissements. Danny et Rusty constituent une équipe de choc.



Avec Henry Cavill, Bruce Willis, Sigourney Weaver, Verónica Echegui
Will Shaw, jeune entrepreneur stressé, se rend en Espagne pour prendre quelques jours de vacances et retrouver sa famille. Les retrouvailles sont chaleureuses, mais tout est bouleversé quand Will, après une sortie en ville, découvre que leur bateau a été mis à sac et que sa famille a disparu. Après une altercation avec le mystérieux Zahir, Will est secouru in extremis par son père, Martin.

TÉLÉVISION



19.55 Blindspot



Saison 1 - Episode 10
- Les espionnes qui venaient du froid
Avec Jaimie Alexander, Rob Brown, Sullivan Stapleton, Audrey Esparza
Patterson et l'équipe souhaitent faire la lumière sur les dramatiques événements de la veille. Une piste les mène au domicile d'un certain Roger Levkin qui pourrait bien être un espion russe. L'hypothèse selon laquelle il appartiendrait à une cellule dormante est bientôt confirmée.
22.30 Arrow



20.00 Les beaux malaises



Avec Franck Dubosc, Anne Marivin, Aminthe Audiard, Antonin Brunelle-Rémy
Humoriste à succès, Franck vit avec sa femme Anne, peu impressionnée par la notoriété de son mari, et leurs deux enfants Emma et Léo. Un peu arrogant et manipulateur, l'acteur se retrouve fréquemment confronté à son statut de célébrité : dans la rue, au supermarché... même auprès de ses amis Christophe et Jean-François ou de son ex, Marion. Il fait surtout la fierté de sa mère Monique.
21.45 En famille
00.40 La troupe à Palmade



20.02 Mon roi



Avec Vincent Cassel, Louis Garrel, Emmanuelle Bercot, Isild Le Besco
Lors d'une descente à ski, Tony, une avocate, se blesse gravement au genou. En séjour dans un centre de rééducation, elle repense à son histoire d'amour tourmentée et tumultueuse avec Georgio. Elle avait sympathisé avec ce restaurateur riche et flamboyant en sortant d'une boîte de nuit. Dès leur première nuit ensemble, il lui déclarait son amour...
22.00 21 cm
22.45 Belles familles
00.35 Coup de chaud



12.35 Hélène et les animaux
14.45 Avatar, le dernier maître de l'air
15.55 Ninjago
17.00 Angelo la débrouille
17.50 Les as de la jungle à la rescousse
18.20 Une saison au zoo, le mag
19.50 Monte le son, la quotidienne
19.55 Effets secondaires
21.35 L'espion qui m'aimait
23.35 Loin de chez nous
01.25 Monte le son, le live



08.15 Au nom de la vérité
10.30 Secret Story
12.25 Confessions intimes
15.40 Secret Story
19.55 Tatïe Danielle



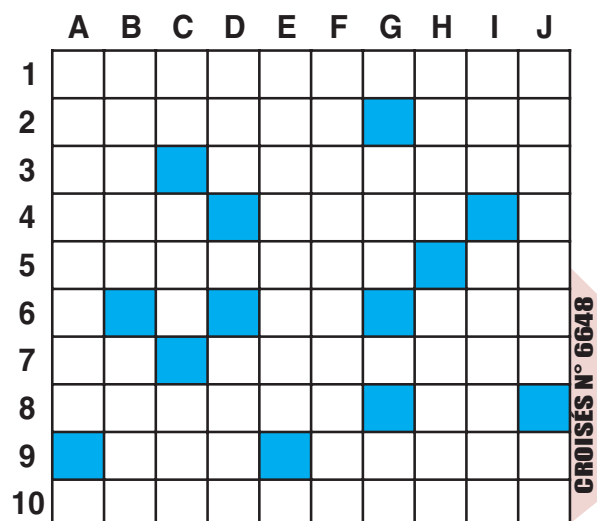
22.05 Chroniques criminelles



09.30 @ vos clips
10.50 W9 Hits
11.40 Charmed



15.40 Un dîner presque parfait
17.45 Les Marseillais et les Ch'tis VS le reste du monde
19.55 Sans issue
21.35 OFNI, l'info retournée



Horizontalement:

- Transition des régimes.
- Chinoise.
- Article.
- Etre renversé.
- Déplacé.
- Fou.
- Ferrure.
- Lettres de rappel.
- Zone verte.
- Préposition.
- Cachets.
- Etreinte.
- Conjonction.
- Pronom.
- Orange.
- Bateaux de compagnie.

Verticalement:

- Chansons tristes et monotones.
- Goutte à goutte !
- Pâtés impériaux.
- Collées à la marge.
- Classes du pouvoir.
- C'est du solide !
- Montée tranquille. Groupe.
- Pétrifie.
- Un a un.
- Trou borgne.
- Un bon portefeuille !
- Se dilate dans la joie.
- Anticipé.
- Scène du passé.
- Avancer pour revenir.
- Pressés.
- Lettres de classe.

LES SOLUTIONS

CROISÉS N°6647

S	O	U	F	F	L	E	R	L
A	P	U	R	S	E	V	E	
T	E	S	T	E	R	C	A	T
U	R	E	T	E	N	A	N	T
R	E	S	S	E	M	B	L	E
N	T	E	U	E	E	S	E	
E	T	O	U	R	D	I	E	S
	E	U	L	I	R	E	N	
P		R	E	S	E	A	U	
H	Y	S	T	E	R	I	Q	U

FOUILLIS N° 6647 SOMMET (Sot - Mets)

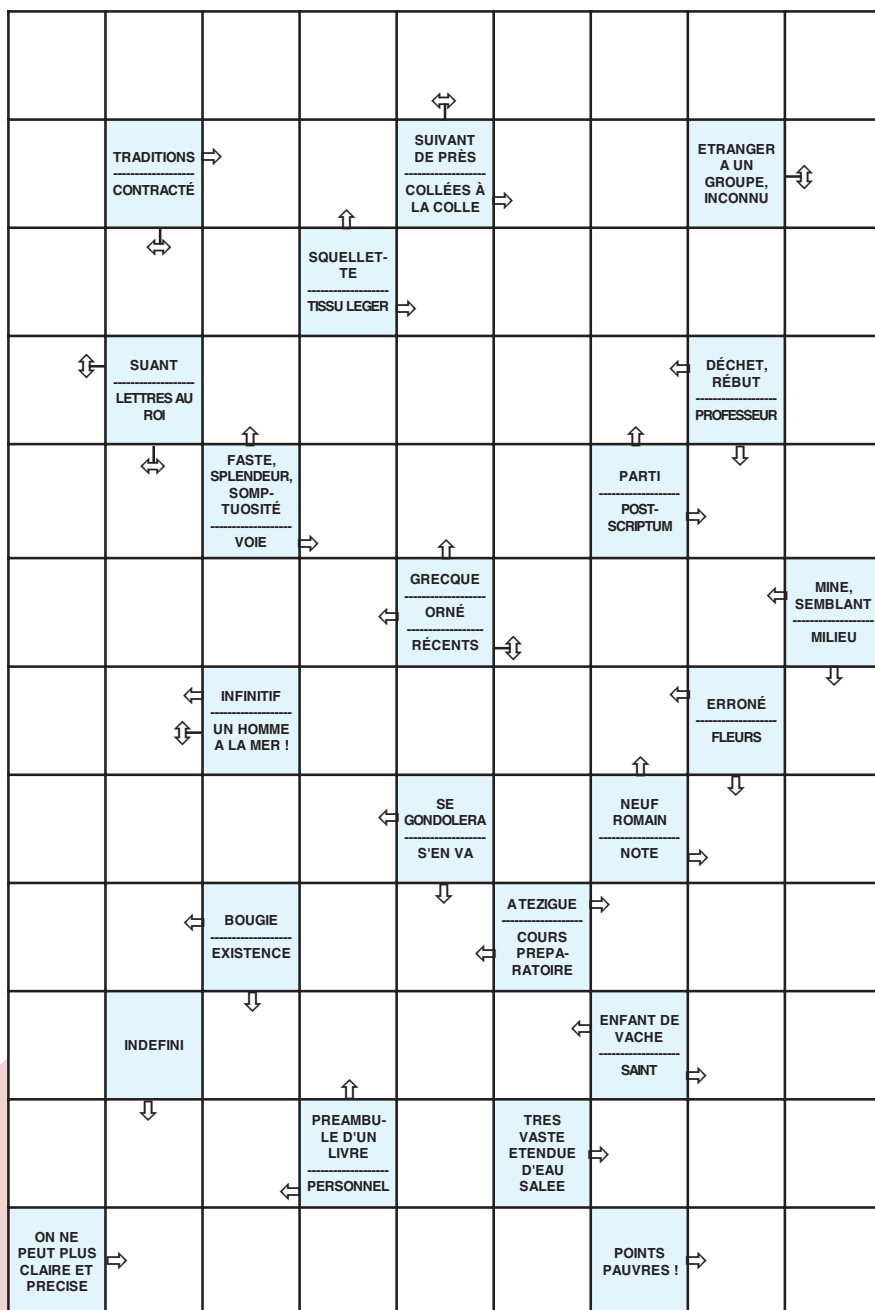
CODÉS N° 6647

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
O	L	N	M	R	T	E	C	A	U	D	I	S
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
V	H	F	P	B								

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
I	R	C										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

10	9	5	9	2	4	8	1	6	9			
1	5		6	1	2	7		13	5			
10	9	5	9	2	7	14	9		3			
7	2	9		7	10	1	2		17			
5	10		2	1	9	5		3	3			
6	1	2	9	9		1		1	14			
9	9		6	5		6	4	2	4			
8	8		7	6	2	9		3	11			
18		4	12		7		11	13	9			
13	6	1	14	1	6	9		14	15			
9		8	1	15	1		10	7	1			
	9	9			8	8		1	18			
9	11	7	1	8	8	9		2	13			
16	9	13	19		9	5	6	9	9			
9	9		8	7	8	8	9		8			

Jeux proposés par Chérifa Benghani

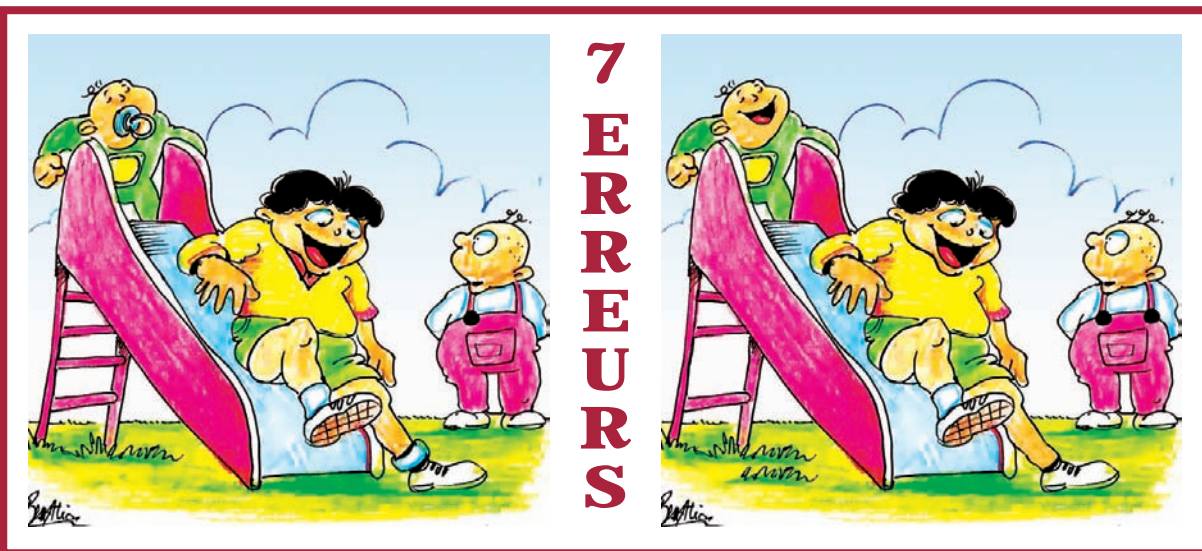


FLÉCHÉS N° 6648

AINSI – BENEFICE – BIENVENUE – BIOLOGIE – BOULEVERSEMENT – CANTONNIER – CARCAN – CASE – CAVERNE – CERISIER – CONNOTATION – COUP – DANGER – ECORCE – ELEVATION – ENCERCLEMENT – FETE – GAIN – HANTISE – LAITERIE – MAGMA – MASSE – MENTALEMENT – MIRE – MOTION – MOUDJAHID – MOUSQUET – NICHE – NOCE – RESTER – REVE – SANGSUE – SIEGER – TAON – TITRE – TOMBER – VOILE.

T	N	E	M	E	S	R	E	V	E	L	U	O	B	R
E	O	N	C	E	N	O	I	T	A	V	E	L	E	E
L	C	O	E	O	V	E	N	R	E	V	A	C	N	B
I	E	I	A	I	R	E	U	S	G	N	A	S	E	M
O	U	T	R	R	R	C	R	E	C	E	T	E	F	O
V	N	A	S	E	R	E	E	H	A	E	N	R	I	T
R	E	T	N	I	T	E	T	C	R	I	E	T	C	T
E	V	O	O	S	E	S	I	I	C	G	M	I	E	E
G	N	N	I	I	S	G	E	N	A	O	E	T	E	U
N	E	N	T	R	S	S	E	R	N	L	L	G	S	Q
A	I	O	O	E	A	M	I	R	E	O	A	I	I	S
D	B	C	M	C	M	P	U	O	C	I	T	S	T	U
D	I	H	A	J	D	U	O	M	N	B	N	N	O	
T	N	E	M	E	L	C	R	E	C	N	E	I	A	M
N	E	E	T	H	O	N	A	M	G	A	M	A	H	C

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est bien élevé.
- Mon 2e est clair et précis.
Mon tout est probe et intègre.



HOROSCOPE



Bélier 21-03 au 20-04

Vous recherchez au travers des autres à retrouver le moral des grands jours. Un nouvel élément imprévu vous pose problème mais votre détermination vous aide à franchir ce cap difficile.



Taureau 21-04 au 21-05

Vous vous demandez pourquoi toutes les rencontres que vous faites sont toujours les mêmes et vous vous sentez frustré parce que rien n'évolue.



Gémeaux 22-05 au 21-06

Notre courage et notre détermination vont pouvoir profiter d'une opportunité qui semble arriver au bon moment. Vous n'aurez pas à redouter de prendre une excellente décision qui pourrait vous conduire là où vous vouliez aller.



Cancer 22-06 au 22-07

Vous vous passionnerez pour toutes sortes d'activités y compris pour les affaires. Une rencontre imprévue vous permet de prendre la température du climat financier.



Lion 23-07 au 23-08

C'est maintenant que vous pouvez prétendre à recevoir la récompense que vous méritez, cela vous remontrera très sérieusement le moral. Vous n'aurez pas beaucoup d'efforts à fournir pour affronter l'avenir quand se présentera l'offre séduisante que l'on vous fera.



Vierge 24-08 au 23-09

Ne vous laissez pas aller à vous attendre inutilement sur le sort de quelqu'un qui vous raconte ses déboires financiers. Vous pensez avoir suffisamment à faire avec vos propres affaires.



Balance 24-09 au 23-10

Quelque chose d'important va survenir ce qui clarifiera certains points primordiaux dans votre vie. Mais comme le moral est bon vous n'aurez qu'à vous féliciter de ce qui arrive.



Scorpion 24-10 au 22-11

Réfléchissez sérieusement avant d'entamer une action irrévocable concernant vos affaires. Nous sommes dans une période où la prudence est de rigueur.



Sagittaire 23-11 au 21-12

La tête pourrait bien vous tourner tellement les choses vont aller vite maintenant. Pourtant vous garderez votre sang froid malgré toutes les tentations auxquelles vous aurez la tentation de donner suite. Vous saurez faire le bon choix malgré certaines incertitudes.



Capricorne 22-12 au 20-01

Vous pensez devoir veiller aux apparences. La conjoncture actuelle vous paraît peu favorable. Faites simplement part de vos réelles intentions à une personne proche et elle pourrait bien vous croire.



Verseau 21-01 au 18-02

Un peu de gymnastique ne vous ferait pas de mal. Prenez soin de votre corps. C'est indispensable d'être en grande forme car votre emploi du temps est chargé si vous voulez réaliser tout ce que vous aimeriez faire.



Poissons 19-02 au 20-03

Une opportunité vous apporte une énergie nouvelle qui vous propulse vers une réussite certaine. Vous pourrez souscrire à des projets qui paraissent fous. Vous réaliserez des entreprises, ce sera un tournant décisif dans votre vie, vous recevrez des éloges mérités.

Syrie: 21 rebelles soutenus par la Turquie tués par des mines de l'EI

Au moins 21 rebelles syriens combattant avec les troupes turques contre le groupe Etat islamique (EI) ont été tués dimanche par l'explosion de mines posées par les jihadistes, a indiqué lundi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Ces pertes sont les plus importantes subies par les troupes participant à l'opération lancée par la Turquie dans le nord de la Syrie depuis son déclenchement le 24 août, selon l'ONG. Outre les 21 morts, plusieurs dizaines d'hommes ont été blessés, certains sérieusement, alors qu'ils tentaient de sécuriser le village de Turkman Barah, à proximité de la ville de Dabiq, l'un des fiefs de l'EI dans la province d'Alep. Les jihadistes ont déserté le village dimanche après avoir disséminé de nombreuses mines anti-personnel, a précisé le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane. Après l'explosion de plusieurs d'entre elles, les rebelles se sont redéployés hors de Turkman Barah par sécurité.

L'éparpillement d'un grand nombre de mines et de bombes artisanales est une tactique de guérilla fréquemment utilisée par les jihadistes lorsqu'ils doivent se retirer d'une localité ou d'un territoire conquis en Syrie ou en Irak lors de leur vaste offensive en 2014. Après avoir longtemps été accusé de complaisance avec les jihadistes, Ankara a lancé le 24 août une offensive militaire en Syrie, baptisée «Bouclier de l'Euphrate», pour chasser l'EI mais aussi les milices kurdes de la frontière.

Japon : Des gouverneurs «enceintes» pour encourager les hommes à participer aux corvées ménagères

Des hommes politiques japonais se sont attaché de faux ventres de femmes enceintes pour appeler les hommes à se retrousser les manches dans un pays où la quasi totalité des corvées ménagères est laissée aux femmes. Ces trois gouverneurs de préfectures du sud-est du pays se sont engagés dans une campagne intitulée «Le gouverneur est une femme enceinte». Le spot de trois minutes, lancé la semaine dernière, montre ces responsables politiques encombrés d'un gilet de sept kilogrammes censé simuler le ventre d'une femme enceinte de sept mois. On les voit montant des escaliers, transportant les courses ou attendant que quelqu'un veuille bien leur céder sa place assise dans l'autobus. Sur fond d'un air de trompette entraînant, l'un d'eux peine à enfiler ses chaussettes tandis qu'un autre s'essuie le front après avoir mis à sécher une grande quantité de linge. «Je vois bien comme il est difficile de porter un enfant et de s'acquitter des tâches ménagères», dit alors Shunji Kono (52 ans), gouverneur de la préfecture de Miyazaki. «Je pense qu'il faut que je sois beaucoup plus gentil», ajoute ce père de trois enfants. Les hommes japonais sont de peu de secours à la maison: ils ne consacrent en moyenne qu'une heure par jour à des activités non rémunérées contre cinq pour leurs épouses, selon une étude réalisée en 2014 par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui comprend 35 pays. Le Premier ministre Shinzo Abe a fait de la promotion des femmes un des piliers de son programme destiné à revigorer l'économie japonaise. Mais la partie n'est pas gagnée tant le sexisme est ancré chez nombre de Japonais.

Selon une enquête diligentée par le ministère japonais du Travail il y a quelques mois, 48% des femmes qui étaient intérimaires au moment de leur grossesse disent avoir subi des brimades (le plus souvent verbales) de la part de leur supérieur hiérarchique direct ou de collègues. La proportion est de 21% pour les salariées à temps plein sous contrat à durée indéterminée. Pas une seule entreprise japonaise n'avait souhaité il y a plus d'un an participer à un programme de subventions destiné à permettre à plus de femmes d'accéder à des postes de responsabilité.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Le Nobel de médecine au Japonais Ohsumi



Le prix Nobel de médecine a été attribué lundi au Japonais Yoshinori Ohsumi pour ses recherches sur l'autophagie, cruciales pour comprendre le renouvellement des cellules, le vieillissement et la réponse du corps à la faim et aux infections. «Les mutations des gènes de l'autophagie peuvent provoquer des maladies et le processus autophagique est impliqué dans plusieurs affections comme le cancer et les maladies neurologiques», a souligné le jury Nobel. Le concept d'autophagie est apparu dans les années 1960 lorsque les chercheurs ont observé pour la première fois la destruction par les cellules de leur pro-

pre substance en l'évacuant vers un «compartiment de recyclage» appelé lysosome, a expliqué l'Assemblée Nobel de l'Institut Karolinska, qui décerne le prix. La connaissance du phénomène est cependant restée limitée jusqu'aux travaux de Yoshinori Ohsumi qui, au début des années 1990, a mené des «expériences brillantes» à partir de la levure et identifié les gènes de l'autophagie. Il en a ensuite mis en évidence les mécanismes sous-jacents et montré que les mêmes mécanismes étaient à l'oeuvre dans le corps humain.

Né à Fukuoka, Yoshinori Ohsumi, 71 ans, a obtenu son doctorat en 1964 de l'université de Tokyo. Après trois ans à l'université Rockefeller de New York, il est revenu à Tokyo pour créer son propre laboratoire. Depuis 2009, il est professeur à l'institut de Technologie de la capitale nippone. Il «était un peu surpris», a raconté le secrétaire du jury Thomas Perlmann, qui lui a téléphoné avant l'annonce. Yoshinori Ohsumi succède à William Campbell, Américain né en Irlande, au Japonais Satoshi Omura et à la Chinoise Tu Youyou, découvreurs de traitements contre les infections parasitaires et le paludisme. Le diplôme et la médaille Nobel sont assortis d'une récompense de huit millions de couronnes suédoises (environ 834.000 euros).

Le prix de médecine est le premier de la saison des Nobel 2016. Il doit être suivi de ceux de physique aujourd'hui, de chimie mercredi, de la paix vendredi et d'économie lundi. Le prix Nobel de littérature sera annoncé le jeudi 13 octobre.

La Colombie rejette l'accord de paix avec les Farc

Contre toute attente, les Colombiens ont rejeté dimanche, de peu, la paix avec la guérilla des Farc lors d'un référendum sur l'accord visant à terminer 52 ans de conflit, mais le président Santos est décidé à ne pas se rendre. «Je ne me rendrai pas et continuerai à rechercher la paix», a déclaré Juan Manuel Santos, affirmant que le cessez-le-feu bilatéral et définitif, observé depuis le 29 août, «reste valide et restera en vigueur». De son côté, Timochenko, le chef des Farc, a déploré depuis La Havane «que le pouvoir destructeur de ceux qui sèment la haine et la rancœur ait influé sur l'opinion de la population colombienne». Mais il a réitéré la disposition des guérilleros «à ne faire usage que de la parole comme arme de construction de l'avenir».

Sur 99,98% des bulletins de vote dépouillés, le «Non» s'imposait avec 50,21% devant le «Oui» à 49,78%, cinq heures après la clô-



ture des bureaux de vote de ce scrutin crucial. Près de 34,9 millions d'électeurs étaient appelés à répondre par «Oui» ou par «Non» à la question: «Soutenez-vous l'accord final d'achèvement du conflit et de construction d'une paix stable et durable?», titre du document de 297 pages issu de près de quatre ans de pourparlers, délocalisés à Cuba.

«Je vous ai convoqués pour que vous décidiez de soutenir ou pas ce qui a été accordé pour la fin du conflit avec les Farc, et la majorité, bien que d'une très étroite marge, a dit que Non», a ajouté M. Santos à l'adresse des Colombiens, ajoutant: «l'autre moitié du pays a dit que Oui», mais que «tous, sans exception, veulent la paix».

Maroc : démantèlement d'une cellule féminine de l'EI

Dix femmes, qui avaient fait allégeance à l'organisation Etat islamique (EI) et voulaient commettre des attentats suicide dans plusieurs villes du Maroc, ont été arrêtées lundi par la police, une première dans le pays, a-t-on appris de source officielle. Les dix suspectes ont «essayé de se procurer des produits chimiques utilisés dans la fabrication de ceintures explosives», a annoncé le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

Elles «voulaient commettre des attentats suicide

contre des installations vitales au Maroc», selon ce communiqué. Elles avaient tissé des «liens étroits avec plusieurs terroristes marocains également affiliés à Daech» et «basés à la frontière syro-irakienne». Cette cellule féminine était par ailleurs chargée du recrutement et de l'entraînement de femmes pour l'EI. Elle était active dans plusieurs localités du pays, toujours selon le ministère de l'Intérieur: notamment à Kénitra, Sidi Slimane, Salé et Tanger. Les autorités marocaines ont multiplié ces

Libye : combats meurtriers à Syrte



De nouveaux combats ont éclaté dimanche à Syrte (450 km à l'est de Tripoli). L'hôpital de campagne installé par les forces du GNA à Syrte a fait état de la mort de huit soldats loyalistes. En outre, l'Hôpital central de Misrata dit avoir admis 57 combattants pro-GNA blessés. «Nos forces progressent» dans le quartier où se sont retranchés les derniers combattants de l'EI, et ont combattu un groupe «qui tentait de fuir» la ville, ont indiqué les forces progouvernementales dans un communiqué. «Au moins dix cadavres» de jihadistes ont été trouvés, ont-elles ajouté. Sur Twitter, l'EI a dit avoir infligé des pertes aux forces pro-GNA donnant un bilan de 64 morts ou blessés. Lancée le 12 mai, l'opération de reconquête de Syrte progresse par à-coups, l'armée lançant régulièrement de nouvelles offensives entrecoupées de périodes de calme. Samedi, les avions militaires des forces du GNA ont effectué «six sorties» pour préparer le terrain «à l'avancée des troupes» vers le réduit jihadiste situé dans l'est de la ville. Ces dernières sont également soutenues par des frappes américaines, dont le nombre s'élève à 177 depuis le 1er août, selon le centre de commandement pour l'Afrique (Africom). Les forces pro-GNA ont reconquis la majeure partie de la ville mais les combats ont fait plus de 450 morts et quelque 2.500 blessés au sein de ces forces. Le bilan des morts dans les rangs des combattants de l'EI reste inconnu. Une défaite de l'EI à Syrte serait un coup dur pour le groupe extrémiste qui a connu des échecs militaires en Irak et en Syrie ces derniers mois.

Un journaliste néerlandais a été tué en couvrant les combats «Un journaliste néerlandais a été tué aujourd'hui, touché à la poitrine par un sniper de l'EI alors qu'il couvrait les combats à Syrte», a indiqué à l'AFP le docteur Akram Gliwan, porte-parole de l'Hôpital central de Misrata où sont soignés les blessés des forces progouvernementales. Il a précisé qu'il s'agit du journaliste Jeroen Oerlemans et que sa dépouille «se trouve actuellement à l'hôpital» de la ville de Misrata, située à quelque 200 km à l'ouest de Syrte et siège du commandement des forces du GNA. Oerlemans travaillait en Libye notamment pour l'hebdomadaire belge Knack, qui confirme sa mort.

Jeroen Oerlemans est le premier occidental et le deuxième journaliste à trouver la mort en couvrant les combats à Syrte. Le journaliste libyen Abdelqader Fsouk avait été tué en juillet dernier.

derniers mois les annonces sur le démantèlement de cellules liées à l'EI et l'arrestation de recruteurs présumés pour le compte du groupe.

Chantre d'un islam modéré et très en pointe dans la lutte contre le jihadisme, le Maroc a été épargné par des attentats meurtriers ces quatre dernières années, contrairement à la France et d'autres pays. Le royaume avait été frappé dans le passé quand des attaques avaient fait 45 morts à Casablanca en 2003 et 17 morts sur un site touristique de Marrakech en 2011.

EDITORIAL

Par Moncef Wafi

L'AUSTÉRITÉ, NOUVELLE MODE PLANÉTAIRE

rière. D'autres avantages ont également été supprimés comme la prime de départ en retraite ou d'éventuelles augmentations salariales en cas de renouvellement de contrat. L'exemple saoudien est édifiant devant la crise financière qui frappe les pays exportateurs de pétrole rattrapés par une politique suicidaire qui a irréversiblement fait basculer les prix. L'Algérie ne pouvait forcément pas échapper à la règle générale et l'austérité, même si elle n'a pas été officiellement décrétée les premiers temps, devenait une étape nécessaire pour ne pas sombrer. Pourtant, il existait d'autres moyens de sortie de crise, et la première était d'anticiper sur la crise en rationalisant les dépenses publiques et en déclarant la guerre à la corruption généralisée et à

l'incompétence des gestionnaires. Les Algériens, conscients de la gravité de la situation, ont quand même contesté les solutions de facilité prises par le gouvernement en supprimant par exemple la retraite anticipée et en augmentant taxes et prix alors que le pouvoir d'achat du citoyen est sérieusement entamé depuis des années.

Face à ces lois de finances successives qui accordent des avantages au secteur privé en faisant supporter le poids de la crise sur les épaules des citoyens, les Algériens risquent de perdre patience. Et définitivement. L'avant-projet de loi de finances pour 2017 ne déroge pas à la règle lui aussi avec sa batterie d'augmentations des prix. Mais, selon des indiscretions qui ont filtré à travers la presse, le chef de l'Etat aurait ordonné au Premier ministre d'amortir les impacts de ce texte sur le front social. Aujourd'hui, la réunion du Conseil des ministres devra être consacrée essentiellement à ce dossier et conclure que l'austérité ne rime pas forcément avec serrage de ceinture jusqu'à apoplexie ou explosion.